



**Haulotte**   
G R O U P

La Péronnière - B.P.9 - 42152 L'Horme - France  
Tél. : +33 (0)4 77 29 24 24 - Fax : +33 (0)4 77 29 43 95  
e-mail : [haulotte.com](mailto:haulotte.com) - web : [www.haulotte.com](http://www.haulotte.com)

Rapport d'activité 07 annual report



Rapport d'activité **07**  
Annual report

**Haulotte**   
G R O U P

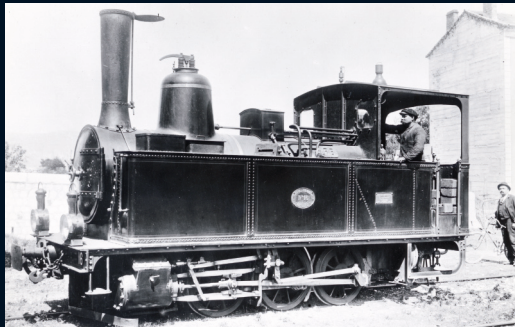
USA • GRANDE BRETAGNE • FRANCE • PAYS-BAS • SUÈDE • ALLEMAGNE • POLOGNE • RUSSIE • CHINE • NOUVELLE ZELANDE • AUSTRALIE • SINGAPOUR • ITALIE • ESPAGNE • PORTUGAL • BRÉSIL • MÉXIQUE

USA • GRANDE BRETAGNE • FRANCE • PAYS-BAS • SUÈDE • ALLEMAGNE • POLOGNE • RUSSIE • CHINE • NOUVELLE ZELANDE • AUSTRALIE • SINGAPOUR • ITALIE • ESPA

USA • GRANDE BRETAGNE • FRANCE • PAYS-BAS • SUÈDE • ALLEMAGNE • POLOGNE • RUSSIE • CHINE • NOUVELLE ZELANDE • AUSTRALIE • SINGAPOUR • ITALIE • ESPAGNE • PORTUGAL • BRÉSIL • MÉXIQUE



> 1881 : Alexandre Pinguely reprend l'entreprise à qui il donne son nom. Alexandre Pinguely founds the company to which he gives his name



> 1897 : Pinguely se reconvertis dans la production de locomotives à vapeur. Pinguely turns to the production of steam locomotives



> 1920 : Pinguely emporte un marché important pour la fourniture de grues destinées à l'aménagement de ports au Maroc (Safi, Casablanca). Pinguely breaks into an important market to provide cranes for assembly in the ports of Morocco (Safi, Casablanca)



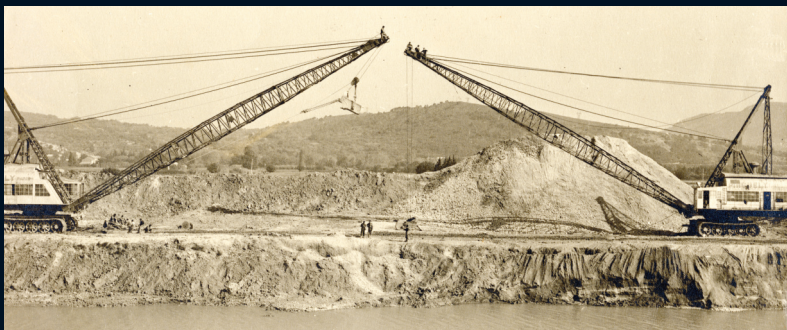
> 1926 : Dragline à vapeur Type 12 sur chenilles. A Type 12 steam-powered track-mounted dragline excavator.



> 1930 : Grue sur porteur GR 20 conçu par la société Haulotte. AGR 20 vehicle-mounted crane, designed by Haulotte.



> 1938 : Pelle TR 60 - Nouvelle génération de pelles (Commandes pneumatiques, transmissions entièrement par engrenages sous carters). The TR 60 shovel - a new generation of shovels (with pneumatic controls, and all transmission through encased gears).



> 1952 : Les 2 plus grosses draglines électriques RB 250 conçues et construites pour un chantier (Donzère-Mondragon) en France. The two largest electric-powered RB 250 dragline excavators designed and built for a shipyard (Donzère-Mondragon) in France.



> 1952 : Girochargeur X 50 - Innovant par son système hydraulique : c'est le seul chargeur de ce type ayant été fabriqué en France. The X 50 swing shovel loader, with its innovative hydraulic system: this was the only loader of its kind built in France.



> 1952 : Première petite pelle à commandes pneumatiques avec assistance. The first small shovel with assisted pneumatic controls.



> 1954 : Pelle compacte SK2 - Première pelle compacte au monde sur pneumatique sans déport arrière. The SK2 compact shovel - the world's first tyre-mounted compact shovel with no rear offset.



> 1955 : Bureau d'études de Pinguely Ville Gozet à Montluçon (France). The Pinguely Ville Gozet engineering Department at Montluçon (France).



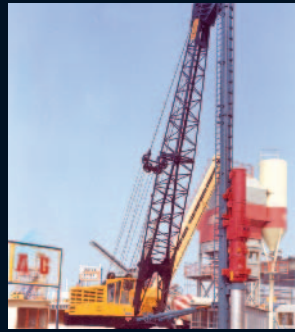
> 1956 : Pelle VG 50 - Nouvelle génération de pelles à moteur transversal. The VG 50 shovel - a new generation of shovels with transversally mounted motors.



> 1964 : Grue mobile H50 Ingénieuse avec ses 8 vitesses de levage. The ingenious H50 mobile crane with its eight lifting speeds



> 1966 : Avec ces grues GC, Pinguely se positionne comme leader sur le marché de la grue en France. The GC 730 vehicle-mounted Pinguely positioned itself as a leader in the French crane market



> 1970 : Grue sur chenilles GTL150. Utilisée pour les travaux spéciaux de fondation. The GTL150 track-mounted crane for specialised foundation work



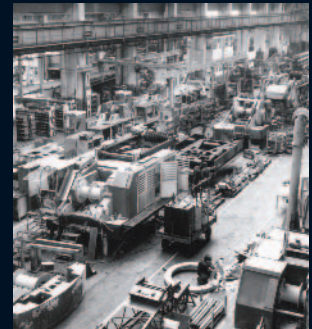
> 1970 : Grue GC525TL. Il contribuera à la renommée des grues télescopiques Pinguely. The GC525TL crane. As soon as the ST series appeared.



> 1972 : GB 18 - 1ère "City Crane" au monde : vitesse élevée de déplacement, mise en œuvre rapide et une cabine élévatrie. The GB 18 - the world's first "City Crane": high moving speeds, rapid deployment and a cabin raised by hydraulic jacks.



> 1975 : Grue tout terrain GH 15 - cette machine offre des caractéristiques remarquables en tout terrain et une esthétique très aboutie. Grue tout terrain The GH 15 all-terrain crane - remarkable all-terrain characteristics with well-rounded esthetics.



> 1975 : Hall d'assemblage de l'usine Pinguely à l'Horme (France). Assembly hall of the Plant of Pinguely in l'Horme (France).



> 1976 : Grue sur porteur GC 20300 - la plus grosse grue sur porteur (Charge de 300 Tonnes). The GC 20300 wheel-mounted crane (with a 300 tons load capacity).



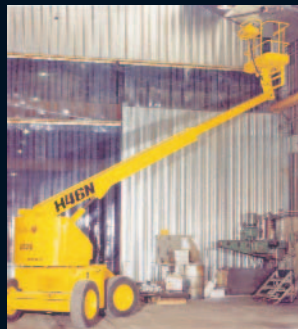
> 1979 : Pinguely et Haulotte commencent leur collaboration. Cette grue TTR 220 est développée conjointement. Pinguely and Haulotte begin to collaborate. This TTR 220 crane was jointly developed.



> 1980 : Usine de Chambéry (France). Plant of Chambéry.



> 1985 : Pierre Saubot - Président actuel du Groupe - prend le contrôle de l'ensemble Pinguely - Haulotte. La nacelle élévatrie de personnes devient le cœur de métier. Pierre Saubot - the current Chairman of the Group - takes control of the Pinguely-Haulotte Group. Aerial work platforms become the core Pinguely-Haulotte products.



> 1986 : H46N - 1<sup>re</sup> nacelle conçue et commercialisée sous la marque "Haulotte". The first platform designed and marketed under the "Haulotte" brand.



> 1992 : Nacelles Haulotte H 76. Haulotte H 76 platforms.



> 2003 : Pinguely-Haulotte dans la conquête spatiale : Capsule de Shenzhou V-1<sup>er</sup> vol spatial habité chinois. Pinguely-Haulotte joins the space race: the Shenzhou V capsule - China's first manned space flight.

**Pierre Saubot**  
Président du Groupe.  
Group Chairman

**Alexandre Saubot**  
Directeur Général Délégué.  
Chief Operating Officer



**Interview de Pierre SAUBOT, Président du Groupe  
et Alexandre SAUBOT, Directeur Général Délégué**  
**Interview with Pierre Saubot, Chairman of the Group  
and Alexandre Saubot, Chief Operating Officer**

**2007, UNE NOUVELLE ANNÉE RECORD / ANOTHER RECORD YEAR IN 2007**



**Pouvez-vous nous commenter les performances 2007 ?**

La croissance du C.A. comme celle des résultats s'inscrivent dans la même dynamique de croissance que celle de ces dernières années.

Le C.A. a atteint 648,1 M€ en progression de + 25 %, le résultat opérationnel courant a connu une poussée de + 20 %, à 113,7 M€, représentant une rentabilité

opérationnelle courante proche des 18 %.

Ces belles performances ont été rendues possibles grâce à la philosophie qui préside à la destinée du Groupe, et dont nous ne dérogeons jamais, nous appliquons à faire toujours mieux dans tous les domaines.

Nos objectifs sont constants :  
- consolider l'existant, veiller à maîtriser le moindre dysfonctionnement,

- poursuivre activement notre politique de Recherche & Développement et d'innovation,
- accentuer l'effort de rigueur et d'exigence que nous nous imposons pour répondre toujours mieux aux aspirations légitimes de nos clients, en gagnant en qualité dans le service qu'ils sont en droit d'attendre.

**Could you comment on 2007 results ?**

Sales growth has maintained the momentum of recent years.

In 2007 sales grew 25% to €648.1 million and current operating income 20% to €113.7 million, resulting in a current operating margin approaching 18%.

These excellent performances were made possible by the Group's unwavering commitment to pursuing improvements in all areas.

Our objectives remain constant:

- Strengthen existing procedures and controls to prevent the smallest operating incident;
- Actively pursue research and development and innovation;
- Increase focus on rigor and the highest standards to achieve further improvements in the quality of service customers are entitled to expect.



**Plus concrètement, pouvez-vous préciser les grandes actions menées au cours de l'exercice ?**

Dans un marché mondial qui tend à se stabiliser, comme nous l'avions anticipé, il est important de continuer à faire mieux que le marché. C'est à quoi nous nous sommes préparés. Nous pensons avoir fait les choix stratégiques nécessaires au bon moment, pour la pérennité et la poursuite du fort développement du Groupe, dans un contexte où l'exigence prime.

C'est ainsi qu'en 2007 ont démarré deux nouvelles unités industrielles pour une expansion forte vers les pays émergents, en particulier l'Europe de l'Est et le Moyen-Orient, et pour entamer la pénétration du marché des chariots télescopiques sur lequel nous n'étions pas présent historiquement.

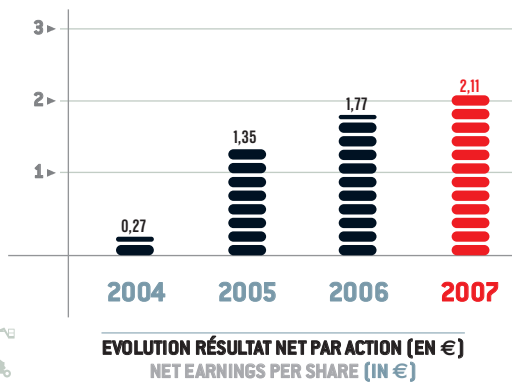
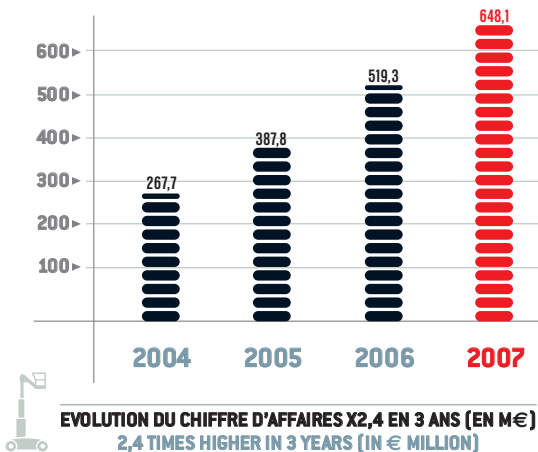
Ces deux usines, basées en Espagne et en Roumanie, ont connu des débuts satisfaisants, à tel point qu'une réflexion est déjà en cours pour accompagner et amplifier la réussite de l'unité roumaine.

Nous avons insisté, dans le rapport annuel 2006, sur l'accentuation de l'internationalisation du Groupe, visant à renforcer notre position de n°3 mondial.

Cet axe stratégique reste évidemment d'actualité, avec la densification du réseau commercial. Trois nouvelles implantations ont vu le jour en 2007 : le Mexique, Dubaï et l'Argentine.

La présence sur tous les grands salons professionnels mondiaux a été renforcée : HAULOTTE Group est visible sur de nombreux salons à travers les 5 continents avec une marque qui s'affirme au fil des ans, grâce à un marketing fort et à une communication « remarquée ».

Sur le plan de l'innovation, et de l'élargissement constant de la gamme proposée, nous pouvons citer une première mondiale, une nacelle à flèche droite de 28 mètres avec pendulaire télescopique qui sera présenté début 2008. Cette nacelle est dotée d'une motricité à toute épreuve, grâce à un essieu oscillant.



More specifically, what were some of the achievements of the period?

With overall trends confirming our forecasts for flat growth worldwide, we must continue to outperform the market. We are however fully prepared to meet this challenge. In effect, we believe that we made the necessary choices at the right time to ensure the Group's sustainable and strong expansion in an environment where rigorous standards make a decisive difference.

To this purpose, in 2007 we launched two manufacturing plants to sustain strong expansion in emerging countries, particularly in Eastern Europe and the Middle East, and to develop the telehandler line in a market where we had not historically been present.

Initial performances of these two plants in Spain and Romania have been particularly satisfactory. As a result, measures to further support and build on this success in Romania are currently under study.

In the 2006 annual report, we emphasized the Group's strategy of international expansion to strengthen our position as number three worldwide.

As we continue to reinforce our commercial network, this strategy remains just as pertinent. Accordingly, in 2007 three new offices were opened in Mexico, Dubai and Argentina.

We have also increased our presence at major worldwide exhibitions. Haulotte Group has thus participated in many trade fairs throughout the world, progressively building brand recognition over the years through strong marketing and original communication initiatives.

In the area of innovation and the continuing expansion of the product offering, noteworthy achievements include a worldwide premiere 28-metre telescopic big boom with a telescopic jib to be presented in early 2008. This work platform with its oscillating axle is adapted to a wide range of working environments.



### Comment voyez-vous 2008, l'année sera-t-elle plus difficile ?

2008 sera l'année de la consolidation de tous les chantiers entrepris en 2007.

Comme nous l'avons dit, le marché mondial sera moins porteur en 2008, et nous le voyons en baisse aux Etats-Unis. Je profite de l'occasion pour rappeler qu'HAULOTTE Group réalise à ce jour 90% de son chiffre d'affaires en Europe et moins de 5% en Amérique du Nord.

Il convient de noter l'ouverture de zones relais de croissance, quasiment inexistantes il a 8 ans lors du précédent retournement de cycle qu'à connu le secteur. Ces nouveaux marchés plus vastes, plus porteurs et surtout plus contributifs que nous ne l'avions anticipé, viendront compenser le cas échéant la décroissance éventuelle des marchés traditionnels, hypothèse à laquelle nous ne croyions pas, par ailleurs.

Ces zones-relais sont l'Europe de l'Est, l'Amérique du Sud, et dans une moindre mesure à court terme, l'Asie.

Nous avons anticipé ces évolutions "tectoniques" et créé des filiales commerciales dans chacune des grandes régions où il convient d'être présent et actif.

Rappelons que nous avons également adapté nos capacités de production pour être plus rapides, plus flexibles, plus proches géographiquement des clients finaux. Ces capacités seront accrues de plus de 50 % à horizon 2009.

N'oublions pas, d'autre part, en relais de croissance, la montée en cadence de la gamme chariots, et ce dès l'exercice 2008.

Enfin, nous avons une ligne de financement de 280 millions d'euros à notre disposition, nous permettant de saisir toutes les opportunités de croissance interne comme externe qui ne devraient pas manquer de se présenter dans les prochaines années.

En conclusion, nous tenions à rappeler la confiance que nous avons dans la pérennité du Groupe HAULOTTE, construit sur des bases solides, et que nous nous employons à consolider au quotidien avec nos partenaires, actionnaires, prestataires, pour et avec le concours de nos collaborateurs du monde entier, afin de répondre toujours mieux aux exigences de nos clients, pour lesquels nous voulons l'excellence.

**Pierre Saubot**  
Président du Groupe.  
Group Chairman



**Alexandre Saubot**  
Directeur Général Délégué.  
Chief Operating Officer



### What is your outlook for 2008, will the period be more difficult?

It will be a period of consolidation in all areas for all projects launched in 2007.

As indicated, trends worldwide will be less favourable in 2008 and we anticipate a drop in sales in the US. In this context, it is important however to recall that Europe to date accounts for 90% of Haulotte Group' sales compared with less than 5% for North America.

In addition, new markets are providing opportunities that were virtually unknown territories at the time of the sector's last downturn. These markets are extremely large and offer significant growth potential and above all prospects for contributions significantly greater than initially expected. As such, they could if necessary offset eventual declines in revenue from traditional markets, a scenario however that we do not anticipate.

These growth markets include Eastern Europe, South America, and to a lesser degree in the short term, Asia.

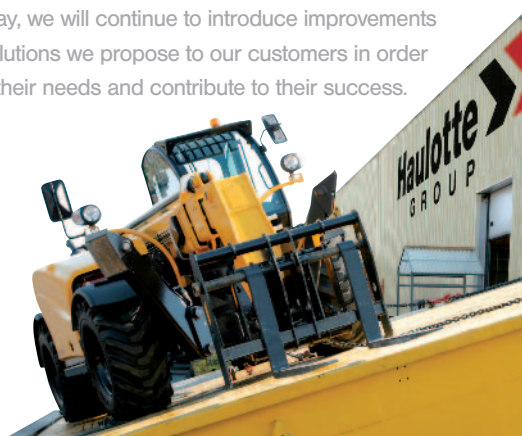
Anticipating these tectonic shifts, we created sales subsidiaries in each of the major regions where we must be present and active.

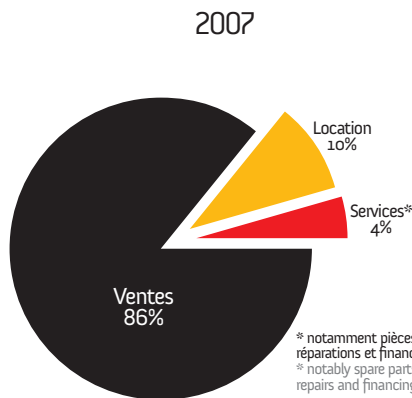
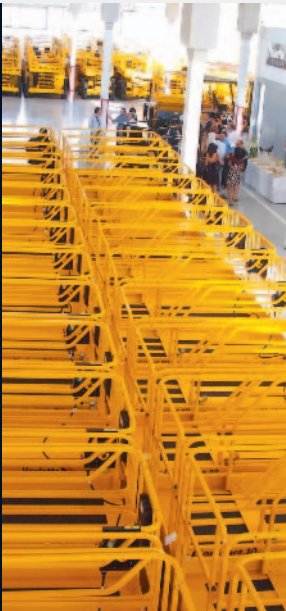
We have also adapted our production capacity to respond more rapidly, with greater flexibility and provide more local service to end customers. By 2009, our production capacity will have been increased by more than 50%.

Beginning in 2008, the ramp up of the telehandler line will offer another growth driver.

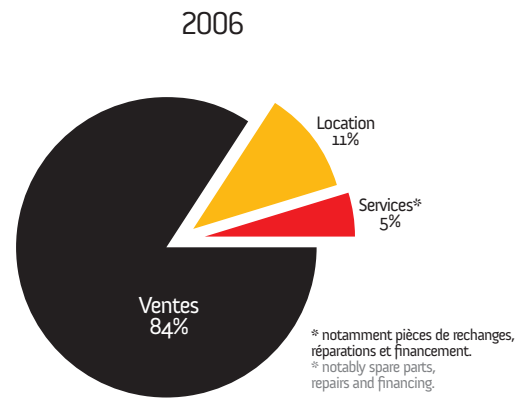
Finally, we obtained a €280 million credit line to ensure that we have the resources to pursue both internal growth projects and acquisition opportunities that will certainly arise in the coming years.

In conclusion, we take this opportunity to confirm our confidence in Haulotte Group's long-term prospects. This confidence is based on the solid foundations that we seek to strengthen every day with our partners, shareholders and service providers, on behalf of and with the support of our employees around the world. In this way, we will continue to introduce improvements in the solutions we propose to our customers in order to meet their needs and contribute to their success.



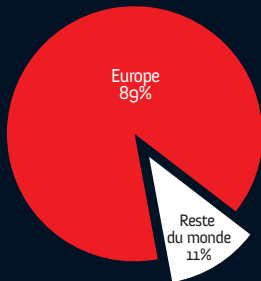


RÉPARTITION DES VENTES PAR ACTIVITÉ 2007 (EN M)  
SALES BREAKDOWN BY ACTIVITY, 2007 ( MILLION)

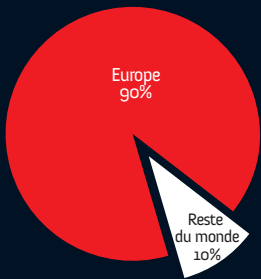


RÉPARTITION DES VENTES PAR ACTIVITÉ 2006 (EN M)  
SALES BREAKDOWN BY ACTIVITY, 2006 ( MILLION)

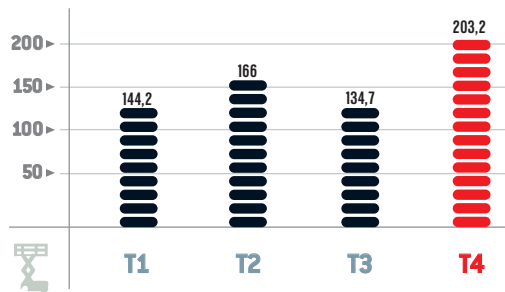
2007



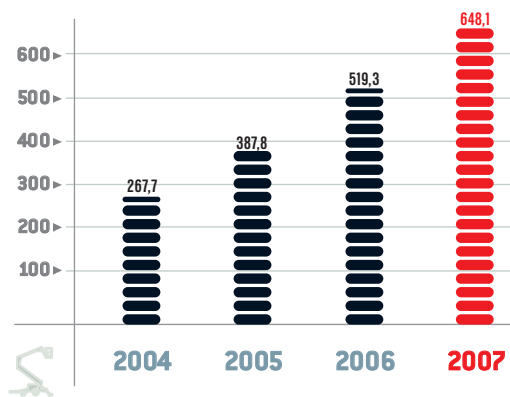
2006



RÉPARTITION DES VENTES PAR ZONES GÉOGRAPHIQUES (EN M€)  
SALES BREAKDOWN BY GEOGRAPHICAL AREA (IN € MILLION)

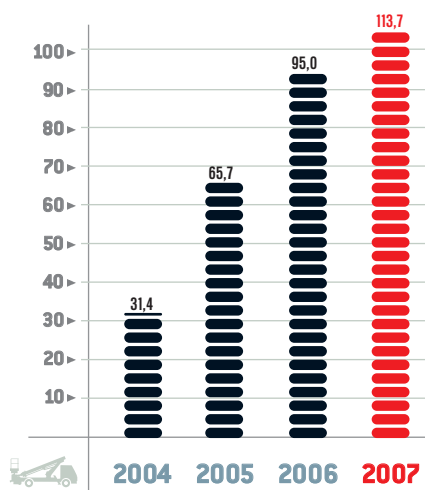
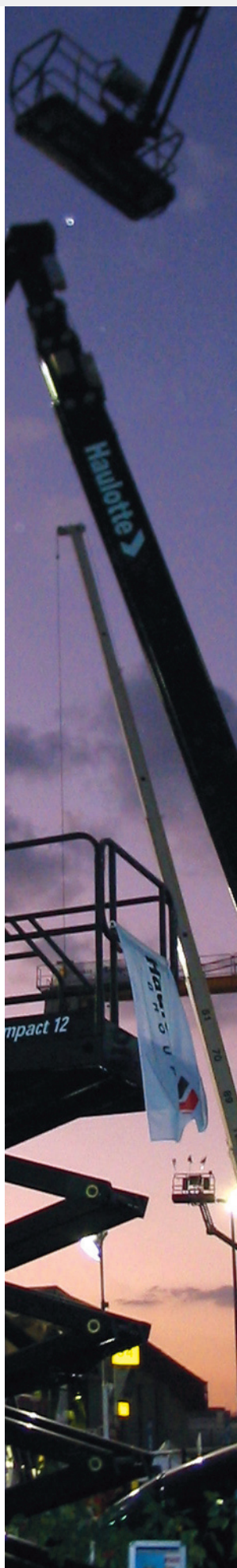


AUGMENTATION DU C.A. ANNUEL +25% (EN M€)  
INCREASE IN ANNUAL TURNOVER +25% (IN € MILLION)

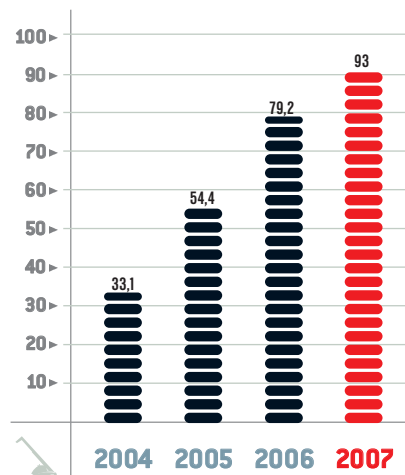


EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES X2,4 EN 4 ANS (EN M€)  
SALES GROWTH OF 2.4 TIMES OVER 4 YEARS (IN € MILLION)





**RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT ÉCARTS D'ACQUISITION (EN M€ EN IFRS)**  
CURRENT OPERATING INCOME BEFORE GOODWILL  
(€ MILLION ACCORDING TO IFRS)



**ÉVOLUTION DE LA MBA (EN M€ EN IFRS)**  
GROWTH IN CASH FLOW OPERATIONS  
(€ MILLION ACCORDING TO IFRS)

En M€ / In € million	2007	% CA	2006	% CA	var. 06/07
Chiffre d'affaires Revenue	648,1		519,3		+24,8%
Résultat opérationnel courant Current operating income	113,7	17,5%	95,0	18,3%	+19,7%
Résultat avant impôts Income before taxes	108,1	16,7%	91,9	17,7%	+17,6%
Résultat net part du Groupe Net Income	71,0	11,0%	60,4	11,6%	+17,5%

**COMPTE DE RÉSULTATS RÉSUMÉ 2007**  
2007 INCOME STATEMENT HIGHLIGHTS

Actifs en M€ Assets in € million	2007	2006
<b>Actifs non courants</b> <b>Non-current assets</b>	<b>126,4</b>	<b>162,8</b>
dont Immo. corporelles Of which Property, plant and equipment	62,5	87,1
Clients sur opérations de financement (> 1 an) Receivables from financing activities (> 1 year)	47,1	64,5
<b>Actifs courants</b> <b>Current assets</b>	<b>489,3</b>	<b>430,1</b>
dont Stocks Of which Inventories	130,3	79,4
Clients Trade receivables	252,3	224,3
Clients sur opérations de financement (< 1 an) Receivables from financing activities (< 1 year)	33,4	38,7
Trésorerie et équivalents en trésorerie Cash and cash equivalents	47,7	68,0
<b>Actifs destinés à être cédés</b> Assets classified as held for sale	<b>41,9</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b> <b>TOTAL ASSETS</b>	<b>657,6</b>	<b>592,9</b>

**BILAN ACTIF 2007**  
2007 BALANCE SHEETS : ASSETS

Passifs et capitaux propres M€ Liabilities and equity, € million	2007	2006
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b> <b>Shareholders' equity (Group share)</b>	<b>315,8</b>	<b>271,1</b>
<b>Passifs non courants</b> <b>Non-current liabilities</b>	<b>120,0</b>	<b>136,5</b>
dont Emprunts long terme Of which Long-term debt	115,8	133,5
<b>Passifs courants</b> <b>Current liabilities</b>	<b>209,9</b>	<b>184,7</b>
dont Fournisseurs Of which Trade payables	129,1	97,4
Autres créiteurs Other payables	40,0	55,5
Emprunts court terme Short-term debt	32,5	25,2
<b>Passifs destinés à être cédés</b> Liabilities classified as held for sale	<b>11,2</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b> <b>SHAREHOLDER'S EQUITY AND LIABILITIES</b>	<b>657,6</b>	<b>592,9</b>

**BILAN PASSIF 2007**  
2007 BALANCE SHEETS : LIABILITIES



**> 5 sites industriels en Europe**

Pour chacun de nos produits, les ingénieurs et techniciens de nos bureaux d'études placent la sécurité et l'innovation au centre des priorités. Les équipes Haulotte testent, optimisent au quotidien les matériels proposés, adaptés aux besoins des clients et aux contraintes de chaque grande région du monde.

Les procédés de fabrication sont conformes avec les procédures ISO 9001 garantissant qualité et fiabilité des machines Haulotte

- > Le contrôle de la production est assuré à chaque étape du processus de fabrication
- > Chaque machine est consciencieusement testée avant expédition
- > Les machines sont peintes sur une chaîne de peinture automatique au moyen d'un procédé électrostatique

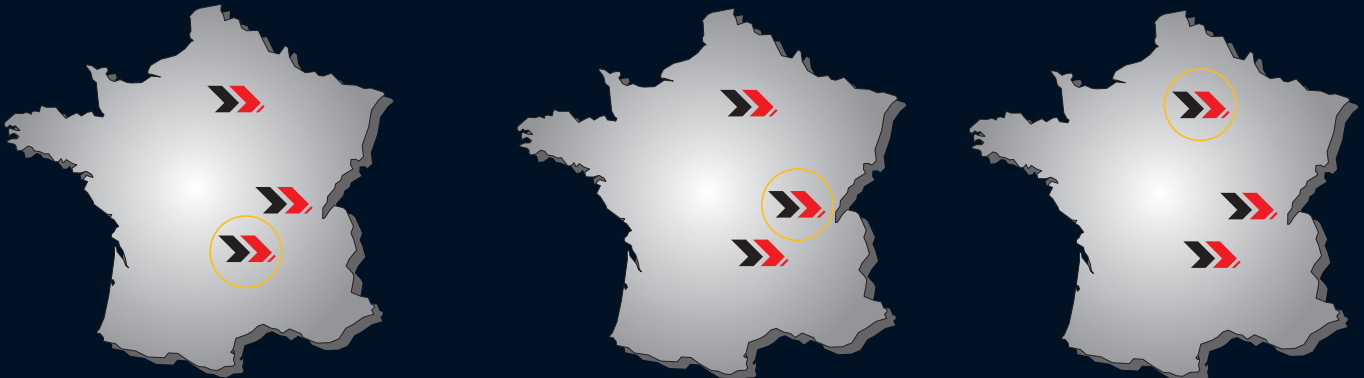
**> 5 manufacturing sites in Europe**

The engineers and technicians of our engineering departments are committed to offering the highest levels of safety and innovation for each of our products. Every day, Haulotte teams test and optimize the performances of the equipment lines that are adapted to the specific customer needs and requirements of each major world region. The quality and reliability Haulotte machines are backed up by ISO 9001 compliant manufacturing procedures:

- > Production controls performed at every stage of the manufacturing process;
- > Every machine rigorously tested before shipment;
- > An automated electrostatic painting line for machines.



**France/France**



**Site de L'Horme (Loire)**

Fabrication : Nacelles élévatoires de personnes télescopiques ou articulées inférieures à 20m. L'Horme plant (Loire, France)  
Manufacturing line: Articulating and telescopic booms for heights of less than 20m.



**Site Le Creusot (Saône et Loire)**

Fabrication : Nacelles élévatoires de personnes télescopiques ou articulées supérieures à 20 m, ciseaux thermiques et tout terrain électriques, nacelles sur camion. Le Creusot plant (Saône et Loire, France)  
Manufacturing lines: Articulating and telescopic booms for heights greater than 20 m, diesel and rough terrain electronics scissors, truck-mounted booms.



**Site de Reims (Marne)**

Fabrication : Ciseaux électriques et mâts verticaux. Reims plant (Marne, France)  
Manufacturing lines: Electronics scissors and vertical masts.





**Espagne/Spain**

**Roumanie/Romania**



**Site de Santander (Cantabrie)**

Fabrication : Chariots télescopiques, et chargeuses pelleuses.

Santander (Cantabria, Spain)

Manufacturing lines: Telehandlers and backhoe loaders.

**Site de Arges (Munténie)**

Fabrication : Ciseaux électriques et diesels.

Arges plant (Muntenia, Romania)

Manufacturing lines: electronics or diesel scissor lifts.



**Haulotte**   
SERVICES

L'offre de services  
associés.  
Service offering.



**PIÈCES DE RECHANGE**  
**SPARE PARTS**



➤ **95 000 références**

Des délais d'expédition optimisés grâce :

- A des partenariats avec les transporteurs
- Au renforcement de la structure logistique

➤ **95,000 references**

Optimized delivery performances:

- Through partnerships with carriers
- Reinforced logistics



**FORMATION**  
**TRAINING**



➤ **Lancement d'un parcours pédagogique en 5 programmes et 47 modules**, adapté localement aux besoins des clients et reconnues par un diplôme de formation :

- Maintenance • Diagnostic • Expert • Spécifique • Conduite

➤ **Five custom-design programs and 47 modules**, adapted to customers' specific local needs **training certificate** on completion:

- Maintenance • Diagnostic • Expert • Specific • Driving



**ASSISTANCE TECHNIQUE**  
**TECHNICAL ASSISTANCE**



**Un réseau support qui s'implante au même rythme que les ouvertures de filiale**

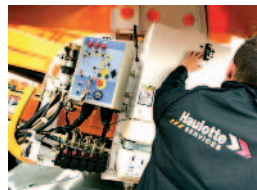
- Centres d'appel • Ateliers • Techniciens itinérants

**Building a network of after-sales services keeping pace with the expansion of sales subsidiaries**

- Call centres • Workshops • Field technicians



**SOLUTIONS SERVICES**  
**SERVICE SOLUTIONS**

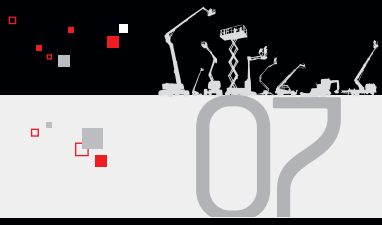


**Des offres de services qui s'adaptent aux besoins de nos clients.**

- 1- Forfait Maintenance/révision
  - 2- Visites périodiques obligatoires\*
  - 3- Extensions de garantie 1+2+3- ALL-IN-ONE
  - 4- Full Services= acquisition machine + All-In-One + Financement
- \* offre disponible pour la souscription du contrat All-In-One

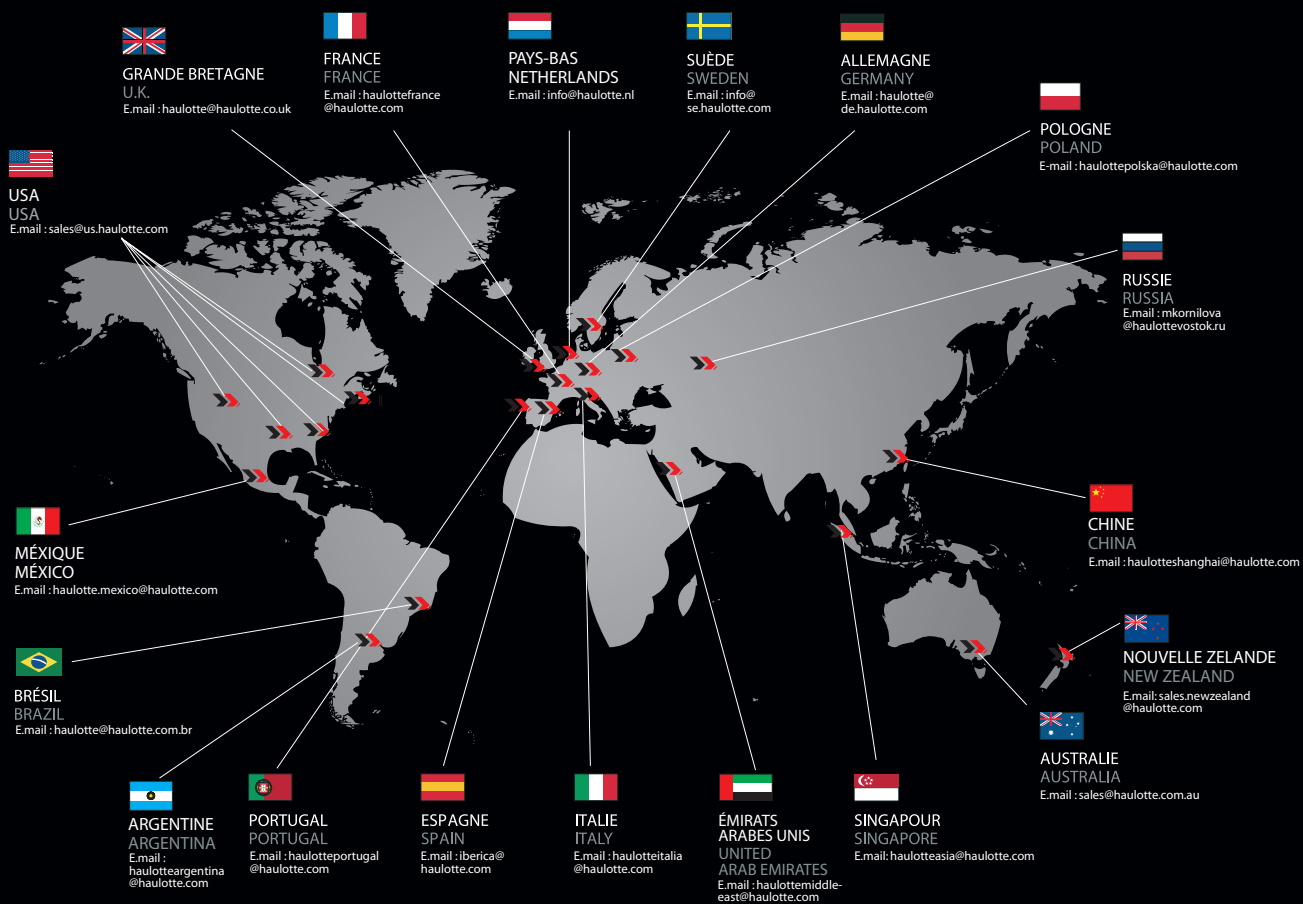
**A service package able to be adapted to specific customer needs.**

- 1- Routine maintenance package
  - 2- Compulsory periodic inspections\*
  - 3- Extended warranty package 1+2+3- ALL-IN-ONE
  - 4- Full Services= Machine + All-In-One + Finance plan
- \* offer available with the All-In-One package



## Le réseau commercial / Commercial Network.

- **23 filiales couvrant plus de 100 pays /**  
23 subsidiaries covering more than 100 countries
- **Plus de 800 personnes dédiées à la satisfaction client /**  
More than 800 employees dedicated to customer satisfaction





**Ciseaux de 6 à 18,5m**  
Scissors 6 to 18,5 m

**Articulées de 12 à 41 m**  
Articulating 12 to 41 m


**Télescopiques de 14 à 43 m**  
Telescopic 14 to 43 m

**Mâts de 6 à 12m**  
Masts 6 to 12 m

**Push Around de 7 à 14m**  
Push Around 7 to 14 m

**Tractées de 13 à 26m**  
Trailers 13 to 26 m

**Sur Camion**  
Truck-mounted booms

 **Élévation de personnes : plus de 60 modèles de 6m à 43 m**  
People lifting equipment : more than 60 models from 6m to 43 m

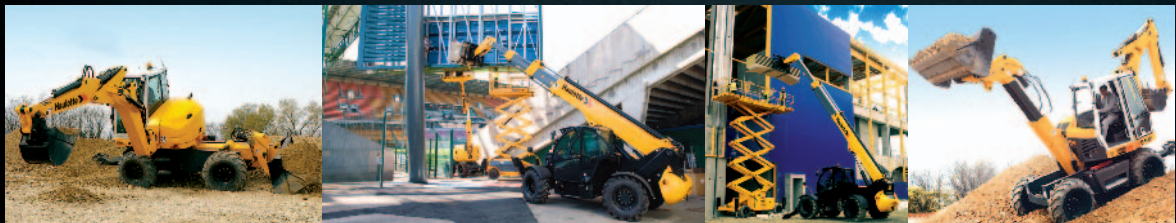




**Chariot HTL (Haulotte Top Lift)**  
Telehandlers : HTL (Haulotte Top Lift)






**Multijob rotation 360°**  
360° rotation Multijob

**Levage de charges et terrassement**  
Material lifting and earth moving equipment



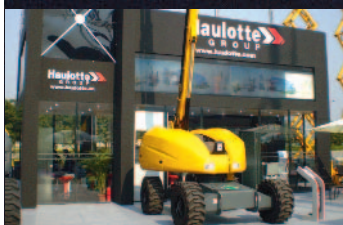


## Une communication dynamique et active

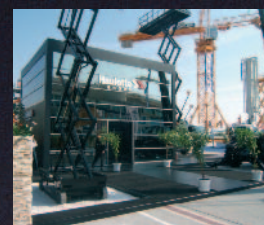
-  **Salons professionnels : plus de 30 salons à travers le monde pour rencontrer nos clients.**
-  **Magazine d'information trimestriel pour plus de proximité : Haulotte Time.**
-  **Sites internet : 14 filiales disposent d'un site internet dédié pour répondre aux besoins des utilisateurs.**
-  **Haulotte boutique : un site de vente en ligne des produits dérivés de la marque.**
-  **Sponsor officiel moto GP 125 & 250cc Repsol-Honda Team pour des instants vibrants, et des challenges sportifs vécu avec les clients à travers les 18 Grands prix de la saison 2007.**



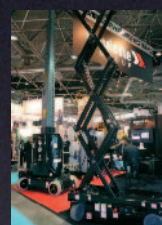
Site internet : [www.haulotte.com](http://www.haulotte.com)  
Web site : [www.haulotte.com](http://www.haulotte.com)



Conexpo Asia



BIG PMU



EUROPACK





## Proactive and energetic communications

- **Trade fairs: participation in more than 30 events to meet our customers throughout the world.**
- **A quarterly newsmagazine to build stronger customer relations: Haulotte Time.**
- **Web communications: 14 subsidiaries with dedicated websites providing customer service and information.**
- **Haulotte boutique: an online sales platform for company collectibles and promotional items.**
- **Official sponsor of the Repsol-Honda team of the Moto GP World Championship for the 125 & 250cc classes to share with customers the intense emotion and sportive competition of the 18 Grands Prix events of the 2007 season.**

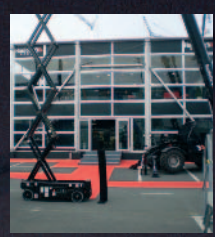
## Haulotte BOUTIQUE



Produits dérivés (maquettes)  
Promotional items (scale models)



BICES



MATEXPO



BAUMA 2007



Haulotte Racing



## Administrateurs / Members of the Board of Directors



- **Pierre Saubot :**  
Président et Directeur Général du conseil d'administration/  
Chairman and CEO
- **Alexandre Saubot**  
Directeur Général Délégué  
Chief Operating Officer
- **Bertrand Badré**
- **Michel Bouton**
- **José Monfront**
- **Elisa Saubot**
- **Hadrien Saubot**

## Comité exécutif / Executive Committee



**Philippe NOBLET**  
Secrétaire Général  
Corporate Secretary

**Segundo FERNANDEZ**  
Directeur Général Adjoint  
Deputy Managing Director

**Alexandre SAUBOT**  
Directeur Général Délégué  
Chief Operating Officer

**José MONFRONT**  
Directeur Général Adjoint  
Deputy Managing Director

**Florence FLICHY**  
Directeur financier  
Chief Financial Officer

## Commissaires aux comptes / Statutory auditors

**Pricewaterhousecoopers Audit**  
Représenté par Philippe Guéguen  
Represented by Philippe Guéguen  
20, rue Garibaldi • 69451 Lyon cedex 06

**Cabinet Hoche Audit**  
Représenté par Jean-Pierre Gramet  
Represented by Jean-Pierre Gramet  
4, avenue Hoche • 75008 Paris

## Anticiper les besoins nés de notre croissance par une gestion dynamique des talents et des organisations. Anticipating the challenges of growth through proactive management of talent and organizations.

### Un dialogue social positif qui accompagne l'évolution de nos organisations

Dans le prolongement des nouvelles dispositions légales relatives en particulier aux modalités de rémunération des heures supplémentaires, nous avons mené et conclu à la fin de l'année 2007 une négociation avec nos partenaires sociaux visant à rénover l'ensemble des règles liées au temps de travail dans l'entreprise.

Le résultat de cette négociation réussie est l'organisation sur une base hebdomadaire de 40 heures de travail de l'ensemble de nos sites de production français ; ainsi par l'optimisation horaire de l'utilisation de nos équipements industriels nous améliorons la flexibilité et la capacité de notre outil de production tout en accroissant notre potentiel de productivité. Cette rénovation de nos organisations de production nous permet également de tirer le meilleur bénéfice des efforts de formation qualifiante que nous consentons auprès de nos personnels de production, cela également en application de notre accord collectif relatif à l'évolution des compétences et en pleine cohérence avec le développement de notre stratégie qualité.

### Une gestion dynamique des talents au sein de l'entreprise

Au-delà de notre effort de formation qui s'est encore accru au cours de l'exercice 2007 pour atteindre 2,87% de la masse salariale brute, nous devons anticiper, par nos recrutements et nos procédures de mobilité professionnelle, l'exigence croissante de nos marchés en terme de réactivité et de qualité.

S'agissant des personnels de production nous avons, au cours de cet exercice, fait évoluer nos procédures d'accueil sur le poste de travail en définissant de nouveaux parcours d'intégration spécifiquement dédiés à l'appropriation par ces personnels de nos exigences encore accrues quant à la qualité et à la sécurité sur chaque poste de travail. S'agissant des personnels de statut cadres nous avons mis en place sous la responsabilité du Secrétariat Général du Groupe une procédure de recrutement spécifique permettant une forte réactivité. Ainsi, malgré les réelles tensions constatées actuellement sur ce marché de l'emploi, notre délai moyen de recrutement a été, sur l'année, inférieur à 6 semaines.

Cette organisation a vocation à élargir très rapidement son activité vers une gestion globale et internationale des compétences de l'ensemble des personnels cadres du Groupe.

### A strategy of constructive dialogue to ensure the success of organizational changes

At the end of 2007 we reached an agreement with social partners to revamp all rules concerning working hours in the company in response to new laws in France concerning compensation of overtime.

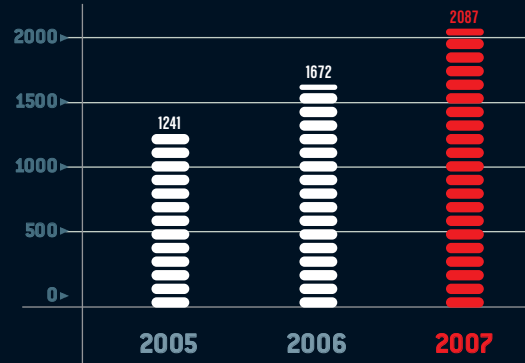
This successful negotiation resulted in the application of an organization based on a 40-hour workweek at all French manufacturing sites. By optimizing the operating of equipment in this way we will improve the flexibility and the capacity of our manufacturing lines while increasing productivity. This reorganization of our manufacturing procedures will enhance the effectiveness of technical training of production staff provided for in the agreement on professional training and support our overall quality strategy.

### Proactive management of company talent

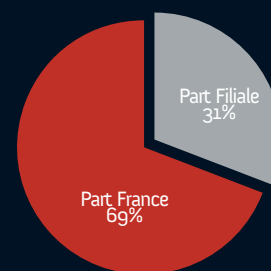
In addition to training efforts that were further strengthened in 2007 (2.87% of total payroll), we have to anticipate by our recruiting and our internal carrier development procedures growing market demand in terms of responsiveness and quality. For production staff, we developed the procedures for the integration of new recruits at workstations with programs specifically designed to ensure they fully understand our requirements in terms of quality and safety for each workstation.

For executive staff, we implemented under the responsibility of the Corporate Secretary a dedicated recruitment process to ensure a strong specific ability to react. In this way, despite a tight job market in our sector at present, our average recruitment period for the year has remained under six weeks.

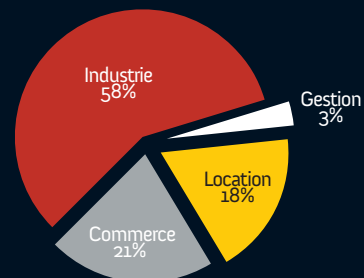
This organization will soon be expanded to cover global management of the skill requirements for all Group executive staff worldwide.



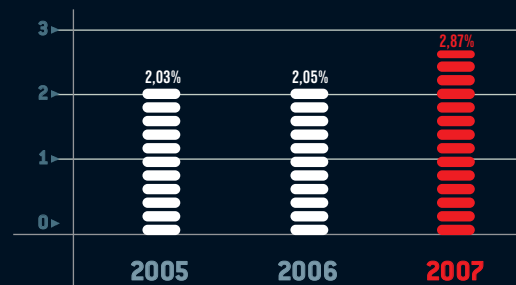
EFFECTIFS GROUPE / GROUP MANPOWER



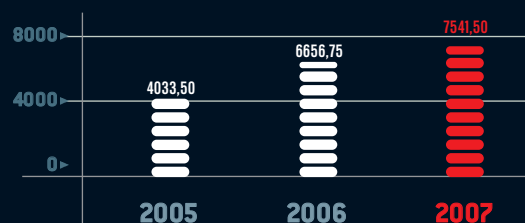
RÉPARTITION DES EFFECTIFS FRANCE - RESTE DU MONDE  
MANPOWER BREAKDOWN IN FRANCE - REST OF THE WORLD



RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR ACTIVITÉ  
MANPOWER BREAKDOWN BY ACTIVITY



% DE LA MASSE SALARIALE CONSACRÉE À LA FORMATION CONTINUE  
% OF PAYROLL DEVOTED TO CONTINUOUS PROFESSIONAL TRAINING



NOMBRE D'HEURES DE STAGES-FORMATION RÉMUNÉRÉES  
NUMBER OF PAID INTERNSHIPS-TRAINING HOURS



**Carte  
d'identité  
boursière :  
Share trading  
information**

Euronext Paris compartiment B  
de NYSE Euronext  
Euronext Paris Compartiment B  
(Mid-Caps) of the NYSE Euronext

Eligible au SRD  
Eligible for deferred settlement  
services (SRD)

Indice SBF 120  
Index: SBF 120

ISIN FR 0000066755  
ISIN: FR 0000066755

Mnémo PIG  
Ticker symbol: PIG

Reuters PYHE.PA  
Reuters: PYHE.PA

Bloomberg PIG FP  
Bloomberg: PIG FP

Capitalisation boursière au  
31 décembre 2007 : 705 M€  
Market capitalization at 31  
December 2007 : €705 million

**www.haulotte.com**  
Vous pouvez retrouver nos  
publications dans la presse  
économique, sur le site internet  
Euronext et sur notre site internet  
[www.haulotte.com](http://www.haulotte.com) rubrique  
« Finance »  
« Communiqués »

**www.haulotte.com**  
Financial press releases can  
be consulted at the websites  
of Euronext and Haulotte  
([www.haulotte.com](http://www.haulotte.com) in the  
"Investor Relations" section  
under "Financial Press  
Releases")

**Calendrier des publications  
financières  
Investor Calendar**

22 • 04 • 2008  
Assemblée Générale / Annual General Meeting

22 • 04 • 2008  
CA 1<sup>er</sup> trimestre 2008 / 2008 first-quarter sales

15 • 05 • 2008  
Versement du dividende / Dividend Payment

24 • 07 • 2008  
CA 2<sup>ème</sup> trimestre 2008 / 2008 second-quarter sales

29 • 07 • 2008  
Résultats 1<sup>er</sup> semestre 2008 / 2008 first-half results

16 • 10 • 2008  
CA 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 / 2008 third-quarter sales

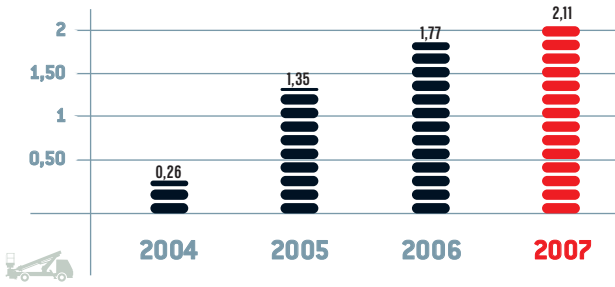
31 • 12 • 2008  
Clôture de l'exercice / End of financial year

22 • 01 • 2009  
Chiffre d'affaires annuel 2008 / 2008 annual sales

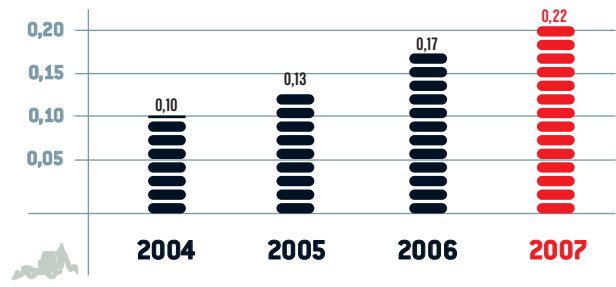
**Les bureaux d'analyse  
ayant publié sur la valeur  
en 2007**

**The company's stock was  
covered by the following  
analysts in 2007**

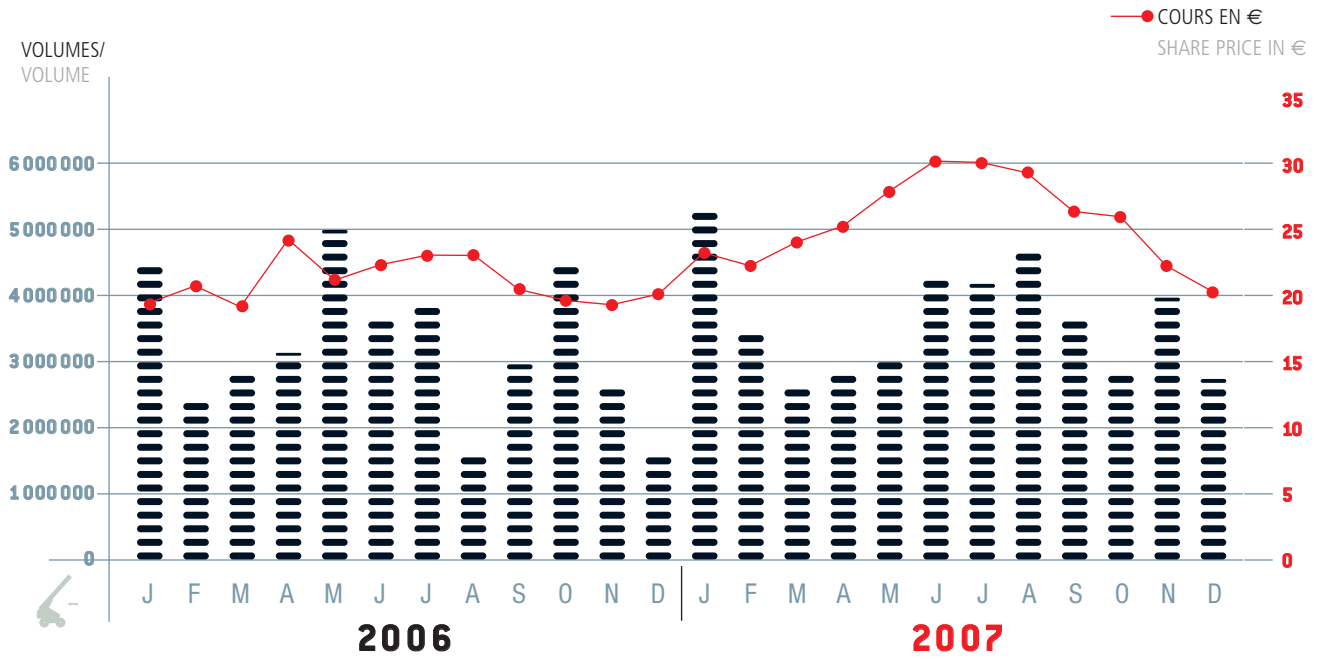
Berenberg Bank	ING Wholesale Banking
CA Cheuvreux	Kepler Equities
Citigroup	Morgan Stanley
CM CIC Securities	Natixis Securities
Exane BNP Paribas	Oddo Securities
Financière d'Uzès	Portzamparc
Fortis Bank	Société Générale
Gilbert Dupont	
HSBC Bank Plc	



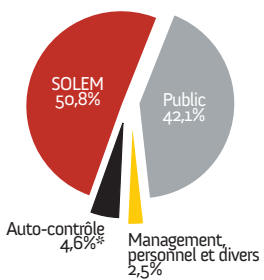
**RÉSULTAT NET PAR ACTION (EN €)**  
NET EARNINGS PER SHARE (IN €)



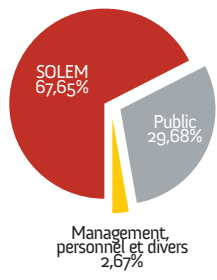
**ÉVOLUTION DU DIVIDENDE NET PAR ACTION (EN €)**  
GROWTH IN NET DIVIDENDS PER SHARE (IN €)



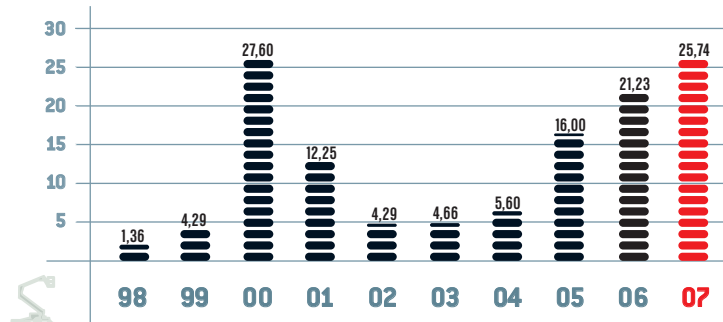
**ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE ET DES TRANSACTIONS**  
TRADING ACTIVITY AND SHARE PRICE TRENDS



**RÉPARTITION DU CAPITAL**  
BREAKDOWN OF CAPITAL



**RÉPARTITION DES DROITS DE VOTE**  
BREAKDOWN OF VOTING RIGHTS




**COURS DE BOURSE DEPUIS L'INTRODUCTION\* (EN €)**  
SHARE PRICE SINCE THE IPO\* (IN €)

\* Moyenne annuelle des cours de bourse  
\* Annual average of share price



## Sommaire



- 3 Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008
  - 15 Résultats des cinq derniers exercices
  - 16 Comptes consolidés au 31 décembre 2007**
  - 17 Bilan consolidé actif
  - 17 Bilan consolidé passif
  - 18 Compte de résultat
  - 18 Tableau de variation des capitaux propres
  - 19 Tableau des flux de trésorerie consolidés
  - 20 Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 aux normes IFRS
  - 22 États financiers consolidés au 31 décembre 2007
  - 49 Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
  - 50 Comptes sociaux - Exercice arrêté au 31 décembre 2007**
  - 51 Bilan actif
  - 52 Bilan passif
  - 53 Compte de résultat
  - 54 Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2007
  - 56 Comptes sociaux - Notes sur le bilan
  - 66 Rapport général des Commissaires aux Comptes
- 

## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

### SITUATION DE LA SOCIÉTÉ PENDANT L'EXERCICE ÉCOULÉ :

#### Secteurs d'activité - Gamme produits - Marché :

La Société estime être l'un des trois leaders mondiaux sur le marché de la nacelle élévatrice automotrice de personnes, en tant que constructeur généraliste, c'est à dire présent dans les quatre principales familles de produits (télescopiques, articulées, ciseaux, mâts verticaux) et en tant que vendeur sur les cinq continents. Par ailleurs, la Société a lancé au printemps 2007 sa propre gamme du chariot élévateur télescopique. De plus, la Société a poursuivi ses efforts dans le domaine du terrassement, afin de promouvoir et de moderniser un engin multifonctions (terrassement, levage, porte-outils) le « MJX900 ».

Selon ses estimations propres - les statistiques mondiales issues d'un organisme indépendant étant toujours non disponibles - la Société a consolidé en 2007 ses parts de marché dans le monde dans un marché mondial en hausse de 10% environ. Ce résultat a été obtenu grâce notamment à ses 23 filiales de distribution qui lui assurent une présence commerciale dans le monde entier (31% des effectifs du groupe vivent hors de France) et grâce au développement d'une offre de services adaptée autour des thèmes suivants : la fourniture rapide de pièces de rechange d'origine constructeur garanties - la formation (stages de formation concrets et aide pour les autorisations de conduite nacelles par des formateurs Haulotte) - une assistance technique précise (centres d'appels) et enfin la proposition de multiples solutions de services correspondant aux besoins de la clientèle (contrats de maintenance/révision et/ou visites périodiques et/ou extensions de garantie).

Parallèlement à ses efforts de développement, la Société a poursuivi la modernisation de son outil industriel, maîtrisé ses prix de revient malgré la hausse des matières premières, accru ses capacités de productions avec l'ouverture en mars 2007 de deux nouveaux sites de production à Arges (Roumanie) et en Cantabrie (Espagne) et approfondi sa démarche de qualité totale. Enfin, rien de tout ce qui précède n'aurait pu être réalisé sans le professionnalisme et la détermination des équipes d'Haulotte Group entièrement tournées vers la satisfaction des besoins des clients.

#### Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé :

L'exercice clos le 31 décembre 2007 soumis à l'approbation de l'assemblée générale statuant en matière ordinaire, est le vingt-troisième exercice depuis la création de la Société.

Le chiffre d'affaires social de la Société a atteint 528,2 M€, en nette progression par rapport à l'exercice précédent (à savoir 414,2 M€), dont 85 % à l'exportation.

#### Présentation des états financiers sociaux :

Les comptes sociaux d'HAULOTTE GROUP SA pour 2007 sont résumés dans le tableau ci dessous (chiffres en milliers d'€) :

RESULTATS	EXERCICE 2007	EXERCICE 2006
CHIFFRE D'AFFAIRES	528 156	414 176
RESULTAT D'EXPLOITATION	81 479	69 626
RESULTAT FINANCIER	-6 535	4 008
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 102	902
BENEFICE (OU PERTE)	51 139	48 361

#### Analyse des résultats sociaux :

Le chiffre d'affaires 2007 d'Haulotte Group SA est en hausse de 27 % à 528,2 M€. Cette performance exceptionnelle a été réalisée grâce à l'élargissement du réseau de distribution à l'international, au développement des volumes de production, et au dynamisme des marchés de la nacelle élévatrice.

Le résultat d'exploitation est en progression de 17%. Il résulte directement de la progression du volume d'activité, et d'une bonne maîtrise des prix de revient.

Le résultat financier est déficitaire à hauteur de 6,5 M€. Cette perte résulte notamment de la forte volatilité des devises qui a conduit la société à comptabiliser des pertes de change à hauteur de 7 M€ sur l'exercice.

Le résultat exceptionnel bénéficiaire de 1,1 M€ s'explique notamment par l'issue favorable de certains litiges.

#### Progrès réalisés ou difficultés rencontrées :

2007 aura été une année marquée par une croissance organique exceptionnelle qui a pu se faire grâce à la poursuite du développement commercial à l'international et au succès de nombreux projets industriels.

Haulotte Groupe SA a continué l'expansion de son réseau international en créant 3 filiales de distribution au Mexique, en Argentine et à Dubaï. Les filiales de l'Europe de l'Est ont bénéficié pleinement de la dynamique des marchés locaux.

Au niveau industriel, le Groupe a réussi à faire face à l'augmentation des volumes, au changement de mix produits et à la diversification de ses implantations :

- Montée en puissance de la production des nacelles de grande hauteur
- Démarrage de l'usine de Cantabrie en Espagne, spécialisée dans la production de chariots télescopiques
- Démarrage de l'usine d'Arges en Roumanie dont la production est destinée à couvrir la croissance attendue en Europe de l'Est



## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

En matière de recherche et développement, le travail a été focalisé sur l'élargissement de la gamme, qui se traduit notamment par la sortie d'une nacelle à flèche droite de 28 m avec pendulaire télescopique.

L'activité de services a continué également sa progression, venant renforcer la qualité et la proximité des relations avec nos clients.

### Variations monétaires :

La poursuite de la baisse du dollar donne un avantage compétitif à nos principaux concurrents sur nos marchés historiques et rend difficile notre développement sur les zones dollar. La baisse de la livre sterling a également fortement pesé sur le résultat financier de la société.

### Situation prévisible et perspectives d'avenir :

Haulotte Group SA devrait pouvoir tirer parti des zones-relais de croissance en Europe de l'Est, Amérique du Sud et Asie. Les nouvelles capacités de production vont également permettre d'améliorer la disponibilité de nos produits et la qualité du service client. La montée en cadence de la gamme chariots en 2008 devrait contribuer sensiblement à la croissance future.

### Evènements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice :

Haulotte Group a cédé, le 8 janvier 2008, les sociétés LEV, LEV Luxembourg et Royans Levage dont la contribution au chiffre d'affaires consolidé du Groupe en 2007 s'est élevée à 33,3 M€. La plus-value de cession sera comptabilisée sur l'exercice 2008. Par ailleurs, Haulotte Group a procédé à l'acquisition d'une société de location de nacelles élévatrices en Argentine.

### Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée :

La Société ayant externalisé en grande partie sa production, le principal risque réside dans la capacité d'approvisionnement de ses fournisseurs. La diversification des fournisseurs, largement entamée depuis plusieurs années, doit continuer pour éviter les ruptures d'approvisionnement. La forte croissance des dernières années a accentué la pression portée sur les fournisseurs.

La faiblesse persistante du dollar altère la compétitivité de la Société sur les « marchés dollars ». Les deux principaux concurrents étant américains, la faiblesse de leur devise leur confère un avantage compétitif sur les zones « Euros ».

Le troisième risque significatif est la sensibilité de nos ventes aux restrictions de financement vis-à-vis de nos clients, qui peuvent être mise en œuvre par les organismes de financement.

Le quatrième risque, inhérent à notre activité, est l'absence d'engagement à long terme des clients. Toutefois, le bon niveau de notre carnet de commandes, qui peut dépasser 6 mois sur certains modèles nous donne une bonne visibilité sur notre activité 2008.

### Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société :

La Société a recours à des dérivés de taux et de change type échange d'intérêts, et ventes à terme de devises (principalement en USD).

### - Objectifs et politique de la Société en matière de gestion des risques financiers :

La Société n'a pas une politique de recours systématique à des instruments de couverture des risques de taux ou de change. Des opérations sont néanmoins réalisées en fonction des opportunités du marché. Ces opérations s'inscrivent toutefois dans une logique de couverture d'actifs ou passifs existants, et non dans une logique de spéculation.

### - Exposition de la Société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie :

L'essentiel des ventes de la Société est réalisé auprès de son réseau de filiales de distribution. En dépit d'une forte pression concurrentielle, les filiales de distribution de la Société ont réussi à maintenir le niveau de leur prix de vente.

Le risque de trésorerie est faible eu égard au crédit structuré d'un montant de 360 M€ qui devrait permettre à la Société de subvenir à ses besoins futurs tant en terme de financement du besoin en fonds de roulement que de financement de ses investissements et de sa croissance externe. Une première échéance de 8,7 M€ de ce prêt donnera lieu à un remboursement au deuxième semestre 2008.

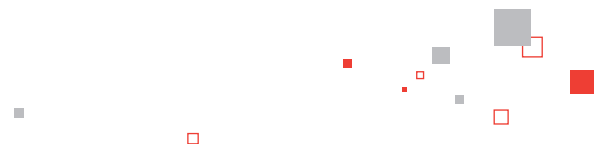
Enfin, le risque de liquidité est faible eu égard à l'excellent niveau des fonds propres de la Société et à sa trésorerie.

### Activités en matière de recherche et de développement :

Les efforts des bureaux d'étude de la Société se sont portés principalement vers l'élargissement de la gamme de nacelles et vers la mise au point de la gamme de chariots télescopiques de 14 à 17 mètres.

### Charges non déductibles visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts relatif aux dépenses somptuaires et aux amortissements :

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 32 316 €, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement et que l'impôt correspondant s'élève à 11 094 €.



## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

### PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

Après avoir constaté que les comptes annuels font ressortir un bénéfice d'un montant de 51 138 788,70 €, augmenté du report bénéficiaire d'un montant 67 586 974,50 €, soit un bénéfice distribuable de 118 725 763,20 € nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante:

- à la réserve légale à hauteur de 2 000,00 € ainsi porté à 447 670,42 € qui sera intégralement dotée
- à la distribution d'un dividende de 0,22 € par action, par prélèvement sur le résultat de l'exercice, soit une somme de 7 393 255,76 € au titre des 34 434 000 actions composant le capital social au 31 décembre 2007, déduction faite des 828 292 actions auto détenues par la société. (1)

(1) Sous réserve des levées d'options des plans d'options de souscription d'actions de 2002 et de 2003, actuellement en vigueur, pouvant intervenir jusqu'au jour de l'assemblée générale.

- le solde au compte « report à nouveau » s'élevant à 111 330 507,44 €

Concernant la distribution de dividendes, le conseil d'administration précise en effet que ce dividende de 0,22 € par action ferait ressortir une somme totale provisoire affectée à la distribution de 7 393 255,76 € tenant compte de la totalité des actions existantes à la date de clôture du 31/12/2007, en ce compris celles résultant des levées d'options de souscription d'actions attribuées par les Conseils d'administration des 2/07/2002 (78 060 stock options de 2002 levées entre le 31/12/2006 et le 31/12/2007) et 8/07/2003 (73 600 stock options de 2003 levées au 31/12/2007), soit 151 660 nouvelles actions, à l'exception des 828 292 actions auto détenues qui, en application des dispositions de l'article L.225-210 alinéa 4, ne donnent pas droit au dividende.

Le nombre total des actions créées jusqu'à la date de l'assemblée appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, lié aux levées d'options des plans de 2002 et de 2003 est susceptible d'évoluer jusqu'à la date de l'assemblée générale susvisée. Compte tenu du nombre maximum de 8 010 stock options au titre du plan 2002 et 42 150 stocks au titre du plan de 2003 pouvant encore être levées après le 31/12/2007, il serait demandé à l'assemblée générale de tenir compte du nombre d'actions existantes à cette date pour déterminer le montant du dividendes à prélever sur le résultat de l'exercice et le solde à affecter au compte report à nouveau, afin d'assurer aux actionnaires un dividende de 0,22 €.

Le dividende sera mis en paiement le 15 mai 2008, étant précisé que lors de la mise en paiement il sera tenu compte du nombre d'actions propres détenues par la Société, la somme correspondant au dividende non versé en raison de ces mêmes actions sera affectée au compte report à nouveau.

Sur le plan fiscal, ce dividende ouvre droit, au profit des actionnaires personnes physiques n'ayant pas opté pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 18% hors prélèvements sociaux, à l'abattement de 40 % calculé sur la totalité de son montant.

### DIVIDENDES VERSES AU TITRE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au titre des trois exercices précédents, il a été versé les dividendes suivants, pour une action :

Exercice	Revenus éligibles à l'Avoir Fiscal		Revenus non éligibles à l'Avoir Fiscal	Avoir Fiscal 50%
	Dividendes	Autres revenus distribués		
2004	0,10			0,05

Exercices	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement	Abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués		
2005	0,13			Taux 40% : 0,052
2006	0,17			Taux 40% : 0,068

## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

### FILIALES ET PARTICIPATIONS

#### Prises de participations significatives ou prises de contrôle :

Au cours de l'exercice 2007, la société Haulotte Group S.A. a créé trois filiales de distribution :

- Haulotte Mexico (Mexique), filiale de distribution, en date du 18 janvier 2007, détenue à 95%,
- Haulotte Middle East (Dubai), filiale de distribution, en date du 19 novembre 2007, détenue à 100%
- Haulotte Argentine (Argentine), filiale de distribution, en date du 15 décembre 2007, détenue à 100%,

#### Aliénations d'actions intervenues pour régulariser les participations croisées :

Au cours de l'exercice, nous n'avons constaté aucune participation croisée.

#### Cession de participations :

Au cours de l'exercice, la société n'a cédé aucune de ses participations.

#### Activité des filiales et des Sociétés contrôlées :

A la date de la clôture, la Société contrôle 29 filiales dont l'activité est résumée ci-après (en millions d'euro) :

Entités	% de détention	CA 2007	Variation CA 2007/2006	Bénéfice/ Perte 2007	Variation résultat net 2007/2006
HAULOTTE FRANCE S.A.R.L.	99,99%	71.66	13.56	1.41	0.5
ABM INDUSTRIES S.A.S	100%	0.58	0.10	0.10	0.02
TELESCOPELLE S.A.S	100%	0.2	0	0.14	-0.18
LEV S.A.S	100%	26.12	0.12	1.11	-0.10
LEVANOR	100%	5.77	0.74	0.46	-1.41
NOVE**	100%	11.94	10.24	0.11	0.01
HAULOTTE ARGES	100%	24.40	24.40	5.04	5.16
HAULOTTE INDUSTRIAL (CANTABRIA)	99,94%	7.57	7.57	-3.63	-3.33
HAULOTTE HUBARBEITSBUHNEN GMBH	100%	47.04	8.94	2.44	0.04
HAULOTTE UK LTD	100%	61.89	2.19	1.48	-1.06
HAULOTTE ITALIA S.R.L.	99,00%	48.54	18.94	2.99	0.77
HAULOTTE AUSTRALIA PTY LTD	100%	17.73	0,83	0.10	-0.5
HAULOTTE IBERICA S.L	98,71%	184.03	16.03	10.75	3.26
HAULOTTE NETHERLANDS B.V	100%	14.43	7.73	-0.24	-0.14
HAULOTTE US INC	100%	12.19	-0.91	-4.85	2.35
HAULOTTE SCANDINAVIA AB	100%	35.19	-6.01	5.84	2.76
HAULOTTE DO BRAZIL LTDA	99,98%	7.47	1.97	0.69	0.50
HAULOTTE VOSTOK OOO	100%	7.98	4.98	0.34	0.2
HAULOTTE POLSKA ZOO	100%	19.08	11.08	1.57	0.87
HAULOTTE SINGAPORE	100%	7.88	2.48	0.37	0.85
HAULOTTE SHANGHAI	100%	0.43	0.43	-0.06	0.01
HAULOTTE ARGENTINE*	100%	NA	NA	NA	NA
HAULOTTE MEXICO*	95%	0.85	NA	-0.17	NA
HAULOTTE MIDDLE EAST*	100%	0	NA	-0.12	NA
LEV LUXEMBOURG	100%	0	-1	0.02	0.01
MUNDI ELEVACAO	90%	3.9	0.4	-0.06	0.2
ROYANS LEVAGE	100%	6.2	-0.55	0	-0.56
UK PLATFORMS	100%	15.05	1.41	-0.31	-2.19
UK TRAINING	100%	0.16	-0.03	-0.01	NA

\* filiale créée en 2007

\*\* fusion avec les sociétés Locav Srl et Locav Compania en 2007

## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

### Impact des filiales sur l'environnement :

L'essentiel des filiales consolidées n'a pas d'activité industrielle susceptible d'entraîner des conséquences nuisibles sur l'environnement.

Sociétés principalement de négoce, leur activité se limite au stockage temporaire de machines et de pièces de rechange. La manutention de carburants, huiles hydrauliques et batteries d'accumulateurs, exceptionnelle lors des opérations de stockage/déstockage, s'effectue toujours en univers sécurisé. Le recyclage de ces produits est toujours confié à des organismes agréés.

### Manière dont les filiales étrangères prennent en compte l'impact de leurs activités sur le développement régional et les populations locales.

Les salariés des filiales étrangères consolidées ont pratiquement tous été recrutés dans leurs bassins d'emploi. Les conditions d'embauche sont en général plus favorables que les conventions collectives locales. La Société s'efforce de créer les opportunités pour permettre, aux salariés qui le méritent, d'accompagner favorablement sa croissance.

## INFORMATIONS RELATIVES AU CAPITAL SOCIAL

Nous vous rappelons que le plan de souscription d'actions de 2001 est clos depuis le 25 avril 2006.

Nous vous informons que le capital social de la Société a augmenté au cours de l'exercice 2007 compte tenu des levées successives par les salariés des stock options issues des plans de 2002 puis 2003 (voir détails en paragraphe "Participation des salariés au capital"), passant ainsi d'un montant de 4 456 704,20 € (divisé en 34 282 340 actions de 0,13 € chacune) à un montant de 4 476 420 € à date de clôture de l'exercice 2007, divisé en 34 434 000 actions de 0,13 € chacune.

Ainsi, au cours de l'exercice 2007, 151 660 nouvelles actions ont été créées par levées de stock options, se décomposant comme suit :

- 78 060 actions créées entre le 01/01/2007 et le 31/12/2007, suite à la levée de stock options de 2002 ;
- 73 600 actions créées entre le 8/07/2007 (date de début de période d'exercice des stocks options de 2003) et le 31/12/2007, suite à la levée de stock options de 2003.

La modification du montant du capital social de l'article 7 des statuts a été constatée lors du conseil d'administration du 3 mars 2008.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations et notifications reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de Commerce, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires détenant directement ou indirectement plus du vingtième (5%), du dixième (10%), des trois vingtièmes (15%), du cinquième (20%), du quart (25%), du tiers (33%), de la moitié (50%), des deux tiers (66%), des dix-huit vingtièmes (90%) ou des dix-neuf vingtièmes (95%) du capital social ou des droits de vote :

Au cours de l'exercice 2007, la société Solem a acheté 5 000 titres de la Société le 07 mars 2007 au cours unitaire de 20 900 €, augmentant ainsi sa détention à 17 222 002 titres Haulotte Group.

Par ailleurs, à la suite de la fusion de la société Solem et de la société Garance le 21 décembre 2007, 236 455 actions de la société Haulotte Group ont été transmises à la société Solem par l'effet de la transmission universelle du patrimoine de la société Garance.

Parallèlement, compte tenu de l'augmentation du capital de la Société par suite des levées de stock options des salariés tout au long de l'exercice ainsi que du nombre d'actions auto détenues, la participation au capital de la société Solem s'est vu augmentée de 50,22% du capital social et plus de la moitié des droits de vote à date du 31 décembre 2006 à 50,78% du capital social et plus de la moitié des droits de vote à date du 31 décembre 2007.

De nombreux salariés du Groupe détiennent des actions de la Société. Celles-ci n'étant toutefois pas toutes nominatives, la proportion du capital détenu ne peut être fournie de façon précise. Cette proportion reste cependant inférieure aux seuils indiqués ci-dessus.

## NOMBRE D' ACTIONS PROPRES RACHETÉES ET/OU VENDUES PAR LA SOCIÉTÉ

### Actions achetées ou vendues par la Société au cours de l'exercice

Au cours de l'année 2007, la Société a :

- racheté 969 403 actions, à un cours moyen de 24,65 € ;
- vendu 240 557 actions à un cours moyen de 25,61€.

Valeur des actions au cours d'achat : 20 407 K€.

## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

### Actions propres détenues au 31 décembre 2007 :

- Nombre d'actions détenues au 31/12/2007 : 828 292, soit 2,4 % du capital.
- Les frais de négociation sur 2007 se sont élevés à 89 084 €.
- Valeur nominale par action : 0,13 €.
- Affectation des actions détenues au 31/12/2007 :
  - 130 872 actions auto-détenues ont été affectées à l'animation du cours dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI du 14 mars 2005 reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers le 22 mars 2005.
  - 697 420 actions auto-détenues ont été affectées à la conservation des titres acquis et leur remise ultérieure en paiement ou à l'échange dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe, conformément à la réglementation applicable.

### EVOLUTION DU COURS DE BOURSE ET DES TRANSACTIONS

L'exercice 2007 s'est ouvert sur un cours de bourse de 20,26 € le 2 janvier, pour clôturer à 20,48 € le 31 décembre.

Le volume moyen des titres échangés par séance, sur les 255 jours de bourse de l'exercice, a été de : 170 588 titres.

La stabilité du cours de bourse au cours de l'année 2007 (20,20 € au 31/12/06 janvier et 20,48 € au 31/12/2007 soit une hausse de 1,4%) est contradictoire : une forte hausse au premier semestre est le reflet d'une évolution jusqu'à plus de 30 € sous l'effet de nos bonnes performances économiques et un retournement marqué au deuxième semestre sous l'effet de la crise des « subprime » et de la perte de confiance des marchés dans les valeurs dites cycliques.

### DIRIGEANTS

#### Intérêts des dirigeants dans le capital :

Au 31 décembre 2007, la part des mandataires sociaux dans le capital était la suivante :

Pierre SAUBOT, Président du Conseil d'administration et Directeur Général, détient 13 189 actions, soit 0,04 % (0,038%) du capital, Alexandre SAUBOT, Directeur Général Délégué, détient 990 actions, soit 0,003% (0,0028%) du capital.

#### Liste des mandats sociaux :

**DIRIGEANT CONCERNE :** Pierre SAUBOT

**MANDATS EXERCES DANS LA SOCIETE :** Président du Conseil d'administration et Directeur Général, Administrateur

**MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES :**

- Président du Conseil d'administration et Directeur Général et Administrateur de la société Solem SA, jusqu'au 21/12/2007 et

président du Conseil d'Administration de la société Solem SAS à compter du 21/12/2007,  
- Représentant de la société Haulotte Group SA, Président de la société ABM Industrie SAS,  
- Co-Gérant de la SCI La Coquille,  
- Gérant de la société Garance SARL jusqu'au 21 décembre 2007,  
- Gérant de Société Commerciale du Cinquau,  
- Gérant de la SCI Lancelot,  
- Administrateur de la société Intermat,  
- Administrateur de la société Valeurs du Sud,  
- Président de la Fédération départementale du 64 des vignerons indépendants.

**DIRIGEANT CONCERNE :** Alexandre SAUBOT

**MANDATS EXERCES DANS LA SOCIETE :** Directeur Général Délégué, Administrateur

**MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES :**

- Administrateur de Solem SA jusqu'au 21/12/2007 et Directeur Général et Administrateur de la société Solem SAS à compter du 21/12/2007,  
- Représentant de Haulotte Group SA, Président de LEV SAS,  
- Représentant de LEV SAS, Président de Royans Levage SAS,  
- Représentant de Haulotte Group SA, Président d'ABM Industrie SAS,  
- Représentant de Haulotte Group SA, Président de Télescopelle SAS,  
- Gérant d'Haulotte France SARL,  
- Gérant d'Haulotte Services France,  
- Administrateur d'Haulotte Netherlands BV,  
- Administrateur d'Haulotte Iberica,  
- Administrateur d'Haulotte Portugal,  
- Administrateur d'Haulotte Scandinavia,  
- Administrateur d'Haulotte Italia,  
- Gérant d'Haulotte GmbH,  
- Administrateur d'Haulotte Polska,  
- Directeur d'Haulotte UK,  
- Directeur de UK Platforms,  
- Directeur de UK Training,  
- Directeur d'Haulotte Australia,  
- Président d'Haulotte US,  
- Directeur d'Haulotte Singapour,  
- Représentant de Haulotte Group SA, Administrateur unique d'Haulotte Cantabria,  
- Administrateur d'Haulotte Arges,  
- Président d'Haulotte Trading (Shanghai) co. Ltd,  
- Administrateur d'Haulotte Mexico,  
- Président de Locav Srl, Nove Srl  
- Directeur de Haulotte Middle East



## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

**DIRIGEANT CONCERNE :** Elisa SAUBOT

**MANDATS EXERCES DANS LA SOCIETE :** Administrateur

**MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES :**

- Administrateur de la société Solem SA transformée en société par actions simplifiée à compter du 21/12/2007.

**DIRIGEANT CONCERNE :** Hadrien SAUBOT

**MANDATS EXERCES DANS LA SOCIETE :** Administrateur

**MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES :**

- Administrateur de la société Solem SA transformée en société par actions simplifiée à compter du 21/12/2007.

**DIRIGEANT CONCERNE :** José MONFRONT

**MANDATS EXERCES DANS LA SOCIETE :** Administrateur

**MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES :**

- Administrateur de la société Haulotte Trading Shanghai co.Ltd.

**DIRIGEANT CONCERNE :** Michel BOUTON

**MANDATS EXERCES DANS LA SOCIETE :** Administrateur

**MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES :**

- Président de la société PVI,  
- Président de la société PVI HOLDING  
- Président Directeur Général de la société Escal (filiale de la société PVI),  
- Président de la société Sovibus (actionnaire minoritaire de la société PVI).

**DIRIGEANT CONCERNE :** Bertrand BADRE

**MANDATS EXERCES DANS LA SOCIETE :** Administrateur

**MANDATS EXERCES DANS D'AUTRES SOCIETES :** Néant.

### Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Mandataires sociaux	Rémunération fixe * en euros	
	2007	2006
Pierre SAUBOT	175 500	162 500
Alexandre SAUBOT	169 000	156 000
	Rémunération variable * en euros	
	2007	2006
Pierre SAUBOT	80 000	50 000
Alexandre SAUBOT	110 000	90 000
	Avantage en nature	
Pierre SAUBOT		Néant
Alexandre SAUBOT		Néant

(\*) On entend par rémunération, le montant total perçu, y compris les avantages de toute nature, en l'occurrence versé par la société contrôlante SOLEM.

Aucune rémunération n'est versée par la Société aux mandataires

au titre de leur mandat social. Seuls leurs frais de déplacement pour se rendre aux séances du Conseil sont remboursés sur justificatifs.

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un régime de retraite spécifique.

La Société n'a pris aucun engagement de toute nature au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

### Etat récapitulatif des opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants, par des personnes auxquelles ils sont étroitement liés et leurs proches, en application de l'article L.621-18-2 du Code Monétaire et Financier

Les dirigeants de la Société n'ont procédé à aucune opération sur les titres qu'ils détiennent de la Société, directement ou par des personnes auxquelles ils sont étroitement liés et leurs proches.

Seul Monsieur José Monfront, Administrateur, dans le cadre de ses options de souscriptions d'actions attribuées en 2002, a réalisé l'opération suivante :

- le 1<sup>er</sup> février 2007, levée de 4 500 options de souscription d'actions au prix de souscription de 9,46€ soit un montant total d'opération de 42 570 € ;  
- le 1<sup>er</sup> février 2007, vente de 4 500 actions ainsi créées à un prix unitaire de 24,30 € soit un montant total d'opération de 109 350 €.

Ces opérations ont été déclarées à l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) dans les délais légaux.

Pour l'augmentation de la participation dans le capital social de la Société de Solem SA, actionnaire majoritaire, voir paragraphe "Informations relatives au Capital Social" ci-avant.

### Opérations réalisées sur les titres de la Société réalisées par les membres du Comité Exécutif « assimilés aux dirigeants » en application de l'article L.621-18-2 b) du Code Monétaire et Financier :

Monsieur Segundo Fernandez, Directeur Général adjoint, Directeur Commercial groupe et membre du Comité Exécutif, a réalisé les opérations suivantes au cours de l'exercice 2007 dans le cadre de ses options de souscription d'actions attribuées en 2002 et 2003 :

- le 09 mai 2007, levée de 3 500 options de souscription d'actions au prix de souscription de 9,46€ soit un montant total d'opération de 33 110 € ;  
- le 09 mai 2007, vente de 3 500 actions ainsi créées à un prix unitaire de 25,85 € soit un montant total d'opération de 90 475 € ;

## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

- le 20 septembre 2007, levée de 3 000 options de souscription d'actions au prix de souscription de 4,19€ soit un montant total d'opération de 12 570€;
- le 20 septembre 2007, vente de 3 000 actions ainsi créées à un prix unitaire de 27,91 € soit un montant total d'opération de 83 730€;

Monsieur Philippe Noblet, Secrétaire Général et membre du Comité Exécutif, a réalisé les opérations suivantes au cours de l'exercice 2007 dans le cadre de ses options de souscription d'actions attribuées en 2002 et 2003 :

- le 24 janvier 2007, levée de 3 500 options de souscription d'actions au prix de souscription de 9,46€ soit un montant total d'opération de 33 110€;
- le 24 janvier 2007, vente de 3 500 actions ainsi créées à un prix unitaire de 24 € soit un montant total d'opération de 84 000€;
- le 10 juillet 2007, levée de 3 000 options de souscription d'actions au prix de souscription de 4,19 € soit un montant total d'opération de 12 570€.

### PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

#### Etat de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice :

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de Commerce, nous vous indiquons que l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice écoulé, soit le 31 décembre 2007, est inférieur à 3 %.

Options de souscription d'actions accordées au personnel salarié :

	PLAN N°1	PLAN N°2	PLAN N°3
Date du conseil d'administration	26/07/2001	02/07/2002	08/07/2003
Nombre total d'options ayant été attribuées à l'origine	171 250	175 250	159 200
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31/12/2007	0	8 010	42 150
Nombre d'actions pouvant être souscrites :			
- par les mandataires sociaux	0	0	0
- par les dix premiers attributaires salariés	33 500	33 500	29 400
Point de départ d'exercice des options	26/07/2005	02/07/2006 (sauf cas dérogatoires)	08/07/2007 (sauf cas dérogatoires)
Date d'expiration	Initialement 25/10/2005 étendue au 25/04/2006 par Conseil d'administration du 26/10/2005	02/07/2009	08/07/2010
Prix de souscription ou d'achat	16,78€	9,46€	4,19€
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2007	101 050	109 990	73 600

#### Attribution gratuite d'actions au bénéfice des salariés de la Société :

Nous vous informons qu'aucune attribution gratuite d'actions de la Société au bénéfice des salariés n'a été effectuée au cours de l'exercice 2007.

#### Restrictions imposées aux mandataires sociaux pour l'exercice des options ou la conservation des actions issues de levées d'options avant la cessation de leurs fonctions :

Aucune restriction particulière aux mandataires sociaux n'est prévue dans le cadre des règlements des plans d'options 2001, 2002 et 2003 pour l'exercice ou la conservation des actions issues des levées d'options. De même, le conseil d'administration de la Société n'a apporté aucune restriction nouvelle depuis l'adoption de ces différents règlements.

A noter que les mandataires sociaux n'ont pas été tous attributaires d'options de souscription d'actions et qu'aucune attribution de stock options n'a été effectuée depuis le dernier plan de 2003.

#### Restrictions imposées aux mandataires sociaux dans le cadre d'attribution gratuite d'actions :

Aucune attribution gratuite d'actions au bénéfice des mandataires sociaux n'a été réalisée au cours de l'exercice 2007.

### AUTORISATION D'ACQUERIR DES ACTIONS DE LA SOCIETE DANS LA LIMITE DE 10% DU CAPITAL SOCIAL

Nous vous proposons d'autoriser le conseil d'administration, conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et des articles 241-1 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, à acquérir sur le marché ou hors marché et par tous moyens, des actions de la société dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social de la société.

Haulotte Group souhaite disposer de la possibilité de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions en vue de, par ordre décroissant de priorité :

- l'animation du cours dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme au contrat type AFEI et à la nouvelle charte de déontologie de l'AFEI du 14 mars 2005, reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers le 22 mars 2005 ;
- la couverture de plans d'options d'achat d'actions réservés aux salariés ou autres allocations d'actions dans les conditions prévues aux articles L.443-1 et suivants du Code du travail ou allocation à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la Société ou des sociétés visées à l'article L.225-197-2 du Code de commerce des actions de la Société ou allocation d'actions dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion;



## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

- la conservation des titres acquis et leur remise ultérieure en paiement ou à l'échange dans le cadre d'opérations financières ou de croissance externe, conformément à la réglementation applicable ;
- l'annulation des titres acquis, sous réserve de l'adoption par l'assemblée générale extraordinaire de la résolution autorisant le conseil d'administration à réduire le capital social par annulation des actions auto détenues par la Société.

Il est précisé que le nombre d'actions éventuellement acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 alinéa 6 du Code de commerce issue de la loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005.

La cession ou le transfert de ces actions pourront être effectué par tous moyens. Les actions acquises pourront également être conservées. Elles pourront être annulées dans les conditions prévues par la loi. La part du programme de rachat pouvant être effectuée par négociations de blocs pourra atteindre la totalité du programme.

Le prix d'achat ne pourra dépasser 60 € par action sous réserve des ajustements liés aux opérations sur le capital de la société.

Les achats d'actions pourront porter sur un nombre d'actions représentant au maximum 10 % du capital social de la société (soit 3.443.400 actions). Le montant total des acquisitions ne pourra donc pas dépasser 206 604 000 €.

Néanmoins, le nombre total d'actions serait ajusté en fonction d'opérations pouvant affecter le capital social postérieurement à la décision de l'assemblée générale, et sous déduction des actions auto détenues.

Le nombre d'actions détenues directement ou indirectement, en application de la présente autorisation, ne pourra excéder 10% du capital social.

Dans le cas où il serait fait usage des facultés offertes par le quatrième alinéa de l'article L. 225-209 du Code de Commerce, le prix de vente serait alors déterminé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Cette autorisation serait donnée pour une durée maximum de dix huit (18) mois. Le conseil d'administration pourra déléguer ses pouvoirs dans les conditions prévues par la loi. Cette autorisation pourra être utilisée y compris en période d'offre publique d'achat et/ou d'échange. La présente autorisation annule et remplace l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale ordinaire du 31 mai 2007.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour passer tous ordres de bourse, utiliser tout produit dérivé dans le respect de la réglementation boursière en vigueur, conclure tous accords en vue d'effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

### Autorisation et pouvoirs à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto détenues par la société

Nous vous proposons d'autoriser le conseil d'administration à réduire le capital social par annulation en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions de la Société qu'elle serait amenée à détenir pour les avoir acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions visé ci-avant, dans la limite de 10 % du capital de la société, et ce par périodes de 24 mois.

Par ailleurs, nous vous proposons de déléguer au conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser en application des dispositions de l'article L.225-209, alinéa 7 du Code de commerce et d'imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les postes de primes ou de réserves disponibles.

Cette autorisation est donnée pour une période de dix-huit mois et annule et remplace la précédente autorisation conférée par l'Assemblée générale extraordinaire du 31 mai 2007.

### Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (article L.225-100-3 du Code de Commerce)

#### Structure du capital de la Société :

Le capital de la Société est détenu majoritairement par la société SOLEM, elle-même détenue par la famille Saubot.

A la clôture de l'exercice 2007, la structure du capital est la suivante :

- SOLEM détient 50,80% du capital (et 67,65% des droits de vote)
- le public (actions au porteur) détient 44,30 % du capital (et 29,8 % des droits de vote)
- les actionnaires nominatifs détiennent 2,50% du capital (et 2,67 % des droits de vote)
- auto-contrôle 2.40%



## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

### Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses de conventions portées à la connaissance de la Société en application de l'article L 233-11 du Code de Commerce :

Signalons que l'article 9 - cession et transmission des actions - des statuts prévoit l'obligation pour toute personne morale ou physique qui vient à détenir ou cesse de détenir une fraction égale à 1% du capital social ou des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, d'informer la Société dans un délai de quinze jours du franchissement de seuil de participation.

A défaut de cette déclaration, les statuts prévoient que les actions qui excèdent la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant 5% du capital social en font la demande (consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale).

### Liste de détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description de ceux-ci

Chacune des actions de la société donne droit de participer aux assemblées d'actionnaires, avec voix délibérative, dans les conditions et sous les réserves prévues par la loi et les règlements. Chacune des actions donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre (4) ans au moins au nom du même actionnaire.

Ce droit est conféré également dès leur émission en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

A défaut de déclaration par un actionnaire, agissant seul ou de concert, du franchissement du seuil de participation de un pour cent (1 %) du capital social ou des droits de vote ou tout multiple de ce pourcentage, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi, dans la mesure où un ou plusieurs actionnaires détenant cinq pour cent (5%) du capital social en font la demande consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale.

### Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration

Les statuts prévoient que la Société est administrée par un conseil d'administration composé conformément aux dispositions légales.

### Nomination des administrateurs :

Chaque administrateur doit être actionnaire de la Société et propriétaire au moins d'une action de fonction (article 12 des statuts).

Concernant les dispositions légales, signalons qu'une personne physique ou morale peut être nommée administrateur de la Société.

Chaque administrateur doit être capable ou mineur émancipé et ne pas être frappé d'incompatibilités ou d'interdictions prévues par la loi.

L'administrateur peut être salarié de la Société à condition que son contrat de travail soit antérieur à sa nomination en qualité d'administrateur et qu'il corresponde à un emploi effectif.

Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction. En l'absence de limite d'âge particulière des administrateurs fixée par les statuts, le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut pas être supérieur au tiers des administrateurs en fonction.

La nomination des administrateurs au cours de la vie sociale est de la compétence de l'assemblée générale ordinaire et doit figurer dans l'ordre du jour de l'assemblée hors cas de nomination à la suite d'une révocation.

Le mandat des administrateurs nommés au cours de la vie sociale est de six années au plus (article 12 des statuts).

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, personne physique, qui doit être âgé de moins de soixante dix ans. Le président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur et est rééligible (article 12 des statuts).

Les administrateurs sont rééligibles et les statuts ne comportent pas de dispositions contraires.

Les statuts ne fixent pas de nombre minimum d'administrateurs supérieur au minimum légal.

### Remplacement des administrateurs :

Lorsqu'en cours de ses fonctions, le président du conseil d'administration atteint l'âge limite de soixante dix ans, il est réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à la désignation d'un nouveau président dans les conditions statutaires (article 12 des statuts).



## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

En cas de vacances de postes d'administrateurs par suite de décès ou de démissions, les membres du conseil d'administration peuvent désigner eux-mêmes à titre provisoire, par cooptation, un nouvel administrateur dont la nomination devra ensuite être approuvée par la plus prochaine assemblée. La cooptation n'est pas possible dans le cas où le nombre des administrateurs est inférieur au minimum légal de trois et l'assemblée générale ordinaire doit être convoquée immédiatement pour compléter l'effectif du conseil.

Conformément aux dispositions légales, les mandats d'administrateur prennent fin par l'arrivée du terme, par application des règles de limite d'âge, par la survenance d'un événement personnel empêchant l'administrateur d'exercer ses fonctions (décès, maladie...), par dissolution ou transformation de la Société, par l'adoption d'un nouveau régime (directoire et conseil de surveillance) et enfin par révocation ou démission.

### Règles applicables à la modification des statuts de la Société

La modification des statuts de la Société obéit aux dispositions légales conférant compétence unique à l'assemblée générale extraordinaire.

Par exception à cette règle, le conseil d'administration est habilité à modifier les statuts concernant le montant du capital social et le nombre des actions qui le composent, après avoir constaté, lors de sa première réunion suivant la clôture de l'exercice, le nombre et le montant des actions émises à la suite des levées d'options de souscription d'actions.

Dans ce cadre, le conseil d'administration peut également déléguer à son président le pouvoir de procéder à ces opérations de modifications des statuts et de publicité, comme il peut juger préférable de ne pas attendre la fin d'un exercice social pour procéder aux modifications statutaires.

### Pouvoirs du conseil d'administration concernant en particulier l'émission ou le rachat d'actions

Les pouvoirs du conseil d'administration concernant les programmes de rachat d'actions sont autorisés et délégués par les assemblées générales ordinaire et extraordinaire.

L'assemblée générale ordinaire autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au président, à acquérir sur le marché ou hors marché et par tous moyens, des actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant 10 % du capital social de la Société (et dans la limite de 5% du capital pour acquérir des actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport). Cette autorisation est donnée pour une durée maximum de dix huit (18) mois et pourrait être utilisée y compris en période d'offre publique d'achat et/ou d'échange.

L'assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs au conseil d'administration avec faculté de subdélégation au président, pour passer tous ordres de bourse, utiliser tout produit dérivé dans le respect de la réglementation boursière en vigueur, conclure tous accords en vue d'effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

L'assemblée générale extraordinaire autorise le conseil d'administration à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société qu'elle serait amenée à détenir pour les avoir acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de 24 mois.

Dans ce cadre, elle autorise le conseil d'administration à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les postes primes ou de réserves disponibles et lui donne tous pouvoirs pour fixer les conditions et modalités de cette ou de ces annulations et modifier, le cas échéant, les statuts de la Société en conséquence.

En cas d'émission d'actions, les pouvoirs éventuellement accordés au Conseil d'administration seront autorisés et délégués par l'assemblée générale des actionnaires.

### CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Le rapport spécial établi par les commissaires aux comptes fait notamment état des conventions entrant dans le champ d'application de l'article L.225-38 du Code de commerce conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Nous vous demandons, conformément aux dispositions de l'article L.225-40 du Code de commerce, d'approuver ledit rapport.

Nous vous informons, par ailleurs, que vous pourrez, à compter du jour de la convocation à l'assemblée générale, obtenir communication de la liste et de l'objet des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales par la Société au cours de l'exercice écoulé et qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, sont significatives pour l'une des parties.

## Extrait du rapport de gestion soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008

### RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE CONSOLIDE

#### Activité du Groupe :

Les comptes consolidés du Groupe ont été préparés en appliquant les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'est élevé à 648,1 M€ en 2007 contre 519,3 M€ en 2006 soit une hausse de 24,8%.

Cette hausse est liée à une forte progression des ventes de machines (+27%), et dans une moindre mesure à une hausse de l'activité location (+8,4%). L'augmentation tout au long de l'année des volumes produits aura permis d'alimenter cette évolution commerciale très positive.

Au niveau géographique l'Europe représente toujours une part significative du chiffre d'affaires (88,6% du total).

Le résultat opérationnel consolidé du Groupe est en nette progression, puisqu'il s'établit à 113,7 M€ contre 95 M€ en 2006, soit plus de 19,7% de progression.

En pourcentage du chiffre d'affaires, le résultat opérationnel s'établit à 17,5% contre 18,3% en 2006. Le résultat opérationnel a bénéficié d'un effet positif des volumes (+38,7 M€), alors que la structuration du Groupe et le développement du réseau commercial a entraîné une augmentation significative des frais administratifs et commerciaux (-18 M€). Les frais de recherche et développement ont progressé de 1 M€. Le résultat opérationnel est également impacté par des effets négatifs de change de -2,2 M€.

Le résultat net consolidé part du Groupe au 31 décembre 2007 est de 71 M€ contre 60,4 M€ en 2006, soit une rentabilité nette de 11% contre 11,6%. L'écart entre les deux années provient principalement des effets négatifs de change et d'un résultat financier légèrement plus défavorable.

#### Evolution prévisible de l'ensemble consolidé :

Haulotte Group devrait pouvoir tirer parti des zones-relais de croissance en Europe de l'Est, Amérique du Sud et Asie. Les nouvelles capacités de production vont également permettre d'améliorer la disponibilité de nos produits et la qualité du service client. La montée en cadence de la gamme chariots en 2008 devrait contribuer sensiblement à la croissance future.

### TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE ACCORDEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL, PAR APPLICATION DES ARTICLES L. 225-129-1 L. 225-129-2 et L.225-129-3:

Nous vous précisons que le Conseil d'administration n'a pas de délégations en cours de validité.

### RAPPORT ETABLI PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-37 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous précisons qu'en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce, le rapport du président du conseil d'administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société est joint en Annexe du présent rapport.

Le Conseil d'Administration.



## Résultats des cinq derniers exercices

	2007	2006	2005	2004	2003
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	4 476 420.00	4 456 704.20	4 439 416.80	4 439 416.80	4 439 416.80
Nombre d'actions					
- ordinaires	34 434 000.00	34 282 340.00	34 149 360.00	34 149 360.00	34 149 360.00
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	528 156 057.00	414 176 101.40	305 944 067.42	211 159 588.71	191 207 863.95
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	108 180 316.37	88 764 100.56	53 394 985.94	19 181 038.58	6 928 075.00
Impôts sur les bénéfices	22 930 420.83	23 864 202.71	14 634 512.00	2 403 237.00	13 308.33
Participation des salariés	1 976 596.00	2 310 715.00	1 580 765.38		
Dot. Amortissements et provisions	32 134 510.84	14 227 752.10	8 570 887.81	10 224 357.57	12 789 363.11
Résultat net	51 138 788.70	48 361 430.75	28 608 820.75	6 553 444.01	(5 874 596.44)
Résultat distribué	7 393 255.76	5 827 997.80	4 439 417.00	3 414 936.00	2 039 662.00
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	2.42	1.83	1.09	0.49	0.20
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1.49	1.41	0.84	0.19	(0.17)
Dividende attribué	0.22	0.17	0.13	0.10	0.06
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	584	536	477	451	515
Masse salariale	19 097 380.59	17 038 324.73	13 770 950.28	14 764 103.00	13 640 175.35
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	7 926 131.10	6 556 478.31	5 478 868.45	5 129 570.00	5 446 832.66

Comptes consolidés au 31/12/2007

## Comptes consolidés au 31/12/2007

### BILAN CONSOLIDE - ACTIF

En milliers d'euros	Note	31/12/2007	31/12/2006
Ecarts d'acquisition	9	2 580	1 870
Immobilisations incorporelles	10	5 354	5 139
Immobilisations corporelles	11	62 475	87 127
Actifs financiers	12	849	1 473
Impôts différés actifs	17	8 042	2 677
Clients sur opérations de financements > 1 an	14/16	47 109	64 513
<b>ACTIFS NON COURANTS (A)</b>		<b>126 409</b>	<b>162 799</b>
Stocks	13	130 272	79 388
Clients	14/16	252 271	224 258
Clients sur opérations de financements < 1 an	14/16	33 405	38 705
Autres débiteurs	15	20 923	16 221
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	47 696	67 999
Instruments dérivés	19	4 759	3 542
<b>ACTIFS COURANTS (B)</b>		<b>489 326</b>	<b>430 114</b>
<b>ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES (C)</b>	8	<b>41 900</b>	
<b>TOTAL DES ACTIFS (A+B+C)</b>		<b>657 635</b>	<b>592 913</b>

Les notes 1 à 50 font parties intégrantes des états financiers consolidés.

### BILAN CONSOLIDE - PASSIF

En milliers d'euros	Note	31/12/2007	31/12/2006
Capital	21	4 476	4 457
Primes d'émission	21	91 868	90 841
Réserves et résultat consolidés		219 477	175 782
<b>CAPITAUX PROPRES (part du Groupe) (A)</b>		<b>315 821</b>	<b>271 080</b>
Intérêts minoritaires (B)		699	631
<b>CAPITAUX PROPRES (de l'ensemble consolidé)</b>		<b>316 520</b>	<b>271 710</b>
Dettes financières à long terme	26	115 768	133 469
Impôt différé passif	17	2 523	1 229
Provisions	24/25	1 717	1 829
<b>PASSIFS NON COURANTS (C)</b>		<b>120 008</b>	<b>136 527</b>
Fournisseurs	29	129 070	97 442
Autres créditeurs	28	39 982	55 482
Dettes financières à court terme	26	32 459	25 150
Provisions	24	4 817	4 671
Instruments dérivés	19	3 534	1 931
<b>PASSIFS COURANTS (D)</b>		<b>209 862</b>	<b>184 676</b>
<b>PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES (E)</b>	8	<b>11 245</b>	
<b>TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES (A+B+C+D+E)</b>		<b>657 635</b>	<b>592 913</b>

Les notes 1 à 50 font parties intégrantes des états financiers consolidés.

## Comptes consolidés au 31/12/2007

### COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros	Note	31/12/2007		31/12/2006	
Produits des activités ordinaires	42	648 132	100%	519 276	100%
Coût des ventes	31	(438 415)	-67,6%	(349 232)	-67,3%
Frais commerciaux		(36 136)	-5,6%	(28 591)	-5,5%
Frais administratifs et généraux	32	(49 298)	-7,6%	(39 316)	-7,6%
Frais de recherche et développement	33	(7 110)	-1,1%	(6 085)	-1,2%
Gains / (Pertes) de change	34	(2 224)	-0,3%	498	0,1%
Autres produits et charges opérationnels	37	(1 284)	-0,2%	(1 522)	-0,3%
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>113 665</b>	<b>17,5%</b>	<b>95 027</b>	<b>18,3%</b>
Constatation des écarts d'acquisition négatifs / dépréciation des écarts d'acquisition positifs					
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>113 665</b>	<b>17,5%</b>	<b>95 027</b>	<b>18,3%</b>
Coût de l'endettement financier net	38	(5 716)	-0,9%	(3 208)	-0,6%
Autres produits et charges financiers		149	0,0%	120	0,0%
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>		<b>108 098</b>	<b>16,7%</b>	<b>91 938</b>	<b>17,7%</b>
Impôts sur le résultat	39	(36 937)	-5,7%	(31 483)	-6,1%
<b>RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>71 161</b>	<b>11,0%</b>	<b>60 455</b>	<b>11,6%</b>
<i>dont Résultat net part du groupe</i>		<i>71 005</i>	<i>11,0%</i>	<i>60 392</i>	<i>11,6%</i>
<i>dont Résultat net part des minoritaires</i>		<i>156</i>	<i>0,0%</i>	<i>63</i>	<i>0,0%</i>
<b>Résultat net par action</b>	41	<b>2,11</b>		<b>1,77</b>	
<b>Résultat net dilué par action</b>	41	<b>2,11</b>		<b>1,76</b>	

Les notes 1 à 50 font parties intégrantes des états financiers consolidés.

### TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Stock options	Actions propres	Ecarts de conversion	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2006</b>	<b>4 439</b>	<b>88 861</b>	<b>77 394</b>	<b>45 846</b>	<b>209</b>	<b>(1 019)</b>	<b>(749)</b>	<b>214 981</b>	<b>477</b>	<b>215 458</b>
Variation de capital de la société consolidante	17	1 980						1 998		1 998
Affectation du résultat de l'exercice 2005			45 846	(45 846)						
Résultat consolidé de l'exercice				60 392				60 392	63	60 455
Dividendes distribués par la société consolidante			(4 440)					(4 440)		(4 440)
Variation des écarts de conversion							(1 802)	(1 802)		(1 802)
Stock options					5			5		5
Actions propres						(54)		(54)		(54)
Autres mouvements									91	91
<b>Situation au 31 décembre 2006</b>	<b>4 456</b>	<b>90 841</b>	<b>118 800</b>	<b>60 392</b>	<b>214</b>	<b>(1 073)</b>	<b>(2 551)</b>	<b>271 080</b>	<b>631</b>	<b>271 710</b>
Variation de capital de la société consolidante	20	1 027						1 047		1 047
Affectation du résultat de l'exercice 2006			60 392	(60 392)						
Résultat consolidé de l'exercice				71 005				71 005	156	71 161
Dividendes distribués par la société consolidante			(5 823)					(5 823)		(5 823)
Variation des écarts de conversion							(392)	(392)		(392)
Conversion des actifs long terme à l'étranger							(3 395)	(3 395)		(3 395)
Stock options					37			37		37
Actions propres						(17 737)		(17 737)		(17 737)
Autres mouvements									(88)	(88)
<b>Situation au 31 décembre 2007</b>	<b>4 476</b>	<b>91 868</b>	<b>173 369</b>	<b>71 005</b>	<b>251</b>	<b>(18 810)</b>	<b>(6 338)</b>	<b>315 821</b>	<b>699</b>	<b>316 520</b>

Les notes 1 à 50 font parties intégrantes des états financiers consolidés.

## Comptes consolidés au 31/12/2007

### TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	Note	31/12/2007	31/12/2006
Résultat net de l'ensemble consolidé		71 161	60 456
Charges de stock options		37	5
Dotations aux amortissements		21 877	20 579
Dotations / (Reprises) sur provisions (sauf sur actif circulant)		1 076	1 138
Variation des impôts différés		(93)	(1 870)
Plus et moins values de cession		(1 116)	(1 095)
<b>MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES</b>		<b>92 941</b>	<b>79 213</b>
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	43	(69 752)	(46 491)
Variation des créances sur opérations de financement	44	18 306	21 583
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE</b>		<b>41 495</b>	<b>54 305</b>
Acquisitions d'immobilisations		(32 926)	(30 362)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		3 456	3 533
Incidences des variations de périmètre		0	643
Variation des dettes sur immobilisations		(3 638)	3 493
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>(33 108)</b>	<b>(22 693)</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(5 822)	(4 440)
Augmentations de capital en numéraire		1 047	1 998
Emissions d'emprunts		5 298	1 609
Remboursements d'emprunts		(10 159)	(34 148)
(Achats) /Ventes d'actions propres		(17 737)	(54)
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>(27 373)</b>	<b>(35 035)</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		<b>(18 986)</b>	<b>(3 423)</b>
Trésorerie ouverture	45	69 458	72 949
Trésorerie variation cours devises		(784)	(68)
Trésorerie clôture	45	49 688	69 458
<b>VARIATION DES COMPTES DE TRESORERIE</b>		<b>(18 986)</b>	<b>(3 423)</b>

Les notes 1 à 50 font parties intégrantes des états financiers consolidés.



# Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 aux normes IFRS

<b>NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES</b> .....	<b>page</b>
<b>Note 1 Informations générales</b> .....	<b>22</b>
<b>Note 2 Résumé des principales méthodes comptables</b> .....	<b>22</b>
2.1 Base de préparation des états financiers .....	22
2.2 Estimations et jugements comptables déterminants .....	22
2.3 Méthodes de consolidation .....	23
2.4 Traitement des comptes et transactions intercompagnies .....	23
2.5 Méthode de conversion des états financiers des filiales étrangères .....	23
2.6 Conversion des opérations en devises .....	23
2.7 Regroupements d'entreprises .....	23
2.8 Information sectorielle .....	23
<b>Note 3 Principes et méthodes d'évaluation des principaux agrégats du bilan</b> .....	<b>23</b>
3.1 Ecart d'acquisition .....	23
3.2 Immobilisations incorporelles .....	24
3.3 Immobilisations corporelles .....	24
3.4 Actions propres .....	25
3.5 Actifs financiers .....	25
3.6 Stocks et en-cours .....	25
3.7 Créances clients .....	25
3.8 Emprunts .....	26
3.9 Engagement de retraite et assimilés .....	26
3.10 Provisions .....	26
3.11 Impôts différés .....	27
3.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	27
3.13 Plans d'options de souscriptions d'actions .....	27
3.14 Actifs et passifs en cours de cession .....	27
<b>Note 4 Gestion des risques financiers</b> .....	<b>27</b>
<b>Note 5 Principes et méthodes d'évaluation du compte de résultat</b> .....	<b>28</b>
5.1 Reconnaissance des produits .....	28
5.2 Coût des ventes .....	28
5.3 Frais commerciaux .....	28
5.4 Frais administratifs et généraux .....	28
5.5 Frais de recherche et développement .....	28
5.6 Autre produits et charges opérationnels .....	29
5.7 Résultat opérationnel courant .....	29
5.8 Coût de l'endettement financier net .....	29
5.9 Autres produits et charges financiers .....	29
5.10 Résultats par action .....	29
<b>Note 6 Périmètre de consolidation</b> .....	<b>30</b>
<b>Note 7 Variations de périmètre</b> .....	<b>30</b>
<b>Note 8 Actifs et passifs destinés à être cédés</b> .....	<b>31</b>
<b>Note 9 Ecart d'acquisition</b> .....	<b>31</b>

## Etats financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 aux normes IFRS

<b>NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES (suite)</b> .....	<b>page</b>
Note 10 Immobilisations incorporelles .....	32
Note 11 Immobilisations corporelles .....	32
Note 12 Actifs financiers .....	33
Note 13 Stocks .....	33
Note 14 Créances clients et comptes rattachés .....	34
Note 15 Autres débiteurs .....	35
Note 16 Créances par échéance .....	35
Note 17 Impôts différés .....	35
Note 18 Trésorerie et équivalent de trésorerie .....	37
Note 19 Juste valeur des instruments dérivés .....	37
Note 20 Gestion du risque de change .....	37
Note 21 Capital social et prime d'émission .....	37
Note 22 Actions auto détenues .....	38
Note 23 Plans d'options de souscription d'actions réservés aux salariés .....	38
Note 24 Provisions .....	39
Note 25 Engagements de retraite et assimilés .....	39
Note 26 Emprunts et dettes financières .....	40
Note 27 Gestion du risque de taux .....	41
Note 28 Autres créditeurs .....	41
Note 29 Dettes par échéances .....	41
Note 30 Produits des activités ordinaires .....	42
Note 31 Coûts des ventes .....	42
Note 32 Frais administratifs et généraux .....	42
Note 33 Frais de recherche et de développement .....	42
Note 34 Gains et pertes de change .....	42
Note 35 Charges par nature du résultat opérationnel courant .....	43
Note 36 Charges de personnel .....	43
Note 37 Autres produits et charges opérationnels .....	43
Note 38 Coût de l'endettement financier net .....	43
Note 39 Impôts sur les résultats .....	43
Note 40 Rapprochement entre charge d'impôt réelle et théorique .....	44
Note 41 Résultats par action .....	44
Note 42 Informations sectorielles .....	44
Note 43 Détail de la variation du besoin en fonds de roulement .....	47
Note 44 Détail de la variation des créances sur opérations de financement .....	47
Note 45 Composantes de la trésorerie .....	47
Note 46 Transactions avec les parties liées .....	47
Note 47 Engagements hors bilan .....	48
Note 48 Engagements hors bilan donnés dans le cadre du Droit individuel à la formation .....	48
Note 49 Effectif moyen du Groupe .....	48
Note 50 Événement postérieur à la clôture .....	48

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 1 Informations générales

Haulotte Group S.A. fabrique et distribue par l'intermédiaire de ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») des nacelles et des plateformes élévatrices de personnes.

Haulotte Group est également présent sur le secteur de la location de matériel d'élévation de personnes et de levage.

Haulotte Group S.A. est une société anonyme enregistrée à Saint Etienne (France) et son siège social est à L'Horme. La société est cotée à la Bourse de Paris Compartiment B (Mid-caps).

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2007 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Haulotte Group S.A. le 3 mars 2008. Ils sont exprimés en milliers d'Euros (K€).

Le Groupe s'est engagé dans un processus de cession de certaines entités de location (LEV, Royans Levage et Lev Lux), initié en décembre 2007 et finalisé en janvier 2008. En conséquence, les éléments d'actifs et passifs relatifs à ces entités sont présentés au 31 décembre 2007 selon les modalités définies en notes 3.14 et 8.

### Note 2 Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf mention particulière, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

#### 2.1 Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été préparés en appliquant les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les états financiers

consolidés ont été élaborés selon la convention du coût historique sauf en ce qui concerne l'évaluation des actifs financiers et des instruments dérivés réalisée à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

**Amendements aux normes publiées entrant en vigueur en 2007 :** L'ensemble des nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés par l'IASB et d'application obligatoire dans l'Union Européenne dès le 1<sup>er</sup> janvier 2007 a été appliqué. Les deux normes concernant le Groupe (IFRS 7- IAS 1) n'ont donné lieu à aucun retraitement des exercices antérieurs présentés car elles ne portent que sur la nature des informations à fournir, sans impacter les méthodes comptables :

IFRS 7 – Instruments financiers : informations à fournir.

Cette norme exige la publication d'informations qui permettent au lecteur des états financiers d'évaluer l'importance des instruments financiers au sein des états financiers du Groupe ainsi que la nature et l'ampleur des risques pouvant découler de l'utilisation de ces instruments financiers.

IAS 1 - Amendement de la norme sur les informations à fournir sur le capital. Cette norme exige la publication d'informations complémentaires sur les objectifs et les procédures du Groupe en matière de gestion du capital.

**Normes non encore applicables et non adoptées par anticipation par le Groupe :**

Les normes et interprétations d'application optionnelle en 2007 n'ont pas fait l'objet d'application anticipée au 31 décembre 2007.

IFRS 8 – Secteurs opérationnels

Cette norme exige la publication de l'information sectorielle correspondant aux indicateurs suivis en interne par la direction pour évaluer la performance du Groupe. Le Groupe appliquera IFRS 8 à compter de l'exercice 2009, date

d'application obligatoire. Les impacts de la mise en oeuvre de la norme IFRS 8 sont en cours d'analyse.

IFRIC 11 – IFRS 2 – Actions propres et transactions intra groupe

D'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> mars 2007 IFRIC 11 porte sur les transactions dans lesquelles la société accorde directement aux salariés d'une entité du Groupe des droits sur ses propres instruments de capitaux propres. Cette norme n'aura aucun effet sur les états financiers du Groupe.

#### 2.2 Estimations et jugements comptables déterminants

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations sont fondées sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'évènements jugés raisonnables au vu des circonstances.

L'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs, passifs, produits, charges et engagements a une incidence, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- les durées d'amortissements des immobilisations (cf. 3.3)
- l'évaluation des provisions, notamment pour garantie constructeur (cf. 3.10) et pour engagements de retraites (cf. note 3.9),
- l'évaluation des plans de stocks options dont le paiement est fondé en actions (cf. 3.13),
- les provisions pour dépréciation de l'actif courant : créances (cf. 3.7) et stocks (cf. 3.6),
- la reconnaissance des produits (cf. 3.7),
- les tests de pertes de valeur des immobilisations incorporelles (cf. 3.2),
- l'appréciation du caractère préférentiel des valeurs résiduelles garanties (cf. 3.7),
- la comptabilisation d'impôts différés actifs (cf. 3.11).

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### 2.3 Méthodes de consolidation

#### a) Filiales

Les filiales dans lesquelles Haulotte Group S.A. dispose directement ou indirectement du contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

#### b) Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle mais sur lesquelles il exerce une influence notable. Les participations dans les entreprises associées sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres des sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont évalués à leur juste valeur et classés en tant qu'actifs financiers. La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en note 6.

### 2.4 Traitement des comptes et transactions intercompagnies

Les comptes et transactions entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés.

### 2.5 Méthode de conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise fonctionnelle de la société consolidante, Haulotte Group S.A., est l'euro qui est également retenu comme devise de présentation des comptes consolidés.

Les états financiers des sociétés étrangères sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés étrangères, dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation (Euro), sont convertis dans la monnaie de présentation selon les règles suivantes :

- conversion des éléments d'actif et de passif au cours de change en vigueur

à la date de clôture de l'exercice,

- conversion des éléments du compte de résultat au cours de change moyen de l'exercice (moyenne des 12 taux mensuels),

Les différences de conversion résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres et ventilées entre la part du Groupe et la part des minoritaires.

### 2.6 Conversion des opérations en devises

Les opérations libellées en devises sont converties par la filiale dans sa monnaie fonctionnelle au taux de change du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont convertis au cours de la clôture à chaque arrêté comptable. Les créances et dettes faisant l'objet d'une couverture de change sont converties au taux de couverture.

Les gains et les pertes résultant de la conversion sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique « gains et pertes de change » du résultat opérationnel à l'exception des montants assimilables à des investissements nets à l'étranger, tels que définis par la norme IAS21, pour lesquels les variations de conversion sont imputés dans les capitaux propres.

### 2.7 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, ce coût intègre également tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

- Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition et ceci quel que soit le montant des intérêts minoritaires. L'excédent du coût

d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets identifiables est examiné pour affectation aux éléments incorporels, le cas échéant. Le montant résiduel non affecté est comptabilisé en tant que goodwill. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat (voir note 3.1).

### 2.8 Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des autres secteurs d'activité.

Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des autres environnements économiques dans lesquels le Groupe opère.

### Note 3 Principes et méthodes d'évaluation des principaux agrégats du bilan

#### 3.1 Ecart d'acquisition

Le goodwill représente l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale ou de l'entreprise associée à la date d'acquisition.

Le goodwill est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « écart d'acquisition ». L'écart d'acquisition négatif, ou badwill est comptabilisé immédiatement en résultat opérationnel de l'exercice d'acquisition et au plus tard dans un délai de 12 mois, après vérification de la correcte identification et évaluation des actifs et passifs acquis.

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis mais soumis à un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an sur la base de l'actualisation des cash flows futurs de l'entité définie comme étant l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'écart d'acquisition fait l'objet d'une dépréciation dans le cas où la valeur issue de l'actualisation des cash flows futurs se révèle inférieure à la valeur de l'écart d'acquisition inscrite au bilan. La dépréciation, le cas échéant, est inscrite en résultat opérationnel sur une ligne distincte « Constatation des écarts d'acquisition négatifs / Dépréciation des écarts d'acquisition positifs ».

### 3.2 Immobilisations incorporelles

#### a) Frais de développement

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges au fur et à mesure qu'elles sont encourues. Les coûts encourus sur les projets de développement (conception de produits nouveaux ou améliorés) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsque les critères suivants sont remplis :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet est établie,
- la direction montre son intention d'achever le projet,
- l'entité a la capacité d'utiliser ou de vendre cet actif incorporel,
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- il existe des ressources techniques, financières appropriées pour achever le projet,
- le coût de cet actif peut être mesuré de manière fiable.

Les autres dépenses de développement ne remplissant pas ces critères sont comptabilisées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont réalisées. Les coûts de développement précédemment comptabilisés en charge

ne sont pas comptabilisés en immobilisations au cours des périodes ultérieures.

Les frais de développement immobilisés sont amortis à compter de la date à laquelle l'actif est prêt à être mis en service, de façon linéaire sur la durée d'utilité de l'actif soit entre 2 et 5 ans.

Conformément à IAS 36, les coûts de développement portés à l'actif et non encore totalement amortis sont soumis à un test annuel de dépréciation, dès lors que des indices de pertes de valeur (avantages économiques obtenus inférieurs à ceux projetés initialement) sont identifiés. Une comparaison entre la valeur capitalisée des coûts de développement et les flux de trésorerie projetés sur un horizon entre 2 et 5 ans est réalisée afin de déterminer le montant éventuel de la dépréciation à constater.

#### b) Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles (logiciels, brevets, ...) sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers. Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 5 ans.

### 3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition nets des remises et frais engagés pour mettre l'actif en état de marche ou à leur coût de production. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations sont amorties sur leur base amortissable (valeur brute moins valeur résiduelle), à compter de la date à laquelle l'actif est prêt à être mis en service. L'amortissement s'effectue sur la durée d'utilité représentant le rythme de consommation des avantages économiques futurs générés par l'immobilisation.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à la valeur recouvrable lorsque

la valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre. Les dépenses relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Conformément à la norme IAS 17, les acquisitions d'immobilisations effectuées sous forme de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif pour leur juste valeur, ou si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location et amortie selon les modalités ci-dessous lorsque ces contrats ont pour effet de transférer substantiellement au preneur tous les risques et avantages inhérents à la propriété du bien. La dette résultant de ce type d'acquisition, est constatée en dettes financières.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres actifs sont amortis selon la méthode linéaire compte tenu de leur durée d'utilité estimée comme suit :

- Aménagement terrains : 10 ans
- Structure des bâtiments : 30 à 40 ans
- Aménagement intérieur des bureaux : 5 à 10 ans
- Chaîne de peinture : 8 à 15 ans
- Chariots, nacelles et portiques : 7 à 10 ans
- Machines outils : 20 ans
- Matériel divers : 10 ans
- Process industriel : 3 à 5 ans
- Matériel informatique : 5 ans
- Mobilier : 10 ans
- Services généraux : 20 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et le cas échéant ajustées à chaque clôture.

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### 3.4 Actions propres

Les titres de Haulotte Group S.A. acquis dans le cadre des programmes de rachat par le Groupe (contrat de liquidité affecté à l'animation du cours et mandat de rachat d'actions) sont inscrits en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Aucun gain ou aucune perte n'est comptabilisé en compte de résultat lors de l'achat, de la cession ou de la dépréciation des actions propres.

### 3.5 Actifs financiers

La rubrique « actifs financiers » inclut les prêts, autres créances rattachées à des participations non consolidées et autres actifs financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'entrée au bilan et au coût amorti à chaque clôture. Toute perte de valeur de ces actifs est comptabilisée immédiatement en compte de résultat.

La classification et la désignation des actifs financiers sont réalisées lors de la comptabilisation initiale lorsque le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de l'actif et sont reconsidérées à chaque clôture dans les conditions prescrites par la norme IAS 39.

Les achats et ventes d'actifs financiers (y compris les dérivés) sont comptabilisés à la date de règlement.

Les instruments dérivés utilisés par le Groupe Haulotte font l'objet d'une note distincte (note 4).

### 3.6 Stocks et en-cours

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure :

- le coût des stocks de matières et fournitures correspond à leur coût d'acquisition. Le coût des stocks de produits finis et en-cours incorpore les charges directes et indirectes de production (sur la base d'une capacité d'exploitation normale). La méthode du coût unitaire moyen pondéré est utilisée,

- la valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé aux conditions normales d'exploitation, diminué des coûts nécessaires à la réalisation de la vente du bien ou de sa remise en état.

### 3.7 Créances clients

Les créances sont comptabilisées initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Elles sont comptabilisées ultérieurement à leur coût amorti à l'aide de la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE), déduction faite des provisions pour dépréciation.

Dès lors que des éléments sont de nature à faire présumer d'un risque réel et sérieux de non recouvrement d'une créance, une provision pour dépréciation des créances clients est constituée. Le montant de la provision représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur estimée de la revente par la société du bien représentatif de la créance. Cette valeur de revente est estimée sur la base d'une cote professionnelle. Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en « frais commerciaux ».

#### a) Ventes avec garanties accordées

Conformément aux pratiques du secteur, Haulotte Group S.A. octroie certaines garanties aux organismes financiers proposant des solutions de financement aux clients du Groupe. Dans ce cadre, Haulotte Group cède l'équipement à l'organisme financier qui procède avec le client final utilisateur selon les alternatives suivantes :

- vente du bien à crédit par le biais d'un emprunt,
- conclusion d'un contrat de location financement.

Dans les deux cas, Haulotte Group S.A. accorde des garanties à l'organisme financier ayant consenti un emprunt au client final ou ayant contracté avec lui un contrat de location financement.

Les garanties consenties par Haulotte Group revêtent les formes suivantes :

- 1) engagements de poursuite de loyers : Haulotte Group S.A. s'engage auprès de l'organisme financier à se substituer au débiteur si celui-ci devenait défaillant, en payant dès les premiers incidents de paiement l'intégralité du capital restant dû par le client final à l'organisme financier. Le Groupe reprend alors les équipements pour les revendre sur le marché de l'occasion ; et / ou,
- 2) engagements de pools de risques : pour chaque contrat de location signé, le Groupe abonde un pool de garantie ayant vocation à couvrir les éventuelles défaillances futures des clients.
- 3) engagements de rachat à la valeur résiduelle à l'issue du bail : Haulotte Group accorde une garantie de rachat de valeur résiduelle de l'équipement à certains organismes financiers à l'issue du contrat de location conclu entre ledit organisme et le client du Groupe.

Les opérations 1 et 2 sont analysées en substance :

- dans le cas de la vente à crédit de l'équipement par l'organisme financier au client final comme un emprunt octroyé au client final par Haulotte Group, contrat cédé à l'organisme financier pour obtenir le financement de la vente.
- dans le cas de la conclusion d'un contrat de location-financement entre l'organisme financier et le client final comme un contrat de location-financement entre Haulotte Group et le client final, contrat cédé à l'organisme financier pour obtenir le financement de la vente.

L'analyse menée au regard des dispositions d'IAS 39 démontre que l'essentiel des risques et avantages liés à la créance détenue sur le client ne sont pas transférés aux organismes de financement compte tenu des garanties accordées par le Groupe. En conséquence de l'application conjointe des normes IAS 17 (ou IAS 18) et IAS 39, le Groupe a constaté pour les deux types

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

d'engagements mentionnés ci-dessus, des créances sur opérations de financement et des dettes financières à hauteur du capital restant dû par le client final à l'organisme financier, créances et dettes qui s'éteignent au furet à mesure des paiements des loyers par les clients à l'organisme de financement.

En revanche pour le troisième type de garantie accordée (engagement de rachat à la valeur résiduelle) le risque de crédit et de décalage de paiement du client sont supportés entièrement par l'organisme de financement.

Par ailleurs, Haulotte Group propose systématiquement à ses clients la possibilité d'acquérir l'équipement concerné à un prix égal à cette même valeur résiduelle. Les données actuelles du marché confirment que le rachat de l'équipement à la valeur résiduelle constitue une option attractive toujours exercée par le client à ce jour. Le caractère préférentiel de la valeur résiduelle garantie par Haulotte Group par rapport à la valeur d'occasion de l'équipement est vérifié à chaque transaction.

Le risque lié à la valeur résiduelle en théorie conservé par Haulotte Group est dans ce contexte très faible. En conséquence, la quasi-totalité des risques et avantages liés à la créance étant transféré à l'organisme de financement, la garantie de valeur résiduelle accordée par Haulotte Group est mentionnée en engagements hors bilan.

### b) Opérations de crédit-bail adossé

Le Groupe Haulotte a, par le passé, effectué un volume significatif de ventes d'équipements par le biais de contrats de crédit-bail adossés.

Le mécanisme du crédit bail adossé consiste à vendre les équipements à un organisme financier, à lui louer ces équipements par le biais d'un contrat de crédit-bail, puis à les donner en sous-location à l'utilisateur final (location-financement). La vente à un organisme

financier suivie d'une reprise de la nacelle en crédit-bail n'est réalisée que dans la mesure où, dans le même temps, la nacelle a déjà trouvé un sous-locataire (utilisateur final ou loueur).

Ces opérations sont qualifiées de contrat de location financement au regard de la norme IAS 17 et le traitement comptable suivant a été appliqué :

- l'opération de cession de l'équipement à l'organisme financier est analysée comme un emprunt garanti et comptabilisée sous forme de dettes au passif du bilan,
- les loyers versés à l'organisme financier au titre du crédit bail sont ventilés entre les charges financières présentées dans la rubrique "coût des ventes" du compte de résultat et le remboursement du capital (note 31),
- la vente de l'équipement est constatée en "produits des activités ordinaires" lors de la signature du contrat de sous-location avec l'utilisateur final de l'équipement, ce contrat étant qualifié de location-financement.
- une créance d'exploitation est constatée vis à vis du client final ventilée en actif courant pour la fraction des loyers devant être encaissée à moins d'un an et en actif non courant pour le solde,
- ventilation des paiements reçus au titre de la location entre produits financiers présentés dans la rubrique "produits des activités ordinaires" du compte de résultat et amortissement de la créance.

Compte tenu du refinancement global des contrats de crédit-bail liant le Groupe aux organismes financiers initié en 2005 et finalisé en 2006, le strict adossement de la créance et de la dette de crédit-bail n'est plus réalisé.

En conséquence, la dette vis-à-vis de l'organisme de crédit-bail est remplacée par l'emprunt contracté par le Groupe au titre du refinancement et le remboursement de cet emprunt se substitue aux loyers versés à l'organisme financier.

Les charges financières relatives à cet emprunt sont présentées dans la rubrique « coût de l'endettement financier net » du compte de résultat.

### 3.8 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement maintenus à leur coût amorti, calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

### 3.9 Engagement de retraite et assimilés

Le Groupe provisionne les engagements en matière de retraite et assimilés vis à vis de ses salariés ainsi que les médailles du travail. Le Groupe Haulotte dispose de régimes à prestations définies. Les engagements correspondants ont été estimés selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière, en tenant compte des dispositions légales et des conventions collectives et en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement de la rotation du personnel, des tables de mortalité et d'hypothèses d'augmentation de salaires et d'inflation. L'obligation au titre du régime à prestations définies a été calculée au titre de l'exercice par un actuaire indépendant.

Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles sont intégralement comptabilisés en résultat de la période au cours de laquelle ces écarts sont dégagés.

### 3.10 Provisions

De façon générale, des provisions sont comptabilisées lorsque :

- le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé,
- qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

- que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Ainsi, le Groupe accorde sur ses produits une garantie constructeur à ses clients. Les coûts de garantie prévisibles relatifs aux produits déjà vendus font l'objet d'une provision statistique sur la base des données historiques.

D'autres provisions sont également constituées dans le respect des principes indiqués ci-dessus en cas de litiges, de fermetures de site le cas échéant ou de tout autre événement répondant à la définition d'un passif. Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

### 3.11 Impôts différés

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs, sur les retraitements pratiqués dans les comptes consolidés ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Ils sont calculés selon la méthode du report variable société par société en utilisant les taux d'impôt applicables pour les exercices ultérieurs.

Les actifs d'impôts différés résultant des différences temporaires ou des reports fiscaux déficitaires sont constatés s'il existe une réelle probabilité d'imputation sur des bénéfices fiscaux futurs à un horizon prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si les entités appartiennent au même groupe fiscal et si elles disposent d'un droit exécutoire à les compenser.

### 3.12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités et les valeurs mobilières de placement. Ces dernières sont essentiellement constituées de Sicav monétaires et de dépôts à terme.

Les Sicav monétaires dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable sont enregistrées à leur coût d'achat. Lorsque la valeur comptable est inférieure au cours de bourse, ou à défaut, à la valeur probable de réalisation, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépôts à terme ont fait l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courte entre la date de souscription et la date de clôture.

### 3.13 Plans d'options de souscriptions d'actions

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui est dénoué en instruments de capitaux propres.

Des options de souscription d'actions sont accordées aux salariés de l'entreprise. Ces options sont évaluées à la date de l'octroi, selon le modèle mathématique Black and Scholes dont les hypothèses principales sont mentionnées en note 23.

La juste valeur des options est comptabilisée dans le compte de résultat en charge de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'acquisition définitive des droits, en contrepartie des capitaux propres.

Conformément aux dispositions transitoires de la norme, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas acquis le 1er janvier 2005 sont concernés par cette comptabilisation.

### 3.14 Actifs et passifs en cours de cession

La norme IFRS 5 impose des modalités de classement spécifiques, notamment pour les groupes d'actifs détenus en vue de la vente. Un groupe d'actif peut inclure des actifs courants et non courants et des passifs directement liés à ces actifs lors d'une transaction unique. Ce groupe d'actifs est considéré comme détenu en vue de la vente (et classé dans cette

rubrique à la clôture de l'exercice) si les critères suivants sont remplis :

- il est disponible pour une cession immédiate dans son état actuel,
- la cession est hautement probable.

Les actifs composant le groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de la juste valeur nette des frais de cession. Les éléments répondant aux critères ci-dessus sont présentés distinctement au bilan, au niveau des éléments courants.

## Note 4

### Gestion des risques financiers

#### a) Risque de change

Une part significative des ventes du Groupe Haulotte est réalisée dans des monnaies autres que l'Euro, en particulier le Dollar américain ou la Livre britannique. Ces ventes en devises sont réalisées principalement par les filiales du Groupe dans leur monnaie fonctionnelle, ne générant pas de risque de change transactionnel à leur niveau.

Les principales sources de risque de change du Groupe Haulotte sont donc liées aux flux de facturation inter-compagnies entre les sociétés du Groupe lorsqu'elles facturent ou achètent des produits ou services dans une devise autre que leur devise fonctionnelle (flux d'exportation des filiales de production localisées en zone euro et exportant dans la devise locale des filiales de commercialisation).

La gestion de cette exposition est gérée par Haulotte Group SA. Les positions de change transactionnelles ouvertes au bilan sont couvertes partiellement dans les principales devises par l'intermédiaire d'instruments financiers simples (vente/achat à terme devise contre euro).



## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### b) Risque de taux

Le Groupe privilégie un endettement à taux variable permettant plus de souplesse. Pour se couvrir contre les risques de fluctuation des taux d'intérêts, le Groupe saisit les opportunités de marché en fonction de l'évolution des taux. Il n'y a pas de couverture systématique du risque de taux.

Pour la couverture des risques de marché (taux et risque de change) le Groupe Haulotte a recours à des instruments financiers dérivés. Ces dérivés sont destinés à couvrir la juste valeur d'actifs ou de passifs comptabilisés (couverture de juste valeur) ou de flux futurs (couverture de flux de trésorerie). Néanmoins, dans la mesure où les instruments financiers détenus par le Groupe Haulotte ne satisfont pas strictement aux conditions de la comptabilité de couverture, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Conformément aux dispositions des normes IAS 32 et 39, les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

### c) Risque de crédit

Le risque de crédit provient essentiellement des expositions de crédits aux clients, notamment des créances non réglées et des transactions engagées.

Afin de limiter ce risque, le Groupe a mis en place des procédures de notation (interne ou indépendante) destinées à évaluer la qualité de crédit des clients (nouveaux ou anciens) sur la base de leur situation financière, des données historiques de paiement et tout autre facteur pertinent.

Le risque de crédit est également limité par le fait qu'en cas de défaut de paiement des clients, le Groupe Haulotte dispose de la possibilité de récupérer les biens représentatifs des créances. Les provisions pour dépréciation de créances sont déterminées selon ce principe (note 3.7).

### d) Risque de liquidité

La gestion de trésorerie de Haulotte Group est centralisée. L'équipe centrale gère le financement courant et prévisionnel de la société mère et des filiales.

L'ensemble des excédents de trésorerie est placé par la société mère, à des conditions de marché, en SICAV monétaires ou comptes de dépôt à terme sans risque sur le montant du capital.

Le Groupe dispose depuis 2005 d'un emprunt syndiqué de 360 millions d'Euros sur 7 ans se décomposant en quatre tranches destinés au refinancement de la dette existante, au financement des investissements, au financement des acquisitions, au financement du BFR. Au 31 décembre 2007, le montant utilisé s'élève à 79 millions d'Euros.

## Note 5 Principes et méthodes d'évaluation du compte de résultat

### 5.1 Reconnaissance des produits

Les produits des activités ordinaires comprennent la vente de biens et services, constituée notamment par :

- les ventes autofinancées par le client,
- les ventes réalisées dans le cadre du crédit-bail adossé ainsi que les revenus financiers correspondants (note 3.7),
- les ventes assorties de garanties consenties par Haulotte Group S.A. pour l'obtention du financement par le client (note 3.7),
- les locations de nacelles élévatrices,
- les prestations de services.

Les ventes de biens sont comptabilisées nettes de taxe sur la valeur ajoutée, à la date de transfert des risques et avantages liés à la propriété qui correspond généralement à la date d'expédition des produits aux clients après l'obtention d'assurance suffisante quant au règlement prévu contractuellement.

Les produits financiers perçus dans le cadre des contrats de crédit-bail adossé sont comptabilisés en fonction du taux d'intérêt effectif.

Les revenus liés aux prestations de services sont comptabilisés au cours de la période durant laquelle les services sont rendus.

### 5.2 Coût des ventes

Le coût des ventes comprend les coûts directs et indirects de production, les variations de stocks, les provisions sur stocks, les coûts de la garantie, les variations de juste valeur des instruments de couverture des opérations en devises ainsi que les charges d'intérêts payés dans le cadre des opérations de crédit-bail adossé.

### 5.3 Frais commerciaux

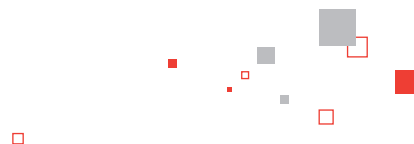
Ce poste comprend notamment les frais liés à la fonction commerciale, et les dotations / reprises de provisions pour dépréciation des comptes clients.

### 5.4 Frais administratifs et généraux

Ce poste comprend les coûts indirects de location, les frais administratifs et de direction.

### 5.5 Frais de recherche et développement

Les dépenses liées aux activités de recherche sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.



## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

Les frais de développement sont comptabilisés en charge de la période sauf s'ils satisfont aux critères de capitalisation énoncés par l'IAS 38 (cf. 3.2.a). Il s'agit des dépenses engagées sur des projets de développement de nouvelles catégories de machines ou de nouveaux composants jugés techniquement viables et dont il est probable qu'ils généreront des avantages économiques.

### 5.6 Autres produits et charges opérationnels

Cette rubrique comprend :

- les plus ou moins values de cession à l'exclusion de celles réalisées par les sociétés de location,
- la dépréciation des coûts de développement,
- les produits ou charges relatifs à des litiges, inhabituels, anormaux ou peu fréquents (comptabilisés dans la rubrique « produits ou charges nettes sur opérations de gestion » de la note 37).

### 5.7 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel regroupe l'ensemble des charges et produits directement liés aux activités du Groupe, que ces éléments soient des éléments récurrents du cycle d'exploitation ou qu'ils résultent d'événements ou de décisions ponctuels ou inhabituels, y compris d'événements extraordinaires.

### 5.8 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement brut qui inclut principalement les charges d'intérêts (calculées au taux d'intérêt effectif - TIE) ainsi que les variations de juste valeur des instruments financiers destinés à couvrir les risque de taux.

### 5.9 Autres produits et charges financiers

La rubrique autres produits et charges financiers comprend les rendements perçus sur placements de trésorerie (produits d'intérêts, plus ou moins value de cessions de valeur mobilière de placement...).

### 5.10 Résultats par action

Le résultat net de base par action présenté en pied de compte de résultat est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice revenant à Haulotte Group S.A. et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de ce même exercice, déduction faite du nombre moyen pondéré d'actions auto détenues.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, tels que les options de souscriptions d'actions.

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 6 - Périmètre de consolidation

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2007 sont les suivantes :

Entités	SIREN	Pays	% d'intérêt	Méthode de consolidation
HAULOTTE GROUP S.A.	332 822 485	France	Mère	
HAULOTTE FRANCE S.A.R.L.	344 498 274	France	99,99%	Intégration globale
ABM INDUSTRIES S.A.S	414 429 647	France	100%	Intégration globale
TELESCOPELLE S.A.S	413 096 728	France	100%	Intégration globale
LEV S.A.S	316 358 134	France	100%	Intégration globale
ROYANS LEVAGE SAS	334 160 280	France	100%	Intégration globale
LEV LUX S.À.R.L.		Luxembourg	100%	Intégration globale
NO.VE. SRL		Italie	100%	Intégration globale
L.M.E. S.A.		Espagne	100%	Intégration globale
HAULOTTE ARGES		Roumanie	100%	Intégration globale
HAULOTTE CANTABRIA		Espagne	99,94%	Intégration globale
HAULOTTE HUBARBEITSBUHNEN GMBH		Allemagne	100%	Intégration globale
HAULOTTE UK LTD		Angleterre	100%	Intégration globale
HAULOTTE ITALIA S.R.L.		Italie	99%	Intégration globale
HAULOTTE AUSTRALIA PTY LTD		Australie	100%	Intégration globale
HAULOTTE IBERICA S.L.		Espagne	98,71%	Intégration globale
HAULOTTE NETHERLANDS B.V		Pays-Bas	100%	Intégration globale
HAULOTTE US INC		Etats-Unis	100%	Intégration globale
HAULOTTE SCANDINAVIA AB		Suède	100%	Intégration globale
HAULOTTE PORTUGAL		Portugal	98,71%	Intégration globale
HAULOTTE DO BRAZIL LTDA		Brésil	99,98%	Intégration globale
HAULOTTE VOSTOK OOO		Russie	100%	Intégration globale
HAULOTTE POLSKA ZOO		Pologne	100%	Intégration globale
MUNDILEVAÇÃO-ALUG. TRANSP. PLATAFORMA		Portugal	90%	Intégration globale
UK PLATFORMS LTD		Angleterre	100%	Intégration globale
UK TRAINING LTD		Angleterre	100%	Intégration globale
HAULOTTE SINGAPORE		Singapour	100%	Intégration globale
HAULOTTE SHANGHAI		Chine	100%	Intégration globale
HAULOTTE MEXIQUE		Mexique	95%	Intégration globale
HAULOTTE ARGENTINE		Argentine	100%	Intégration globale
HAULOTTE MIDDLE EAST		Dubai	100%	Intégration globale

Les comptes des sociétés consolidées sont arrêtés au 31 décembre de chaque exercice présenté.

### Note 7 - Variations de périmètre

Trois filiales de distribution ont été créées sur l'exercice 2007 : Haulotte Mexique détenue à 95%, Haulotte Middle East et Haulotte Argentine toutes les deux détenues à 100%.

Locav Srl a procédé, le 8 mai 2007, à l'acquisition du solde du capital de la société de location italienne Nove Srl située à Rome, dont elle détenait jusque-là 60 % du capital.

L'écart d'acquisition complémentaire positif s'élève à 710 K€ (note 9), résultant de l'écart non affecté suite à l'exercice d'allocation du prix d'acquisition des 40% de la société Nove.

La société Locav Srl a fusionné le 1<sup>er</sup> juin 2007 avec sa filiale détenue à 100% Locav Campania. La société Nove Srl a absorbé le 1<sup>er</sup> octobre 2007 sa société mère, actionnaire à 100%, Locav Srl. L'impact de cette restructuration juridique entre sociétés intégrées globalement a été éliminé dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007.

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 8 - Actifs et passifs destinés à être cédés

Le Groupe ayant décidé de céder sa filiale Lev en décembre 2007, les éléments relatifs à cette cession d'actifs en cours à la clôture sont présentés conformément au principe énoncé en note 3.14. La transaction a été finalisée en janvier 2008 (cf. note 50).

Le tableau ci-dessous présente le détail des actifs et passifs destinés à être cédés regroupés sur deux lignes distinctes du bilan actif et passif 2007.

	<b>2007</b>
Immobilisations incorporelles	18
Immobilisations corporelles	29 479
Actifs financiers	142
Stocks	202
Clients	10 627
Autres débiteurs	(19)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 451
<b>Total des actifs destinés à être cédés</b>	<b>41 900</b>
Dettes financières à long terme	(743)
Impôt différé passif	(2 608)
Provisions non courantes	(486)
Fournisseurs	(2 434)
Autres créditeurs	(4 432)
Dettes financières à court terme	(20)
Provisions	(522)
<b>Total des passifs destinés à être cédés</b>	<b>(11 245)</b>

Le tableau ci-dessus n'inclut pas les dettes intra-groupe des sociétés Lev et Royans Levage qui totalisent 17 M€ au 31 décembre 2007.

### Note 9 - Ecart d'acquisition

Au 31/12/07			
Sociétés détenues	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
UK Platforms	12 158	(12 158)	0
ABM	1 294	(1 294)	0
Haulotte France	54	(54)	0
Nove	2 580		2 580
<b>Total</b>	<b>16 086</b>	<b>(13 506)</b>	<b>2 580</b>

Au 31/12/06			
Sociétés détenues	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
UK Platforms	12 158	(12 158)	0
ABM	1 294	(1 294)	0
Haulotte France	54	(54)	0
Locav	260		260
Nove	1 584		1 584
Locav Campania	26		26
<b>Total</b>	<b>15 376</b>	<b>(13 506)</b>	<b>1 870</b>

La variation de l'écart d'acquisition entre les deux périodes présentées (soit 710 K€) est intégralement imputable à l'écart d'acquisition dégagé lors de l'acquisition par Locav Srl du complément de participation dans la société Nove en mai 2007 (Note 7).

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 10 - Immobilisations incorporelles

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Transfert et autre	Actifs destinés à être cédés	31/12/2007
- Frais de Développement	7 405	533				7 938
- Concessions, Brevets, Licences	4 334	2 319	(1)		(51)	6 601
- Immobilisations Incorporelles Autres	279	97	(184)	(20)		171
<b>Valeurs brutes</b>	<b>12 018</b>	<b>2 949</b>	<b>(185)</b>	<b>(20)</b>	<b>(51)</b>	<b>14 710</b>
- Amortissements / Dépréciation coût de développement	4 157	1 682				5 839
- Amortissements Concessions, Brevets, Licences...	2 604	862	(1)		(33)	3 432
- Amortissements Immos Incorp. (Autres)	118	15	(43)	(4)		86
<b>Amortissements et provisions</b>	<b>6 879</b>	<b>2 559</b>	<b>(44)</b>	<b>(4)</b>	<b>(33)</b>	<b>9 356</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>5 139</b>	<b>390</b>	<b>(141)</b>	<b>(16)</b>	<b>(18)</b>	<b>5 354</b>

L'augmentation du poste Brevets et licences pour 2,3 M€ correspond pour l'essentiel aux investissements informatiques. Les amortissements des coûts de développement sont inclus dans la rubrique « coût des ventes » du compte de résultat. Les dépréciations constatées sur les coûts de développement, soit 511 K€ sont comptabilisées dans les « autres produits et charges opérationnels » du compte de résultat (voir note 3.2).

### Note 11 - Immobilisations corporelles

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Transfert et autre*	Variations de change	Actifs destinés à être cédés	31/12/2007
- Terrains	1 776	3 983			(90)	(147)	5 522
- Constructions	14 930	2 051	(11)	551	(2)	(970)	16 549
- Installations techniques	13 177	3 206	(410)	2967	(56)	(504)	18 380
- Parc de nacelles en location	87 890	16 241	(5 818)	1 406	(2 188)	(47 238)	50 293
- Immobilisations Corporelles Autres	4 995	3 435	227	7	(152)	(69)	8 443
- Immobilisations Corporelles en cours	4 684	727		(3 117)	(88)	(791)	1 415
<b>Valeurs brutes</b>	<b>127 452</b>	<b>29 642</b>	<b>(6 012)</b>	<b>1 814</b>	<b>(2 576)</b>	<b>(49 719)</b>	<b>100 602</b>
- Provisions / Terrains	6	13		45		(63)	
- Amortissements Constructions	5 500	1 009	(8)	173		(365)	6 309
- Amortissements Installations techniques	7 156	1 204	(324)	(78)	(6)	(332)	7 620
- Amortissement parc de nacelles en location	25 446	16 020	(2 420)	2 400	(745)	(19 457)	21 244
- Amortissements Immo.Corp. (Autres)	2 217	1 057	(277)	25	(47)	(23)	2 954
<b>Amortissements et provisions</b>	<b>40 325</b>	<b>19 303</b>	<b>(3 029)</b>	<b>2 565</b>	<b>(797)</b>	<b>(20 240)</b>	<b>38 127</b>
<b>Valeurs nettes</b>	<b>87 127</b>	<b>10 339</b>	<b>(2 983)</b>	<b>(750)</b>	<b>(1 779)</b>	<b>(29 479)</b>	<b>62 475</b>

\* Les montants indiqués en colonne « transferts et autre » correspondent pour l'essentiel au reclassement en immobilisations des immobilisations en cours de l'année précédente.

L'augmentation du poste « Terrains » de 4,0 M€ correspond pour 2,8 M€ à l'acquisition d'un terrain à Madrid destiné à la construction d'un nouveau bâtiment devant permettre de rationaliser les implantations d'Haulotte Iberica et accompagner son développement.

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

L'augmentation du poste « parc de nacelles en location » pour 16,2 M€ est essentiellement liée à l'acquisition de nacelles élévatrices par les sociétés de location : 6,5 M€ par la filiale LEV S.A.S, 2,9 M€ par la société UK Platforms, 0,3 M€ par la société L.M.E. 5,7 M€ par la société Nove et 0,8 M€ par la société Royans Levage.

De plus, des cessions significatives ont également été réalisées par les sociétés de location : LEV S.A.S pour 2 M€ en brut soit 1,1 M€ en valeur nette et UK Platforms pour 2,2 M€ en brut soit 1 M€ en valeur nette. Ces cessions ont généré une plus value de 1 M€.

Le poste immobilisation en cours comprend, pour 1 M€, les investissements de la nouvelle filiale de production Haulotte Arges, opérationnelle depuis le premier trimestre 2007.

### Note 12 - Actifs financiers

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variations de change	Actifs destinés à être cédés	31/12/2007
Actifs Financiers - Autres	1 447	352	(786)	(25)	(142)	845
Créances Rattachées aux participations	26	9	(50)	19		4
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 473</b>	<b>361</b>	<b>(836)</b>	<b>(6)</b>	<b>(142)</b>	<b>849</b>

Les actifs financiers autres sont composés de prêts, dépôts et cautionnement vis-à-vis de tiers hors groupe.

### Note 13 - Stocks

Au 31/12/2007

	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières	36 131	753	35 378
En cours de production	17 975	265	17 710
Produits intermédiaires et finis	63 986	2 858	61 128
Marchandises	18 884	2 828	16 056
<b>Total</b>	<b>136 976</b>	<b>6 704</b>	<b>130 272</b>

Au 31/12/2006

	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Matières premières	23 432	734	22 698
En cours de production	10 354		10 354
Produits intermédiaires et finis	41 387	4 736	36 652
Marchandises	11 338	1 654	9 685
<b>Total</b>	<b>86 511</b>	<b>7 123</b>	<b>79 388</b>

Les dépréciations sur stocks s'établissent ainsi à :

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variations de change	Actifs destinés à être cédés	31/12/2007
Dépréciations sur stocks	7 123	4 738	(4 908)	(249)	0	6 704

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 14 - Créances clients et comptes rattachés

Au 31/12/2007

	Valeur brute	Provision	31/12/2007
<b>Actifs Non Courants</b>			
Créances sur opérations de financement à plus d'un an	47 109		47 109
<i>Dont créances de crédit bail adossé et location financement</i>	3 851		3 851
<i>Dont garanties données</i>	43 258		43 258
<b>sous-total</b>	<b>47 109</b>		<b>47 109</b>
<b>Actifs Courants</b>			
Créances clients et comptes rattachés	263 634	11 363	252 271
Créances sur opérations de financement à moins d'un an	33 425	20	33 405
<i>Dont créances de crédit bail adossé et location financement</i>	13 361	20	13 341
<i>Dont garanties données</i>	20 064		20 064
<b>sous-total</b>	<b>297 059</b>	<b>11 383</b>	<b>285 676</b>
<b>Total</b>	<b>344 168</b>	<b>11 383</b>	<b>332 785</b>

Au 31/12/2006

	Valeur brute	Provision	31/12/2006
<b>Actifs Non Courants</b>			
Créances sur opérations de financement à plus d'un an	64 513		64 513
<i>Dont créances de crédit bail adossé et location financement</i>	18 354		18 354
<i>Dont garanties données</i>	46 159		46 159
<b>sous-total</b>	<b>64 513</b>		<b>64 513</b>
<b>Actifs Courants</b>			
Créances clients et comptes rattachés	237 688	13 430	224 258
Créances sur opérations de financement à moins d'un an	39 556	851	38 705
<i>Dont créances de crédit bail adossé et location financement</i>	18 098	851	17 247
<i>Dont garanties données</i>	21 458		21 458
<b>sous-total</b>	<b>277 244</b>	<b>14 281</b>	<b>262 963</b>
<b>Total</b>	<b>341 757</b>	<b>14 281</b>	<b>327 476</b>

La juste valeur des « créances clients et comptes rattachés » classées en actif courant est équivalente à la valeur comptable compte tenu de leur échéance principalement à court terme (inférieure à 1 an). La juste valeur des créances liées au crédit bail adossé et à la location financement correspond, conformément à la norme IAS 17, à la juste valeur du bien au commencement du contrat de location (prix de vente comptant net de remise) ou si elle est inférieure à la valeur actualisée des loyers au taux implicite des contrats. Comme décrit dans la note 3.7, la juste valeur des créances au titre desquelles le Groupe Haulotte a consenti des garanties à l'organisme prêteur du client, représente le capital restant dû par le client du Groupe Haulotte à l'organisme financier. La créance et la dette correspondante s'éteignent au fur et à mesure du paiement des loyers par le client à l'organisme de financement.

Les dépréciations sur comptes clients s'établissent ainsi à :

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variations de change	Provisions/ Actifs destinés à être cédés	31/12/2007
Dépréciations sur comptes clients	14 281	10 011	(10 937)	(319)	(1 653)	11 383

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

Les créances clients nettes de provision sont détaillées par échéance dans le tableau ci-dessous :

	Total	Non échues	Echues		
			moins de 60 jours	60 à 120 jours	Plus de 120 jours
Créances clients nettes	332 785	303 208	12 874	7 196	9 507

Les créances échues sont analysées au cas par cas au regard notamment des cotations clients établies au sein du Groupe (cf. note 4.c). Au regard de ces éléments et de l'analyse du risque qui en résulte, le Groupe détermine la pertinence de la constitution d'une provision. Le cas échéant, des provisions sont constatées afin de couvrir la différence entre la valeur comptable de la créance et la valeur estimée de revente de la machine appréciée sur la base d'une cote professionnelle.

### Note 15 - Autres débiteurs

	31/12/2007	31/12/2006
Autres créances	17 972	13 235
Avances et acomptes versés	604	1 105
Charges constatées d'avance	2 347	1 881
<b>Total</b>	<b>20 923</b>	<b>16 221</b>

Le poste « autres créances » regroupe principalement les créances de TVA.

### Note 16 - Créances par échéance

Au 31/12/07

	Montant	à un an au plus	à + d'un an et - de 5 ans
Créances clients et comptes rattachés	252 271*	252 271	0
Créances clients sur opérations de financement	80 514*	33 405	47 109
Autres débiteurs	20 924	20 924	0
<b>Total</b>	<b>353 709</b>	<b>306 600</b>	<b>47 109</b>

\*Dont 29 577 K€ de créances échues (cf. note 14)

Au 31/12/06

	Montant	à un an au plus	à + d'un an et - de 5 ans
Créances clients et comptes rattachés	224 258	224 258	0
Créances clients sur opérations de financement	103 218	38 705	64 513
Autres débiteurs	16 221	16 221	0
<b>Total</b>	<b>343 697</b>	<b>279 184</b>	<b>64 513</b>

### Note 17 - Impôts différés

Les impôts différés actifs sont compensés avec les impôts différés passifs générés sur la même juridiction fiscale. Les impôts différés sont recouvrables à moins d'un an à l'exception de ceux calculés sur la juste valeur du matériel de location, les provisions pour engagements de retraite, les écarts de conversion sur investissements nets à l'étranger et les amortissements et frais de développement.

Les actifs d'impôts différés au titre des pertes fiscales non reconnus s'élèvent à 6 635 K€.

Les impôts différés après compensation des actifs et passifs au sein d'une même juridiction fiscale évoluent comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Impôts différés actifs	8 042	2 677
Impôts différés passifs	(2 523)	(1 229)
<b>Total</b>	<b>5 519</b>	<b>1 448</b>



## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

La source des impôts différés est la suivante :

	31/12/2007	31/12/2006
Impôts différés sur retraitements de la juste valeur du matériel de location	16	(3 776)
Impôts différés sur retraitements de crédit bail et crédit bail adossé	(600)	(1 207)
Impôts différés sur provision pour engagements de retraite	274	351
Impôts différés sur retraitement des marges internes sur stocks et immobilisations	5 477	3 972
Impôts différés sur provisions non déductibles	2 736	3 584
Impôts différés sur différence de durée d'amortissement et frais de R&D	(2 861)	(2 468)
Impôts différés sur déficits fiscaux	1 364	59
Impôts différés sur écart de conversion sur investissements nets à l'étranger	(1 168)	
Impôts différés sur autres retraitements de consolidation	(572)	(14)
Impôts différés sur autres écarts temporaires	853	947
<b>Total</b>	<b>5 519</b>	<b>1 448</b>

La variation des impôts différés nets sur l'exercice est la suivante :

<b>Impôts différés nets au 1<sup>er</sup> janvier 2007</b>	<b>1 448</b>
Produit / (charge) d'impôts différés	93
Ecart de conversion	(127)
Reclassement d'IDA sur déficits fiscaux*	1 510
Actifs et passifs destinés à être cédés**	2 608
Autres variations	(13)
<b>Impôts différés nets au 31 décembre 2007</b>	<b>5 519</b>

\*Impôt différé actif classé en dettes fiscales au 31 décembre 2006

\*\* Impôts différés relatifs aux actifs en cours de cession- note 8

Après compensation des impôts différés actifs avec les impôts différés passifs générés au sein d'une même juridiction fiscale les impôts différés actifs et passifs par nature se présentent comme suit :

<b>Impôts différés actifs :</b>	31/12/2007	31/12/2006
Impôts différés sur retraitements de la juste valeur du matériel de location	16	
Impôts différés sur retraitements de crédit bail et crédit bail adossé	417	103
Impôts différés sur retraitement des marges internes sur stocks et immobilisations	5 189	2 588
Impôts différés sur provisions non déductibles	1 128	46
Impôts différés sur déficits fiscaux	1 343	
Impôts différés sur autres retraitements de consolidation	(51)	(60)
<b>Total</b>	<b>8 042</b>	<b>2 677</b>

<b>Impôts différés passifs :</b>	31/12/2007	31/12/2006
Impôts différés sur retraitements de la juste valeur du matériel de location	0	(3 776)
Impôts différés sur retraitements de crédit bail et crédit bail adossé	(1 017)	(1 311)
Impôts différés sur retraitement des marges internes sur stocks et immobilisations	287	1 384
Impôts différés sur provision pour engagements de retraite	274	351
Impôts différés sur provisions non déductibles	1 608	3 539
Impôts différés sur différence de durée d'amortissement et frais de R&D	(2 861)	(2 468)
Impôts différés sur déficits fiscaux	21	59
Impôts différés sur écart de conversion sur investissements nets à l'étranger	(1 168)	
Impôts différés sur autres retraitements de consolidation	(521)	47
Impôts différés sur autres écarts temporaires	854	945
<b>Total</b>	<b>2 523</b>	<b>1 229</b>

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 18 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2007	31/12/2006
Disponibilités	46 962	61 209
SICAV Monétaires	734	6 790
Bons à moyen terme négociables		
<b>Total</b>	<b>47 696</b>	<b>67 999</b>

### Note 19 - Juste valeur des instruments dérivés

Les justes valeurs positives se présentent comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Ventes à Terme USD	3 475	2 413
Swaps de taux d'intérêt	1 266	1 073
Autres instruments financiers dérivés	18	56
<b>Total</b>	<b>4 759</b>	<b>3 542</b>

Les justes valeurs négatives se présentent comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Ventes à Terme GBP		(7)
Swaps de taux d'intérêt	(3 534)	(1 924)
<b>Total</b>	<b>(3 534)</b>	<b>(1 931)</b>

### Note 20 - Gestion du risque de change

Le tableau ci-dessous présente les positions en devises des créances commerciales et des dettes commerciales avant couverture :

#### Au 31/12/07

	EUR	AUD	GBP	SEK	USD	Autres
Créances commerciales	243 264	9 275	51 501	14 318	10 999	14 811
Dettes fournisseurs	(117 010)	0	(1 930)	(337)	(3 670)	(6 123)
<b>Position nette avant couverture</b>	<b>126 254</b>	<b>9 275</b>	<b>49 571</b>	<b>13 981</b>	<b>7 329</b>	<b>8 688</b>

#### Au 31/12/06

	EUR	AUD	GBP	SEK	USD	Autres
Créances commerciales	233 890	7 373	65 424	15 296	13 166	6 608
Dettes fournisseurs	(92 423)	(244)	(1 778)	(252)	(2 782)	38
<b>Position nette avant couverture</b>	<b>141 467</b>	<b>7 129</b>	<b>63 646</b>	<b>15 044</b>	<b>10 384</b>	<b>6 646</b>

Une appréciation de l'euro de 10% envers la livre sterling représenterait, hors prise en compte d'effets couverture, une charge supplémentaire dans les comptes consolidés de l'ordre de 4,9 M€.

Une appréciation de l'euro de 10% envers le dollar US représenterait, hors prise en compte d'effets de couverture, une charge supplémentaire dans les comptes consolidés de l'ordre de 700 K€.

### Note 21 - Capital social et prime d'émission

	31/12/2007	31/12/2006
Nombre d'actions	34 434 000	34 282 340
Valeur nominale en Euros	0,13	0,13
<b>Capital social en Euros</b>	<b>4 476 420</b>	<b>4 456 704</b>
<b>Prime d'émission en Euros</b>	<b>91 868 191</b>	<b>90 841 070</b>

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

L'augmentation de capital provient de la levée de 78 060 options de souscription d'action du plan attribuées aux salariés de la société le 2 juillet 2002 et de la levée de 73 600 options de souscription d'action du plan attribuées aux salariés de la société le 8 juillet 2003. Cette augmentation de capital est enregistrée en prime d'émission à hauteur de 1 027 K€.

Le dividende versé sur l'année 2007, au titre de l'année 2006, s'est élevé à 0,17 € par action, soit un montant total de 5 823 K€. Le dividende qui sera proposé aux actionnaires de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 avril 2008 est de 0,22 € par action.

### Note 22 - Actions auto détenues

	31/12/2007	31/12/2006
Nombre d'actions autodétenues	828 292	99 446
Pourcentage du capital autodétenu	2,41%	0,29%
Valeur nette comptable des titres autodétenus	17 472	2 065
Valeur de marché des titres autodétenus*	16 963	2 009

\* au cours du dernier jour ouvré de l'exercice

Au cours de l'exercice 2007, le Groupe a procédé à l'achat de 969 403 actions et à la vente de 240 557 actions ayant généré une plus value de 604 K€ neutralisée dans les capitaux propres consolidés.

### Note 23 - Plans d'options de souscription d'actions réservés aux salariés

	PLAN N°2	PLAN N° 3
Date du conseil d'administration	02/07/2002	08/07/2003
Nombre total d'options ayant été attribuées à l'origine	175 250	159 200
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31/12/2007	8 010	42 150
Début de la période d'exercice des options	2 juillet 2006 (sauf cas dérogatoires)	8 juillet 2007 (sauf cas dérogatoires)
Fin de la période d'exercice des options	2 juillet 2009	8 juillet 2010
Prix d'exercice	9,46 €	4,19 €
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2007	109 990	73 600

Dans le tableau ci-dessus, le nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31/12/2007 a été ajusté des départs des bénéficiaires ayant quitté le Groupe avant la date d'exercice possible des options.

Par ailleurs, pour l'ensemble des plans concernés, chaque option consentie donne droit à une action.

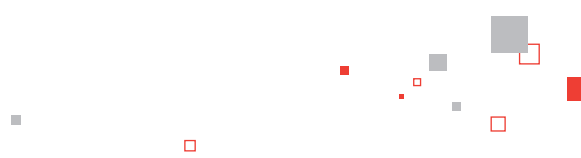
Seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005 sont retraités conformément aux dispositions IFRS 2. Seul le plan en date du 8 juillet 2003 est concerné par cette obligation.

Conformément aux principes de la norme IFRS 2, le Groupe Haulotte a comptabilisé en charge la juste valeur des services obtenus dans le cadre de plans de souscription d'actions accordés au personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres au fur et à mesure de leur consommation.

La juste valeur des options attribuées au titre de ce plan est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation Black and Scholes.

Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- prix de l'action à la date d'octroi : 4,19 €
- prix d'exercice : 4,19 €
- volatilité : 71%
- rendement du dividende : 1,67%
- durée de l'option : 7 ans
- taux d'intérêt annuel sans risque : 3,50%.



## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 24 - Provisions

	31/12/2006	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Transfert et autres	Actifs 31/12/2007 destinés à être cédés	31/12/2007
- Provisions garantie client	3 279	4 465	(3 489)		(28)		4 227
- Autres provisions pour risques	722	982	(26)	(645)	(3)	(451)	579
- Autres provisions pour charges	670	129	(714)		(3)	(71)	11
<b>Provisions court terme</b>	<b>4 671</b>	<b>5 576</b>	<b>(4 229)</b>	<b>(645)</b>	<b>(34)</b>	<b>(522)</b>	<b>4 817</b>
- Provision engagements retraite	1 829	441	(66)		(1)	(486)	1 717
<b>Provisions long terme</b>	<b>1 829</b>	<b>441</b>	<b>(66)</b>	<b>0</b>	<b>(1)</b>	<b>(486)</b>	<b>1 717</b>
<b>Total des provisions</b>	<b>6 500</b>	<b>6 017</b>	<b>(4 295)</b>	<b>(645)</b>	<b>(35)</b>	<b>(1 008)</b>	<b>6 534</b>

- Provision pour garantie : Le Groupe Haulotte provisionne les coûts de réparation ou de remplacement des produits vendus sous garantie à ses clients. La période de garantie est généralement comprise entre 1 et 2 ans. La dotation de l'exercice correspond au calcul statistique représentatif de la provision à la clôture de l'exercice et la reprise de la provision constatée à la clôture de l'exercice précédent a été présentée dans la colonne "Reprise (provision utilisée)".

- D'une manière générale, chacun des litiges connus dans lesquels une société du Groupe est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes, et après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires, ont, le cas échéant été constituées pour couvrir les risques estimés.

- Provisions pour engagements retraite : voir note 25.

### Note 25 - Engagements de retraite et assimilés

#### a) Hypothèses retenues

Les seuls avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés du Groupe correspondent au versement d'indemnités de fin de carrière et de médailles du travail.

Les engagements de retraite sont estimés selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière et sont provisionnés conformément aux principes exposés au paragraphe 3.9, en prenant en considération les hypothèses suivantes :

- un taux de turn-over déterminé sur la base des données historiques dont dispose le Groupe,
- un taux de revalorisation des salaires fonction de l'ancienneté, du profil de carrière attendu, des conventions collectives et du taux de l'inflation long terme de 2% soit au global un taux de 2.5%,
- un taux d'actualisation de 4 % basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé au 31 décembre 2005. Ce taux intègre un taux d'inflation long terme de 2 %,
- un départ à la retraite des salariés nés avant le 1er janvier 1950 : à l'âge de 62 ans pour les cadres, 60 ans pour les ETAM/ouvriers, 55 ans pour les conducteurs ;
- un départ à la retraite des salariés nés après le 1er janvier 1950 à l'âge de 65 ans pour les cadres, 63 ans pour les ETAM/ouvriers, 55 ans pour les conducteurs.

En ce qui concerne les indemnités de fin de carrière, le principe retenu est le départ à l'initiative des salariés donnant lieu à la prise en compte des charges sociales. Cette modalité de calcul s'inscrit dans le cadre de la Loi Fillon (promulguée le 21 août 2003).

#### b) Evolution de l'engagement sur l'exercice

<b>Valeur actualisée de l'engagement en début d'exercice (1<sup>er</sup> janvier 2007)</b>	<b>1 828</b>
Coût des services rendus dans l'exercice	344
Intérêts crédités dans l'exercice	93
Prestations réglées dans l'exercice	(123)
Passifs destinés à être cédés	(483)
Écarts actuariels	58
<b>Valeur actualisée de l'engagement en fin d'exercice (31 décembre 2007)</b>	<b>1 717</b>

Le Groupe n'a pas d'actifs de couverture et les écarts actuariels sont enregistrés en résultat.

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 26 - Emprunts et dettes financières

	31/12/2007	31/12/2006
<b>Dettes financières non courantes</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit > 1 an	114 873	132 445
<i>Dont garanties données</i>	43 258	46 159
<i>Dont dettes de crédit bail adossé</i>	235	636
Emprunts et dettes financières diverses	895	1 024
<b>sous-total</b>	<b>115 768</b>	<b>133 469</b>
<b>Dettes financières courantes</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit < 1 an	31 769	24 998
<i>Dont garanties données</i>	20 064	21 458
<i>Dont dettes de crédit bail adossé</i>	281	327
Emprunts et dettes financières diverses	8	
Découverts bancaires	683	152
<b>sous-total</b>	<b>32 460</b>	<b>25 150</b>
<b>Endettement financier brut</b>	<b>148 228</b>	<b>158 619</b>

En 2005, Haulotte Group a souscrit un emprunt syndiqué d'un montant de 330 000 K€ sur une durée de 7 ans, complété en juillet 2006 par un montant de 30 000 K€ le montant total du crédit est ainsi porté à 360 000 K€. Le prêt total de 360 000 K€ a été souscrit à un taux d'intérêt variable indexé sur l'Euribor 3 mois et se décompose en quatre tranches :

- Tranche A + avenant : 70 000 K€ destinés au refinancement de la dette existante
- Tranche B : 120 000 K€ destinés au financement des investissements
- Tranche C : 140 000 K€ destinés au financement des acquisitions
- Tranche D : 30 000 K€ destinés au financement du BFR.

Au 31 décembre 2007, le montant utilisé s'élève à 79 000 K€ (l'intégralité de la tranche A de 40 000 K€ et l'avenant de 30 000 K€ et à 9 000 K€ pour la tranche B). Pour se couvrir contre les risques de fluctuation de taux d'intérêt le Groupe a mis en place un contrat d'échange de taux (note 19).

Sous réserve de l'exigibilité anticipée prévue en cas de non-respect de certains ratios financiers, l'emprunt souscrit est remboursable conformément à l'échéancier présenté en note 29. Au 31 décembre 2007, les ratios sont respectés.

En contrepartie de l'emprunt syndiqué, les engagements suivants ont été consentis au pool bancaire :

- Nantissement du fonds de commerce d'Haulotte Group S.A.
- Nantissement des titres de la société Haulotte UK
- Gage des actions de la société LEV.

Les valeurs comptables des emprunts du Groupe sont libellées dans les monnaies suivantes :

	31/12/2007	31/12/2006
Euros	82 751	86 293
GBP	1 235	3 327
Autres	404	419
<b>Endettement financier brut hors Garanties données et dettes de crédit bail adossé</b>	<b>84 390</b>	<b>90 039</b>

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 27 - Gestion du risque de taux

Les emprunts et dettes financières ont les caractéristiques suivantes :

	31/12/2007	31/12/2006
- dont à taux fixe	68 017	78 410
- dont à taux variable	80 211	80 209
<b>Total des emprunts et dettes financières</b>	<b>148 228</b>	<b>158 619</b>

Une augmentation des taux de 1% entrainerait une charge financière supplémentaire maximum, hors prise en compte de l'effet de couverture, de l'ordre de 800 K€.

### Note 28 - Autres créditeurs

	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes reçus	3 891	961
Dettes sur immobilisations	434	4 252
Dettes fiscales et sociales	26 138	43 067
Autres dettes	8 133	4 686
Produits constatés d'avance	1 386	2 517
<b>Total</b>	<b>39 982</b>	<b>55 482</b>

### Note 29 - Dettes par échéances

31/12/2007

	montant brut	à un an au plus	à + d'un an et - de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	146 642	31 769	114 873	
<i>[dont retraitement des contrats de crédit-bail et autres garanties]</i>	63 838	20 345	43 493	
Emprunts et dettes financières diverses	1 586	691	895	
Avances et acomptes reçus	3 891	3 891		
Dettes sur immobilisations	434	434		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	129 070	129 070		
Dettes fiscales et sociales	26 138	26 138		
Autres	8 133	8 133		
Produits constatés d'avance	1 386	1 386		
<b>Total</b>	<b>317 280</b>	<b>201 512</b>	<b>115 768</b>	<b>0</b>

31/12/2006

	montant brut	à un an au plus	à + d'un an et - de 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	157 443	24 998	112 455	19 990
<i>[dont retraitement des contrats de crédit-bail et autres garanties]</i>	68 580	21 785	46 795	
Emprunts et dettes financières diverses	1 176	152	1 024	
Avances et acomptes reçus	961	961		
Dettes sur immobilisations	4 252	4 252		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 443	97 443		
Dettes fiscales et sociales	43 067	43 067		
Autres	4 686	4 686		
Produits constatés d'avance	2 517	2 517		
<b>Total</b>	<b>311 543</b>	<b>178 074</b>	<b>113 479</b>	<b>19 990</b>

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 30 - Produits des activités ordinaires

La note 42 sur l'information sectorielle présente le détail des produits des activités ordinaires.

### Note 31 - Coûts des ventes

	31/12/2007	31/12/2006
Coûts de production des ventes	431 639	340 096
Provisions stocks	(214)	1 511
Coûts de garantie	6 686	6 453
Intérêts payés au titre du crédit bail adossé *	304	1 171
<b>Total</b>	<b>438 415</b>	<b>349 232</b>

\* La diminution des intérêts payés au titre du crédit-bail adossé est à mettre en relation avec le refinancement global des contrats de crédit-bail (note 3.7).

### Note 32 - Frais administratifs et généraux

	31/12/2007	31/12/2006
Frais administratifs	33 254	27 208
Frais de direction	11 142	7 946
Divers	4 902	4 162
<b>Total</b>	<b>49 298</b>	<b>39 316</b>

### Note 33 - Frais de recherche et de développement

	31/12/2007	31/12/2006
Production immobilisée frais de développement	533	892
Amortissement des frais de développement	(1 171)	(832)
Crédit impôt recherche	296	923
Frais de développement engagés	(6 768)	(7 068)
<b>Total</b>	<b>(7 110)</b>	<b>(6 085)</b>

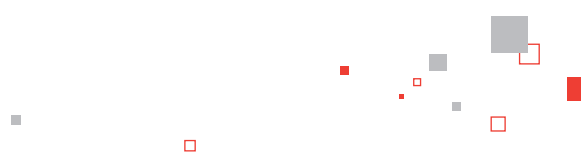
### Note 34 - Gains et pertes de change

	31/12/2007	31/12/2006
Pertes de change	(13 002)	(4 063)
Gains de change	10 778	4 562
<b>Total</b>	<b>(2 224)</b>	<b>498</b>

Les gains et pertes de change réalisés et latents liés aux transactions commerciales en devises sont enregistrés en marge opérationnelle à hauteur des montants mentionnés ci-dessus.

En 2006 les écarts de change sur les opérations de couverture étaient comptabilisés en résultat financier (note 38) pour un montant de 468 K€ (gains de change).

L'évolution du poste est la conséquence des variations du compte courant libellé en livre sterling avec les filiales anglaises et de l'évolution défavorable du dollar et de la livre sterling sur l'exercice.



## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 35 - Charges par nature du résultat opérationnel courant

Les charges récurrentes suivantes du résultat opérationnel courant sont imputées dans les rubriques appropriées du compte de résultat par fonction.

	31/12/2007	31/12/2006
Matières premières et autres fournitures consommées et variation des stocks de produits finis	(317 638)	(251 645)
Charges externes	(119 823)	(89 642)
Impôts et taxes	(7 341)	(5 376)
Frais de personnel	(64 730)	(53 881)
Charges nettes d'amortissements et perte de valeur	(21 332)	(21 572)
Gains et pertes de change	(2 224)	498
Autres charges et produits d'exploitation	(1 378)	(2 651)
<b>Total des charges par nature</b>	<b>(534 467)</b>	<b>(424 269)</b>

### Note 36 - Charges de personnel

	31/12/2007	31/12/2006
Salaires et traitements	45 697	37 729
Charges sociales	16 263	12 904
Participation des salariés	2 396	2 781
Indemnités de départs à la retraite	374	467
<b>Total</b>	<b>64 730</b>	<b>53 881</b>

Les frais de personnel sont imputés aux rubriques appropriées du compte de résultat par fonction.

### Note 37 - Autres produits et charges opérationnels

	31/12/2007	31/12/2006
Plus value sur cession d'actifs	93	88
Produits nets sur opération de gestion	(853)	976
Dépréciation des frais de développement	(511)	(2 496)
Dotation nette sur provision risques et charges	(13)	(90)
<b>Total</b>	<b>(1 284)</b>	<b>(1 522)</b>

L'ensemble des autres produits et charges opérationnels sont rattachables au secteur Production & Distribution. En application d'IAS 36 les coûts de développement ont été soumis à un test de dépréciation. L'évolution de certains projets a conduit à procéder à une dépréciation d'une partie des coûts préalablement immobilisés.

### Note 38 - Coût de l'endettement financier net

	31/12/2007	31/12/2006
Intérêts et Charges financières	(5 464)	(4 522)
Variation de juste valeur des instruments de couverture de taux	(1 443)	335
Produits financiers	1 191	979
<b>Total</b>	<b>(5 716)</b>	<b>(3 208)</b>

### Note 39 - Impôts sur les résultats

	31/12/2007	31/12/2006
Impôts exigibles	(37 030)	(33 531)
Impôts différés	93	2 048
<b>Total</b>	<b>(36 937)</b>	<b>(31 483)</b>

Haulotte Group SA est la tête du groupe d'intégration fiscale français comprenant au 31 décembre 2007 LEV S.A.S., Royans Levage S.A.S., Haulotte France S.A.R.L., ABM Industries S.A.S. et Telescopelle S.A.S. Haulotte UK Ltd est la tête du groupe d'intégration fiscale anglais comprenant au 31 décembre 2007 UK Platforms Ltd et UK Training Ltd. Ces conventions d'intégration fiscale prévoient que la charge d'impôt sur les sociétés soit supportée par les filiales comme en l'absence d'intégration fiscale.



## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Note 40 - Rapprochement entre charge d'impôt réelle et théorique

La différence entre le taux effectif d'imposition de 34,17 % (34,24 % en décembre 2006) et le taux normal en France de 34,43 % s'analyse comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Résultat comptable consolidé avant impôt	108 098	91 938
<b>Charge d'impôt théorique au taux en vigueur pour l'entreprise consolidante</b>	<b>37 218 (34,43%)</b>	<b>31 654 (34,43%)</b>
Impact des différences de taux d'imposition	(1 617)	(506)
Impact des charges et produits définitivement non déductibles/imposables	898	383
Impact de l'utilisation de déficits fiscaux n'ayant pas été activés	(46)	(1 613)
Impact des éliminations des opérations internes sur titres de participation	(676)	(86)
Impact des déficits n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'impôts différés	1 185	1 884
Impact des écarts d'acquisition (badwill/goodwill)		
Impact des intégrations fiscales et des crédits d'impôt	28	(176)
Autres	(53)	(57)
<b>Charge d'impôt effective</b>	<b>36 937 (34,17%)</b>	<b>31 483 (34,24%)</b>

### Note 41 - Résultats par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, à l'exception des actions acquises par le Groupe sans un but d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation afin de tenir compte de la conversion de toutes les actions potentiellement dilutives, en l'occurrence des options de souscriptions d'actions. Un calcul est réalisé pour déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être acquises à leur juste valeur (moyenne annuelle des valeurs boursières de l'action) en fonction de la valeur monétaire des droits de souscription attachés aux options en circulation. Le nombre d'actions ainsi déterminé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

	2007	2006
<b>Résultat net part du Groupe en milliers d'euro</b>	<b>71 005</b>	<b>60 392</b>
Nombre total d'actions en circulation	34 434 000	34 282 340
Nombre d'actions propres	828 292	99 446
Nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat de base par action	33 605 708	34 182 894
Ajustement relatif aux plans d'options de souscriptions d'actions	40 317	139 195
<b>Nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>33 646 025</b>	<b>34 322 089</b>

Résultat par action attribuable aux actionnaires

- de base	2,113	1,767
- dilué	2,110	1,760

### Note 42 - Informations sectorielles

Répartition du chiffre d'affaires

Par activité

	31/12/2007		31/12/2006	
Vente d'engins de manutention et de levage	557 033	86%	437 998	84%
Location d'engins de manutention et de levage	63 073	10%	58 243	11%
Services (1)	28 026	4%	23 034	4%
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>648 132</b>	<b>100%</b>	<b>519 276</b>	<b>100%</b>

(1) notamment pièces de rechange, réparations et financement

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### Par zone géographique

	31/12/2007		31/12/2006	
- Europe	574 067	89%	468 125	90%
- Reste du Monde	74 065	11%	51 151	10%
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>648 132</b>	<b>100%</b>	<b>519 276</b>	<b>100%</b>

Le chiffre d'affaires est présenté en fonction des zones où les clients sont localisés.

### Secteur primaire : résultat par secteurs d'activité

Au 31 décembre 2007, le Groupe est structuré en 3 principaux secteurs d'activité :

- la fabrication et la commercialisation de matériel de lavage,
- la location de matériel de lavage,
- les services (pièces de rechange, réparations et financement).

L'activité « autres » du Groupe comprend les éléments non affectés aux trois secteurs d'activité du Groupe ainsi que les éléments intersecteurs. Les données sectorielles intègrent, dans la colonne « Locations de machines », l'essentiel des actifs et passifs destinés à être cédés.

### 31 décembre 2007

	Production- Distribution de machines	Location de machines	Services	Autres*	Total
<b>Éléments du compte de résultat</b>					
<i>Produits Activités Ordinaires par secteurs</i>	569 195	63 939	29 803	-	662 937
<i>Ventes intersecteurs</i>	12 162	866	1 777	-	14 805
Produits Activités Ordinaires avec des clients externes	557 033	63 073	28 026	-	648 132
Résultat Opérationnel	131 288	5 375	4 173	(27 171)	113 665
<b>Actifs sectoriels</b>					
Actifs immobilisés	23 192	61 066	6 958	7 099	98 316
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 041	74	5	2 252	5 372
<i>dont Immobilisations corporelles</i>	20 152	60 992	6 953	3 856	91 953
<i>dont Actifs financiers</i>				991	991
Créances Clients sur opérations de financement			82 068	(1 554)	80 514
Stocks	121 538	1 706	7 230		130 474
Créances Clients et comptes rattachés	242 443	22 687	12 415	(14 647)	262 898
<b>Passifs sectoriels</b>					
Fournisseurs	80 978	13 830	18 373	18 323	131 504
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	59 813	89 179	148 991
<b>Autres informations</b>					
Charge d'amortissements et perte de valeur de la période	4 431	15 842	262	1 327	21 862
Investissements non financiers	9 131	17 458	1 712	4 289	32 591

\* comprend les éléments non affectés aux trois secteurs d'activité du groupe ainsi que les éliminations intersecteurs

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

### 31 décembre 2006

	Production- Distribution de machines	Location de machines	Services	Autres*	Total
<b>Éléments du compte de résultat</b>					
Produits Activités Ordinaires par secteurs	450 313	58 935	24 667	-	533 915
Ventes intersecteurs	12 315	691	1 633	-	14 639
Produits Activités Ordinaires avec des clients externes	437 998	58 243	23 034	-	519 276
Résultat Opérationnel	111 282	5 552	1 785	(23 592)	95 027
<b>Actifs sectoriels</b>					
Actifs immobilisés	18 950	66 306	3 439	5 044	93 739
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	4 516	36	26	561	5 139
<i>dont Immobilisations corporelles</i>	14 434	66 270	3 413	3 010	87 127
<i>dont Actifs financiers</i>				1 473	1 473
Créances Clients sur opérations de financement			108 293	(5 075)	103 218
Stocks	71 650	1 871	5 867		79 388
Créances Clients et comptes rattachés	192 646	21 702	16 189	(6 280)	224 258
<b>Passifs sectoriels</b>					
Fournisseurs	72 592	15 167	5 535	4 148	97 442
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-	63 208	94 235	157 443
<b>Autres informations</b>					
Charge d'amortissements et perte de valeur de la période	5 021	14 370	248	939	20 579
Investissements non financiers	6 399	16 976	3 027	3 845	30 248

\* comprend les éléments non affectés aux trois secteurs d'activité du groupe ainsi que les éliminations intersecteurs

### Secteur secondaire : actifs par secteurs géographiques

Les données sectorielles intègrent, dans la colonne « Europe », les actifs et passifs destinés à être cédés.

### 31 décembre 2007

	Europe	Reste du monde	Autres*	Total
Actifs immobilisés	96 108	2 208		98 316
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	5 360	12		5 372
<i>dont Immobilisations corporelles</i>	90 064	1 889		91 953
<i>dont Actifs financiers</i>	684	307		991
Créances Clients sur opérations de financement	80 514			80 514
Stocks	104 481	25 993		130 474
Créances Clients et comptes rattachés	262 923	28 008	(28 033)	262 898

### 31 décembre 2006

	Europe	Reste du monde	Autres*	Total
Actifs immobilisés	91 080	2 659		93 739
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	5 122	17		5 139
<i>dont Immobilisations corporelles</i>	85 522	1 605		87 127
<i>dont Actifs financiers</i>	437	1 036		1 473
Créances Clients sur opérations de financement	103 218			103 218
Stocks	60 369	19 019		79 388
Créances Clients et comptes rattachés	221 181	19 285	(16 208)	224 258

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

Les notes 43 à 45 détaillent les variations du tableau de flux de trésorerie. Les flux de trésorerie intègrent les actifs et passifs destinés à être cédés.

### Note 43 - Détail de la variation du besoin en fonds de roulement

	31/12/2007	31/12/2006
Variation des stocks	53 210	3 004
Variation des créances clients	40 720	59 926
Variation des dettes fournisseurs	(34 690)	(12 468)
Variation des autres dettes et autres créances	10 512	(3 970)
<b>Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité</b>	<b>69 752</b>	<b>46 491</b>

### Note 44 - Détail de la variation des créances sur opérations de financement

	31/12/2007	31/12/2006
Variation des créances clients brutes	(19 142)	(24 125)
Variation des provisions sur créances clients	836	2 542
<b>Variation des créances sur opérations de financement</b>	<b>(18 306)</b>	<b>(21 583)</b>

Les opérations de financement des ventes regroupent le crédit bail adossé, la location financement, les engagements de poursuite de loyers et les engagements de pools de risque.

Les transactions assorties d'engagements de pools de risque et d'engagement de poursuite de loyers par Haulotte Group SA sont des opérations caractérisées par un parfait adossement des créances et des dettes dont l'évolution parallèle ne génère aucun flux de trésorerie. Les créances et les dettes (de même montant) s'éteignent au fur et à mesure des paiements de loyers par le client à son organisme de financement. Ainsi ces opérations sont neutralisées au niveau du tableau de trésorerie car sans incidence en terme de cash.

La variation des créances liées au crédit bail adossé est présentée comme composante de la trésorerie d'activité ci-dessus. En revanche, la variation de la dette correspondante (strictement adossée à la créance ou résultant d'un financement global depuis que les contrats de crédit-bail adossé ont été rachetés par le biais d'un emprunt syndiqué) est présentée dans les flux de financement.

### Note 45 - Composantes de la trésorerie

	31/12/2007	31/12/2006
Caisses et comptes à vue	46 962	61 210
SICAV monétaires et titres négociables	734	6 790
Juste valeur instruments financiers	4 759	3 541
<b>Trésorerie du bilan</b>	<b>52 455</b>	<b>71 541</b>
Trésorerie des actifs destinés à être cédés	1 451	
Découverts bancaires	(684)	(152)
Juste valeur négative des instruments financiers	(3 534)	(1 931)
<b>Trésorerie du tableau de flux de trésorerie</b>	<b>49 688</b>	<b>69 458</b>

### Note 46 - Transactions avec les parties liées

#### Opérations avec les entreprises liées :

- La Société Solem SA, est l'actionnaire majoritaire de Haulotte Group S.A., avec 50,7% du capital social au 31 décembre 2007. Le Groupe Haulotte a réalisé avec Solem des produits à hauteur de 674 K€ en 2007 et 32 K€ en 2006, et a été facturé par Solem d'un montant de charges de 865 K€ en 2007 et 1 161 K€ en 2006.
- SCI Lancelot qui possède des dirigeants communs avec Haulotte Group S.A. a facturé au Groupe des loyers et accessoires au titre de l'utilisation des locaux de Saint-Priest : 435 K€ en 2007 et 416 K€ en 2006.

#### Sommes allouées aux dirigeants :

Les sommes allouées aux membres du conseil d'administration se sont élevées à 757 K€ à la charge du Groupe pour 2007 et à 655 K€ pour 2006. Ce montant provient de la refacturation par la société Solem S.A. de la quote part de prestations effectuées pour le Groupe par deux dirigeants. Il comprend les charges engagées par ces dirigeants pour le compte du Groupe.

## États financiers consolidés au 31 décembre 2007

Conformément au contrat d'assistance administrative générale et commerciale signé par Solem S.A. le prix de revient de la prestation est majoré d'une marge de 10%.

Aucun crédit ni avance n'a été consenti aux membres des organes d'administration et de direction. Il n'existe pas d'engagements en matière de pensions et indemnités assimilées au bénéfice des dirigeants actuels ou d'anciens dirigeants.

### Note 47 - Engagements hors bilan

	31/12/2007	31/12/2006
Engagements de rachat *	8 229	7 246
Part des emprunts inscrits au bilan garantis par des sûretés réelles**	81 669	83 125
Engagements donnés au titre de clauses de retour à meilleure fortune	1 171	1 220

\* Les engagements de rachat correspondent aux garanties de valeur résiduelle consenties par le groupe dans le cadre de contrats de financement de ses clients

\*\* Nantissement du fonds de commerce d'Haulotte Group S.A. et des titres de la société Haulotte UK ainsi que gage des actions de la société LEV en garantie de l'emprunt syndiqué de 330 M€ souscrit en 2005 avec une enveloppe complémentaire de 30 M€ souscrite en 2006 et dont 79 M€ ont été levés au 31 décembre 2006.

Dans le cadre du rachat de la société Nove, il est prévu un complément de prix basé sur les résultats 2007 et 2008 de cette filiale. A ce jour, les résultats 2007 et les prévisions 2008 ne devraient pas permettre le déclenchement de la clause de complément de prix. La ventilation par échéances des engagements hors bilan du Groupe est la suivante :

#### 31/12/2007

	montant brut	à un an au plus	à + d'un an et - de 5 ans	à plus de 5 ans
Engagements de rachat	8 229	1 114	7 025	90
Part des emprunts inscrits au bilan garantis au bilan par des sûretés réelles	81 669	11 161	70 508	

#### 31/12/2006

	montant brut	à un an au plus	à + d'un an et - de 5 ans	à plus de 5 ans
Engagements de rachat	7 246	1 274	5 966	6
Part des emprunts inscrits au bilan garantis au bilan par des sûretés réelles	83 125	2 352	60 275	20 497

### Note 48 - Engagements hors bilan donnés dans le cadre du Droit individuel à la formation

	Nombre d'heures
DIF	47 250

### Note 49 - Effectif moyen du Groupe

	31/12/2007	31/12/2006
Cadres	269	232
E.T.D.A.M. + ouvriers	1 701	1 273
<b>Effectif</b>	<b>1 970</b>	<b>1 505</b>

### Note 50 - Événement postérieur à la clôture

Haulotte Group a cédé, le 8 janvier 2008, les sociétés LEV, LEV Luxembourg et Royans Levage dont la contribution au chiffre d'affaires consolidé 2007 s'est élevée à 33 M€. La déconsolidation de ces entités sera réalisée sur 2008, exercice de la date de perte de contrôle effective de ces entités et devrait dégager une plus value nette consolidée légèrement supérieure à 30 M€. L'ensemble des impacts seront détaillés dans les états financiers semestriels 2008.

Aucun autre fait postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe n'a été relevé. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou d'autre fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Aux Actionnaires  
**HAULOTTE GROUP SA**  
La Péronnière  
42152 l'Homme

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Haulotte Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

• La note aux états financiers consolidés 3.7 (« Créances clients ») présente les modes de comptabilisation appliqués aux ventes pour lesquelles Haulotte Group consent des garanties aux organismes financiers afin de favoriser le financement de ses clients.

Nos travaux ont consisté à nous assurer que cette note fournit une information appropriée et à vérifier la correcte mise en œuvre des traitements comptables énoncés. A ce titre, nous avons examiné les procédures mises en place par Haulotte Group pour recenser les engagements contractuels concernés, nous avons obtenu des confirmations externes des établissements financiers et avons vérifié sur la base de sondages la correcte traduction comptable de ces opérations.

• Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur recouvrable, et nous nous sommes assurés que la note 3.2 (« Immobilisations incorporelles ») fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon et Paris, le 7 avril 2008  
Les Commissaires aux comptes

Comptes sociaux - Exercice arrêté au 31 décembre 2007

## Comptes sociaux - Exercice arrêté au 31 décembre 2007

### Bilan actif

En K€

	31/12/2007	31/12/2006
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		
Concessions, brevets et droits similaires	3 186	1 707
Fonds commercial	168	168
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		
Terrains	1 466	1 466
Constructions	9 473	8 619
Installations techniques, matériels et outillages industriels	18 370	38 146
Autres immobilisations corporelles	840	346
Immobilisations en cours	377	980
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		
Participations	8 822	6 330
Créances rattachées à participations	192 785	150 698
Autres titres immobilisés	17 472	1 945
Autres immobilisations financières	214	95
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>253 173</b>	<b>210 500</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>		
Matières premières, approvisionnements	28 810	20 493
En-cours de production de biens	11 704	10 256
Produits intermédiaires et finis	2 272	1 837
Marchandises	5 090	3 779
Avances et acomptes versés sur commandes	432	763
<b>CREANCES</b>		
Créances clients et comptes rattachés	165 633	132 170
Autres créances	13 421	9 238
<b>TRESORERIE</b>		
Valeurs mobilières de placement	689	6 665
Disponibilités	6 052	4 675
Charges constatées d'avance	842	477
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>234 945</b>	<b>190 353</b>
Ecarts de conversion actif	8 885	2 435
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>497 003</b>	<b>403 288</b>



## Comptes sociaux - Exercice arrêté au 31 décembre 2007

### Bilan passif

En K€

	31/12/2007	31/12/2006
Capital social	4 476	4 457
Primes d'émission	91 868	90 841
Réserve légale	446	444
Autres réserves	32 222	32 222
Report à nouveau	67 587	25 050
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>51 139</b>	<b>48 361</b>
Provisions réglementées	6 811	4 519
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>254 549</b>	<b>205 894</b>
Provisions pour risques	13 028	5 625
Provisions pour charges	1 037	1 428
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>14 065</b>	<b>7 053</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	80 408	80 018
Emprunts et dettes financières divers	646	587
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 342	336
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 847	85 683
Dettes fiscales et sociales	10 264	18 328
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9	567
Autres dettes	20 577	3 257
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	0	51
<b>DETTES</b>	<b>228 093</b>	<b>188 827</b>
Ecart de conversion passif	296	1 514
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>497 003</b>	<b>403 288</b>



## Comptes sociaux - Exercice arrêté au 31 décembre 2007

### Compte de résultat

En K€

	31/12/2007	31/12/2006
Ventes de marchandises	25 546	19 778
Production vendue de biens	472 378	364 504
Production vendue de services	30 232	29 894
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>528 156</b>	<b>414 176</b>
Production stockée	1 920	(2 613)
Production immobilisée		27
Subventions d'exploitation	126	18
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	9 482	6 357
Autres produits	110	23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>539 794</b>	<b>417 988</b>
Achats de marchandises	19 250	13 658
Variation de stocks (marchandises)	(1 640)	(727)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	313 860	243 308
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	(8 336)	(7 389)
Autres achats et charges externes	75 434	52 765
Impôts, taxes	4 486	2 800
Salaires et traitements	19 097	17 038
Charges sociales	7 926	6 556
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	20 272	14 311
Sur actif circulant : dotations aux provisions	4 051	2 502
Pour risques et charges : dotations aux provisions	3 819	3 065
Autres charges	96	475
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>458 315</b>	<b>348 362</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>81 479</b>	<b>69 626</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts	10 115	6 031
Reprises sur provisions	3 834	8 151
Gains de change	2 010	1 433
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	259	258
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>16 218</b>	<b>15 873</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	15 064	7 042
Intérêts et charges assimilées	5 142	3 363
Pertes de change	2 547	1 460
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>22 753</b>	<b>11 865</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(6 535)</b>	<b>4 008</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>74 944</b>	<b>73 634</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	761	1 003
Produits exceptionnels sur opérations en capital	5 344	6 879
Reprises sur provisions	1 678	675
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>7 783</b>	<b>8 557</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	295	118
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 724	5 068
Dotations aux provisions	3 662	2 469
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>6 681</b>	<b>7 655</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 102</b>	<b>902</b>
Participation des salariés	1 977	2 311
Impôts sur les bénéfices	22 930	23 864
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>563 795</b>	<b>442 418</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>512 656</b>	<b>394 057</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>51 139</b>	<b>48 361</b>

## Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2007

### A. FAITS CARACTERISTIQUES

La croissance de la société est restée particulièrement soutenue avec une augmentation du chiffre d'affaires de plus de 27% par rapport à l'exercice 2006. Au cours de l'exercice 2007, Haulotte Group a procédé à l'ouverture de trois nouvelles filiales de distribution qui se situent au Mexique, à Dubaï et en Argentine.

### B. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de :

- Prudence
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices comptables
- Permanence des méthodes comptables, à l'exception du changement de méthode décrit ci-après.

**B.1 Changement de méthode comptable : frais d'acquisition de titres**  
Conformément à l'avis rendu par le comité d'urgence du CNC numéro 2007-C du 15 juin 2007, Haulotte Group a choisi de modifier le traitement comptable des frais d'acquisition de titres. Les commissions, honoraires et droits de mutation relatifs aux acquisitions de titres étaient auparavant comptabilisés en charges.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, ces frais sont incorporés au coût de revient des titres et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une période de 5 ans.

Ce changement de méthode ne présente pas d'impact sur les comptes clos au 31 décembre 2007.

#### B.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition, hors frais financiers.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 à 7 ans, en fonction de leur durée d'utilité. Les modèles et dessins sont amortis sur 5 ans.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'un amortissement. S'il s'avère que sa valeur d'usage est inférieure à sa valeur d'origine, une dépréciation est constatée le cas échéant.

Les coûts de recherche et développement sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

#### B.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, hors coût d'emprunt.

Les immobilisations sont amorties en linéaire à compter de leur date de mise en service et sur leur durée d'utilisation prévue.

Lorsque, à l'intérieur d'une immobilisation déterminée, des éléments dissociables d'une valeur relative significative ont une durée d'utilisation prévue distincte de la durée d'utilisation de l'immobilisation elle-même, des composants spécifiques sont définis ; ces composants sont alors amortis sur la durée d'utilisation qui leur est propre.

La base de calcul de l'amortissement est constituée par le coût d'acquisition diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation prévue.

Les durées d'utilité sont définies pour chaque immobilisation. Elles varient habituellement de la façon suivante :

##### Bâtiments industriels :

- composant principal : 40 ans
- autres composants : 10 à 30 ans

#### Aménagements des constructions

- composant principal : 10 à 40 ans
- autres composants : 5 à 20 ans

#### Installations industrielles :

- composant principal : 10 à 15 ans
- autres composants : 4 à 40 ans

#### Autres installations et outillages :

3 à 20 ans

**Matériel de transport :** 5 ans

**Matériel informatique et bureautique :**

3 à 10 ans

**Mobilier de bureau :** 3 à 10 ans

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues à chaque clôture et ajustées le cas échéant.

Lorsque la valeur comptable d'un actif devient inférieure à sa valeur recouvrable, l'actif est immédiatement déprécié pour le ramener à sa valeur recouvrable.

#### • Provisions réglementées

Les provisions réglementées comprennent notamment les amortissements dérogatoires pratiqués en conformité avec les dispositions fiscales plus favorables.

#### B.4 Immobilisations financières

##### • Titres de participation

Les titres de participations figurent au bilan à leur coût d'acquisition en valeur historique. Il inclut les coûts d'acquisition des titres tels que droits de mutation, commissions et honoraires directement attribuables à l'opération d'achat des titres.

En fin d'exercice, la valeur d'inventaire des titres est comparée à leur valeur d'utilité déterminée notamment en référence à la quote-part de situation nette détenue et les perspectives d'évolution de la société. Une provision pour dépréciation est constituée le cas échéant.

## Annexe aux comptes sociaux au 31 décembre 2007

Lorsque cela s'avère nécessaire (en particulier en cas de situation nette négative des filiales), des provisions complémentaires sont comptabilisées en dépréciation des actifs intra-groupe (créances, compte courant) et, si nécessaire, en provision pour risques et charges pour le complément.

### • Comptes courants et prêts consentis aux filiales

Ils sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les comptes courants en devises sont convertis en euros au cours de clôture. Les éventuels gains de change sont comptabilisés en écart de conversion et sont maintenus au bilan. Les éventuelles pertes de change donnent lieu à la comptabilisation d'une provision pour perte de change.

Les comptes courants font l'objet d'une dépréciation dans les cas décrits au paragraphe précédent. La part dépréciée des comptes courants en devises ne donne pas lieu à la comptabilisation d'un écart de change.

### • Titres auto-détenus

Les titres auto-détenus dans le cadre du programme de rachat d'actions par le groupe sont comptabilisés en immobilisations financières. Ils sont valorisés au prix d'achat. A la fin de l'exercice, leur valeur d'inventaire est estimée sur la base du cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture. Si la valeur d'inventaire s'avère inférieure au prix d'achat, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

### B.5 Stocks et en-cours

Les stocks de matières et fournitures sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Ils sont valorisés sur la base du coût moyen unitaire pondéré.

Les produits finis et en-cours sont comptabilisés à leur coût de production. Il incorpore les charges directes et indirectes de production et est estimé sur la base d'une capacité d'exploitation

normale. Ils sont valorisés au coût moyen unitaire pondéré.

Lorsque la valeur brute déterminée dans les conditions énoncées ci-dessus est supérieure à la valeur probable de réalisation, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

La valeur nette de réalisation est constituée du prix de vente diminué des coûts nécessaires à la réalisation de la vente du bien ou de sa remise en état.

### B.6 Créances et dettes

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur de recouvrement, appréciée au cas par cas, est estimée inférieure à la valeur comptable.

### B.7 Conversion des opérations en devises

Les transactions en devises sont évaluées au taux de change à la date de la transaction. A la date de la clôture de l'exercice, les créances et les dettes n'ayant pas fait l'objet d'une couverture sont convertis au taux de clôture. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de la clôture est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances faisant l'objet d'une couverture de change sont converties au taux de couverture.

Les créances faisant l'objet d'une dépréciation ne sont converties au taux de clôture qu'à hauteur de leur montant non déprécié.

### B.8 Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Les titres de placement sont évalués sur la base des valeurs boursières au 31 décembre

2007 et provisionnés lorsque cette dernière est inférieure à la valeur d'achat.

### B.9 Provisions

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation, qu'elle soit juridique ou implicite.

### • Provision pour garantie

Le groupe accorde sur ses produits une garantie constructeur à ses clients. Les coûts de garantie prévisibles relatifs aux produits déjà vendus font l'objet d'une provision statistique sur la base des données historiques.

Le cas échéant, une provision est comptabilisée au cas par cas pour couvrir des risques d'appels en garantie plus spécifiques.

### • Engagements de retraite

Haulotte Group applique la méthode préférentielle qui consiste à comptabiliser ses engagements en matière de retraite et avantages similaires. Ils sont estimés selon la méthode des unités de crédit projetées, en prenant en compte les dispositions de la convention collective et les hypothèses actuarielles telles que le taux de rotation, le taux de mortalité et le taux d'actualisation.

### B.10 Résultat exceptionnel

Les éléments non opérationnels et inhabituels dans leur nature et leur occurrence sont comptabilisés en résultat exceptionnel. Conformément au PCG, le résultat exceptionnel comprend également les dotations et reprises d'amortissements dérogatoires.

## C. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Haulotte Group a procédé à la vente des sociétés de location Lev et Royans Levage le 9 janvier 2008, vente qui se traduira par une plus-value comptabilisée sur l'exercice 2008.

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

### 1. IMMOBILISATIONS

#### 1.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES et INCORPORELLES

##### Valeurs brutes

En K€	31/12/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Immobilisations incorporelles (1)	4 428	2 317	1	6 744
Terrains	1 466			1 466
Constructions	4 566			4 566
Installations générales	7 824	1 673	9	9 488
Matériels et outillages (2)	57 081	1 257	7 040	51 298
Autres immobilisations corporelles	858	652		1 510
Immobilisations en cours	980		603	377
<b>Total</b>	<b>77 203</b>	<b>5 899</b>	<b>7 653</b>	<b>75 449</b>

##### Amortissements

En K€	31/12/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Immobilisations incorporelles	2 555	837	1	3 391
Terrains				
Constructions	920	135		1 055
Installations générales	2 850	683	9	3 524
Matériels et outillages	18 934	18 458	4 465	32 927
Autres immobilisations corporelles	513	159		672
Immobilisations en cours				
<b>Total</b>	<b>25 772</b>	<b>20 272</b>	<b>4 475</b>	<b>41 569</b>

(1) Les immobilisations incorporelles concernent essentiellement des logiciels. Elles incluent également un fonds de commerce de 168 K€. Le fonds commercial a été constitué lors de l'apport de l'activité d'Haulotte S.A. en 1995. Il ne donne lieu ni à amortissement ni à dépréciation. Le montant global des frais de recherche et développement s'est élevé à 6998 K€ au titre de l'exercice.

(2) Les cessions d'immobilisations corporelles concernent essentiellement du matériel faisant l'objet d'une location financière.

A l'issue de la période de location, le matériel concerné est cédé au preneur selon les termes prévus au contrat.

#### 1.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières sont ventilées de la façon suivante, en valeur brute :

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Titres de participation (1)	9 151	6 538
Comptes courants et prêts aux filiales (2)	213 823	169 892
Actions propres (3)	20 407	2 065
Autres immobilisations financières	214	95
<b>Total</b>	<b>243 595</b>	<b>178 590</b>

(1) Haulotte group a ouvert 3 nouvelles filiales sur l'exercice : au Mexique, aux Emirats Arabes Unis et en Argentine. Par ailleurs, Haulotte Group a procédé à une augmentation de capital pour sa filiale Haulotte Cantabria à hauteur de 2,4 M€.

(2) Haulotte Group a augmenté les avances et prêts qu'elle accorde aux filiales afin d'accompagner leur développement.

Les créances rattachées à des participations incluent 77,2 M€ de créances dont l'échéance est supérieure à 5 ans.

(3) Le nombre d'actions propres détenues à la clôture est passé de 99 446 en 2006 à 828 292 en 2007.

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

L'évolution des dépréciations se présente comme suit :

en K€	31/12/2006	Dotations	Reprises	31/12/2007
Titres de participation (1)	207	274	153	328
Comptes courants et prêts (2)	19 195	2 970	1 127	21 038
Actions propres (3)	120	2 935	120	2 935
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>19 522</b>	<b>6 179</b>	<b>1 400</b>	<b>24 301</b>

### 2. STOCKS

en K€	Stocks au 31/12/2007			Stocks au 31/12/2006		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Matières premières	29 562	-751	28 811	21 226	-733	20 493
En-cours	11 703	0	11 703	10 256	0	10 256
Produits finis	3 018	-746	2 272	2 544	-708	1 836
Marchandises	6 267	-1 178	5 089	4 614	-835	3 779
<b>Total</b>	<b>50 550</b>	<b>-2 675</b>	<b>47 875</b>	<b>38 640</b>	<b>-2 276</b>	<b>36 364</b>

L'augmentation des stocks est directement attribuable à l'évolution de l'activité.

### 3. CRÉANCES CLIENTS

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Créances clients	170 506	139 667
Dépréciation	-4 873	-7 497
<b>Créances clients nettes</b>	<b>165 633</b>	<b>132 170</b>

### 4. ÉCHEANCE DES CRÉANCES ET DES DETTES

L'ensemble des créances au 31 décembre 2007 est à moins d'un an à l'exception de certaines créances douteuses et arriérées qui s'élèvent à 5 032 K€ (31 décembre 2006 : 7 731 K€) dont l'échéance est incertaine.

Les créances représentées par des effets de commerce au 31 décembre 2007 s'élèvent à 2 K€. (31 décembre 2006 : 15 K€).

L'ensemble des dettes au 31 décembre 2007 est à échéance à moins d'un an à l'exception des montants suivants qui sont à échéance à plus d'un an :

En K€	31/12/2007	
	de 1 à 5 ans	à + 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	70 241	0
Emprunts et dettes diverses	350	0
<b>Total</b>	<b>70 591</b>	<b>0</b>

Les dettes représentées par des effets de commerce au 31 décembre 2007 s'élèvent à 12 328 K€ (31 décembre 2006 : 13 209 K€).

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

### 5. COMPTES DE REGULARISATION

En K€	31/12/2007	31/12/2006
<b>Charges constatées d'avance</b>		
Charges d'exploitation :	842	477
Charges financières :		
<b>Produits constatés d'avance</b>		
Produits d'exploitation :		51
<b>Ecarts de conversion actif</b>	<b>8 885</b>	<b>2 434</b>
Sur les créances	8 880	2 434
Sur les dettes	5	
<b>Ecarts de conversion passif</b>	<b>296</b>	<b>1 513</b>
Sur les créances	284	1 445
Sur les dettes	12	68

### 6. CHARGES A PAYER - PRODUITS A RECEVOIR

#### 6.1 Charges à payer

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	615	521
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 080	35 004
Dettes fiscales et sociales	7 193	5 278
Autres dettes	434	791
<b>Total</b>	<b>51 322</b>	<b>41 594</b>

#### 6.2 Produits à recevoir

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Créances clients et comptes rattachés	3 539	1 978
Autres créances	6 236	4 969
Intérêts courus à recevoir	247	46
<b>Total</b>	<b>10 022</b>	<b>6 993</b>

### 7. CAPITAUX PROPRES

#### Composition du capital (en Euros)

	31/12/2006	augmentation	diminution	31/12/2007
Nombre de titres	34 282 340	151 660	0	34 434 000
Valeur nominale en euros	0,13	0,13		0,13
<b>Capital social en euros</b>	<b>4 456 704</b>	<b>19 716</b>	<b>0</b>	<b>4 476 420</b>

#### Tableau de variations des capitaux propres (en K€)

<b>Capitaux propres au 31/12/2006</b>	<b>205 894</b>
Augmentation Capital	20
Augmentation Prime d'émission	1 026
Dividendes distribués	-5 822
Variations des provisions réglementées	2 292
Résultat de l'exercice	51 139
<b>Capitaux propres au 31/12/2007</b>	<b>254 549</b>



## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

### 8. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES

Dénomination sociale - siège social	Forme	Capital	% détenu
SOLEM	S.A.S.	490	50,70
93 Epinay sur Seine - France			

### 9. ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS

Les principaux postes du bilan représentatifs de transactions avec les entreprises liées sont les suivants :

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Titres de participations	9 151	6 538
Créances rattachées à des participations	213 823	169 892
Créances clients et comptes rattachés	148 018	123 489
Autres Créances	146	89
Dettes sur immobilisations	(9)	(467)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(10 542)	(2 873)
Autres dettes	(19 927)	(2 750)
<b>Créances/ (dettes) nettes</b>	<b>340 660</b>	<b>293 918</b>

### 10. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Entreprises Siège Social en K€	Capital Capitaux propres	Taux de détention	Réserves et report à nouveau	Valeur brute Valeur nette des Titres	Avances	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires Résultat
Haulotte Hubarbeitsbuehnen GmbH Allemagne	26 8 350	100,00%	5 884	25 25	(4 794)	-	47 036 2 441
Haulotte France Sarl 93 Epinay sur Seine - France	2 279 6 632	99,99%	2 941	2 309 2 309	7 763	-	71 662 1 413
Haulotte UK Ltd Angleterre	1 12 872	100,00%	10 305	2 0	48 588	-	61 894 1 479
Haulotte Italia Srl Italie	100 9 138	99,00%	6 052	10 10	17 257	-	48 542 2 986
Haulotte Australia Pty Ltd Australie	1 932	100,00%	835	1 1	12 276	-	17 732 97
Haulotte Iberica SL Espagne	310 47 414	98,71%	36 355	3 3	(2 253)	-	184 026 10 749
Haulotte Netherlands BV Pays-bas	20 18	100,00%	206	20 20	2 866	-	14 428 (244)
Haulotte US Inc Etats Unis	2 (17 466)	100,00%	(12 617)	3 0	38 532	-	12 190 (4 851)
Haulotte Scandinavia AB Suède	11 12 587	100,00%	6 741	11 11	(6 578)	-	35 186 5 835
ABM Industries SAS 01 Beynost - France	520 1 186	100,00%	(143)	1 220 1 186	(306)	-	580 102
TELESCOPELLE SAS 42 L'Horme - France	37 102	100,00%	(74)	37 37	(288)	-	199 138
Haulotte Brazil Brésil	19 (120)	99,98%	(833)	30 14	6 284	-	7 469 694
Lev SA 69 Saint Priest - France	3 437 16 982	100,00%	2 350	1 1	14 936	-	26 117 1 109



## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

Entreprises Siège Social en K€	Capital Capitaux propres	Taux de détention	Réserves et report à nouveau	Valeur brute Valeur nette des Titres	Avances	Dividendes encaissés	Chiffre d'affaires Résultat
Haulotte Vostok Russie	80 499	100,00%	80	80 80	-	-	7 978 339
Haulotte Polska Pologne	427 2 819	100,00%	824	105 105	300	-	19 080 1 569
Levanor Espagne	100 (28)	91,00%	(534)	300 26	7 002	-	5 770 462
Nove Italie	103 281	100,00%	69	729 729	14 774	-	11 938 109
Haulotte Argès Roumanie	1 082 5 632	100,00%	(492)	1 100 1 100	9 800	-	24 397 5 042
Haulotte Cantabria Espagne	2 403 4 031	99,99%	5 261	2 403 2 403	12 311	-	7 568 (3 633)
Haulotte Shangai Chine	528 470	100,00%	2	550 550	62	-	427 (60)
Haulotte Singapour Singapour	0 515	100,00%	149	1 1	2 431	-	7 879 366
Haulotte Argentine Argentine	3 3	100,00%	-	12 12	-	-	- -
Haulotte Mexique Mexique	3 156	95,00%	12	3 3	949	-	852 (171)
Haulotte Middle East Emirats Arabes Unis	185 68	100,00%	7	199 199	-	-	- (124)

Note : les chiffres sont exprimés en milliers d'euros

### 11. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	31/12/2006	Dotations	Utilisations	Reprises devenues sans objet	31/12/2007
Provision pour garantie (1)	2 949	3 671	2 949		3 671
Provision pour perte de change	2 435	8 885	2 435		8 885
Provision pour retraite (2)	790	147			937
Autres provisions pour risques et charges (3)	879	465	127	645	572
<b>Total</b>	<b>7 053</b>	<b>13 168</b>	<b>5 511</b>	<b>645</b>	<b>14 065</b>
Comptabilisation en résultat d'exploitation		3 818	2 949		
Comptabilisation en résultat financier		8 885	2 435		
Comptabilisation en résultat exceptionnel		465	772		
<b>Total</b>		<b>13 168</b>	<b>6 156</b>		

#### (1) Provision pour garantie

Haulotte Group offre une garantie d'un an sur la vente de ses machines.

Une provision statistique est déterminée pour couvrir les coûts probables des appels en garantie.

Le cas échéant, une provision est comptabilisée au cas par cas pour couvrir des risques d'appels en garantie plus spécifiques.

#### (2) Provision pour avantages postérieurs à l'emploi

Haulotte Group comptabilise une provision destinée à couvrir ses engagements en terme d'indemnités de départ à la retraite et de médailles du travail, conformément aux principes énoncés dans la note B9.

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

En ce qui concerne les indemnités de fin de carrière, le principe retenu est le départ à l'initiative des salariés qui donne lieu à la prise en compte des charges sociales. Cette modalité de calcul s'inscrit dans le cadre de la Loi Fillon (promulguée le 21 août 2003).

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 4%
- taux de progression des salaires : 2,5%
- taux de charges sociales : 45%
- âge de départ en retraite : compris entre 60 et 65 ans selon l'âge et la catégorie professionnelle.

Au 31 décembre 2007, la provision se compose comme suit :

- 722 milliers d'euros de provisions d'indemnités de départ à la retraite
- 215 milliers d'euros de provisions pour médailles du travail.

### (3) Litiges

Chaque litige fait l'objet d'un examen par la direction et d'une consultation auprès de nos conseils. Les provisions nécessaires ont été constituées le cas échéant pour couvrir les risques ainsi estimés.

## 12. CHIFFRE D'AFFAIRES

En K€	France	Export	Total
Vente de matériel de manutention et de levage	73 533	424 391	497 924
Vente de services	3 643	26 589	30 232
<b>Total</b>	<b>77 176</b>	<b>450 980</b>	<b>528 156</b>

## 13. PRODUITS ET CHARGES CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Produits d'exploitation	449 471	379 184
Produits financiers	9 549	5 715
Charges financières	561	364

## 14. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	Charges 31/12/2007	Produits 31/12/2007	Résultat 31/12/2007	Résultat 31/12/2006
Amendes et pénalités	10		(10)	(30)
Provision sur situation négative filiales				340
Provision pour contentieux	465	772	307	909
Autres charges/produits exceptionnels	434	1 514	1 080	906
Résultat de cession des immobilisations corporelles	2 575	4 591	2 016	1 539
Résultat de cession des immobilisations financières				(718)
Amortissements dérogatoires	3 196	905	(2 291)	(2 043)
<b>Total</b>	<b>6 680</b>	<b>7 782</b>	<b>1 102</b>	<b>903</b>

## 15. REPARTITION DE L'IMPOT ENTRE RESULTAT COURANT ET RESULTAT EXCEPTIONNEL

En K€	Résultat avant IS	IS	Résultat après IS
Résultat courant	72 967	22 711	50 256
Résultat exceptionnel	1 102	219	883
<b>Total</b>	<b>74 069</b>	<b>22 930</b>	<b>51 139</b>

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

### 16. SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	Base	Impôt différé
Participation des salariés	1 976	659
Organic	852	284
Provision pour dépréciation des stocks	1 584	528
Provision pour dépréciation des créances clients	1 263	421
Provision pour retraite	722	241
Impôts différés actifs	6 397	2 132
Plus-values différées : plus-values de fusion	(103)	(34)
Produits latents taxés et non constatés en résultat	(302)	(101)
Impôts différés passifs	(405)	(135)
<b>Situation fiscale différée nette</b>	<b>5 992</b>	<b>1 997</b>

### 17. INTEGRATION FISCALE

Haulotte Group SA est à la tête du groupe d'intégration fiscale comprenant au 31 décembre 2007 les sociétés Haulotte France, ABM industries, LEV France, Telescopelle et Royans Levage. Conformément à la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt supportée par les filiales est identique à celle qu'elles auraient supportées en l'absence d'intégration fiscale.

### 18. SOMMES ALLOUEES AUX DIRIGEANTS

Ces sommes se sont élevées à 757 milliers d'euros à la charge de la Société pour l'exercice écoulé, contre 655 milliers d'euros en 2006. Ce montant provient de la refacturation par la société SOLEM de la quote part de prestation effectuée pour la Société par deux dirigeants. Il comprend les charges engagées par ces dirigeants pour le compte de la Société. Conformément au contrat d'assistance administrative générale et commerciale signé entre la société SOLEM et la société, le coût de revient de la prestation est majoré d'une marge de 10%. Aucun crédit ni avance n'a été consenti aux membres des organes d'administration et de direction. Il n'existe pas d'engagements en matière de pensions et indemnités assimilées au bénéfice d'anciens dirigeants.

### 19. ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### 19.1 ENGAGEMENTS LIES AU CREDIT BAIL

##### Redevances payées et perçues

	exercice	redevances payées cumulées	exercice	redevances perçues cumulées
Biens immobiliers				
Biens mobiliers détenus par Haulotte Group SA	-	-	15 876	31 400
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 876</b>	<b>31 400</b>

##### Redevances restant à percevoir

	redevances restant à percevoir				Valeur résiduelle fin contrat	Total enga- gement
	total	à un an au plus	et - de 5 ans	à + de 5 ans		
Biens mobiliers détenus par Haulotte Group SA	9 555	8 555	1 000	-	4 757	14 312
<i>dont frais financiers</i>	<i>839</i>					<i>839</i>
<b>Total</b>	<b>10 394</b>	<b>8 555</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>4 757</b>	<b>15 151</b>
					<b>Engagement net :</b>	<b>13 473</b>

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

### 19.2 AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

#### Engagements de poursuite de loyers :

Il s'agit de l'engagement donné par la Société à un organisme financier de se substituer aux clients défaillants en ce qui concerne le paiement des loyers.

En K€	31/12/2007	31/12/2006
- de 1 an	13 014	9 156
de 1 an à 5 ans	24 682	17 148
5 ans et plus		43
<b>Total</b>	<b>37 696</b>	<b>26 347</b>

#### Pool de risque

Les engagements sur pool de risques sont relatifs à des ventes de nacelles à des organismes financiers qui louent les nacelles Haulotte Group SA à des clients finaux et pour lesquelles Haulotte Group SA a donné une garantie limitée à un certain pourcentage du volume d'affaires réalisé par ces organismes. Les montants portés en engagements hors bilan reprennent la quote part de loyers restant à payer par les clients finaux pour laquelle Haulotte Group SA s'est porté garant.

- dont 1 091 K€ donnés à Haulotte Polska,
- dont 15 913 K€ donnés à Haulotte Ibérica,
- dont 3 165 K€ donnés à Haulotte UK,
- dont 15 K€ donnés à Haulotte GMBH,
- dont 202 K€ donnés à Haulotte Netherlands,
- dont 4 912 K€ donnés à Haulotte USA,
- dont 1 764 K€ donnés à Haulotte Australie.

En K€	31/12/2007	31/12/2006
- de 1 an	8 664	8 886
de 1 an à 5 ans	18 663	20 558
5 ans et plus		216
<b>Total</b>	<b>27 327</b>	<b>29 663</b>

#### Engagements de rachat donnés auprès des organismes de financement des clients

Il s'agit de l'engagement donné par la Société à un organisme financier de se substituer aux clients dans le cas où ceux-ci ne lèvent pas l'option d'achat dont 597 K€ donnés à Haulotte France,  
 dont 7 303 K€ donnés à Haulotte Ibérica,  
 dont 36 K€ donnés à Haulotte Polska.

En K€	31/12/2007	31/12/2006
- de 1 an	1 113	652
de 1 an à 5 ans	7 025	611
5 ans et plus	90	
<b>Total</b>	<b>8 228</b>	<b>1 263</b>

### 19.3 DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :		
Nantissement du fonds de commerce, matériel et titres de participations Haulotte UK	80 407	80 018

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

### 20. ENGAGEMENTS RECUS

En K€	31/12/2007	31/12/2006
Engagement reçu de Télescopelle bénéficiaire d'un abandon de créance assorti d'une clause de retour à meilleure fortune	1 450	1 450
Engagement reçu de UK Platforms bénéficiaire d'un abandon de créance assorti d'une clause de retour à meilleure fortune pour 4 085 K GBP soit 5 911 K€	5 911	5 911

### 21. OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS CONSENTIES AUX SALARIES

	Plan N°1	Plan N°2	Plan N°3
Date du conseil d'administration	26-juil-01	2-juil-02	8-juil-03
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	111 000	127 000	128 600
Point de départ d'exercice des options	26-juil-05	2-juil-06	8-juil-07
Date d'expiration	25-avr-06	2-juil-09	8-juil-10
Prix de souscription ou d'achat	16,78 €	9,46 €	4,19 €
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2007	101 050	109 990	73 600

### 22. EFFECTIF

	31/12/07	31/12/06
Cadres	172	166
E.T.D.A.M.	142	116
Ouvriers	343	277
<b>Total</b>	<b>657</b>	<b>559</b>

### 23. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Au 31 décembre 2007, le montant des droits acquis et non exercés de Haulotte Group SA au titre du droit individuel à la formation s'élève à 209 K€ pour un total de 31 700 heures.

### 24. EXPOSITION DE LA SOCIETE AU RISQUE DE CHANGE

Le risque de change auquel est exposé la société porte essentiellement sur des créances en dollars et en livre sterling. Elle couvre partiellement son risque en procédant à des achats à terme des devises concernées.

Créances (nettes de provisions), dettes et engagements significatifs libellés en devise qui ne font pas l'objet d'une couverture de change.

Risques de change en milliers d'euros	AUD	AED	Devises GBP	USD	DZD
<b>BILAN</b>					
Créances (1)	16 231	49	87 272	18 443	
<i>dont créances groupe</i>	16 231		84 468	17 916	
<i>dont créances hors groupe</i>		49	2 804	527	
Dettes (2)	39			3 510	7
<i>dont dettes groupe</i>	39			266	
<i>dont dettes hors groupe</i>				3 244	7
<b>HORS BILAN (3)</b>					
engagements donnés hors groupe			17 253		
engagements donnés groupe	1 764		4 369	5 063	

(1) Créances financières, créances d'exploitation

(2) Dettes financières, dettes d'exploitation, autres

(3) Il s'agit des engagements de poursuite de loyers et de pools de risque mentionnés au paragraphe 20.2

## Comptes sociaux - Notes sur le bilan

Créances, dettes et engagements significatifs libellés en devise qui font l'objet d'une couverture de change.

Risques de change en milliers d'euros	AUD	AED	Devises GBP	USD	DZD
<b>BILAN</b>					
Créances				15 054	
<i>dont créances groupe</i>				15 054	
<i>dont créances hors groupe</i>					

Les créances en dollars sont couvertes au taux de 1,12 €

### 25. RISQUE DE TAUX D'INTERETS

La société a contracté des swap de taux d'intérêts ayant une échéance allant de 1 an à 5 ans. La valorisation de ces instruments sur le marché financier présente une position nette défavorable de 2 275 K€.

### 26. TABLEAU DE FINANCEMENT

	<b>2007</b>
Résultat net	51 139
Amortissements & provisions	34 491
Plus values de cession, nettes d'impôt	-2 620
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>83 010</b>
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-11 308
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>71 702</b>
Acquisitions d'immobilisations	-76 748
Cessions d'immobilisation, nettes d'impôt	5 344
Créances et dettes sur immobilisations	-567
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-71 971</b>
Emissions d'emprunts	341
Remboursements d'emprunts	-430
Augmentations de capital en numéraire	1 047
Dividendes versés aux actionnaires	-5 822
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-4 864</b>
<b>Variations de trésorerie</b>	<b>-5 133</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>11 192</b>
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>6 059</b>

# Rapport général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2007

Aux actionnaires  
**Haulotte Group SA**  
L'Homme

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Haulotte Group SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article L. 232-6 du Code de commerce, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable exposé dans la note B1 de l'annexe concernant les frais d'acquisition de titres.

## II. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

### Estimations comptables :

Les titres de participations et les créances rattachées aux participations sont évalués conformément aux méthodes décrites dans la note B.4 de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à revoir l'approche retenue par la société et à apprécier le caractère raisonnable de ces estimations qui en résultent.

### Changement de méthode comptable :

Nous nous sommes assurés du bien-fondé du changement de méthode comptable mentionné ci-dessus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi et s'agissant des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous signalons que le rapport de gestion ne fournit pas l'information prévue par cet article sur les informations relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux pour tous les mandataires concernés.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux participations réciproques et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon et Paris, le 07 avril 2008  
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Philippe Guéguen

Jean-Pierre Gramet







## Sommaire



- 69 Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008
- 80 Five-Year financial summary
- 82 Consolidated financial statements at 31/12/2007**
- 83 Consolidated balance sheet - Assets
- 83 Consolidated balance sheet - Liabilities & Equity
- 84 Income statement
- 84 Statement of changes in equity
- 85 Consolidated cash flow statement
- 86 Consolidated financial statements for the fiscal year ended December 31st, 2007 under IFRS
- 88 Consolidated financial statements of December 31st, 2007
- 114 Statutory auditors report on the consolidated financial statements
- 116 Statutory accounts - Year ended December 31st, 2007**
- 117 Balance sheet - assets
- 118 Balance sheet-shareholders' equity and liabilities
- 119 Income statement
- 120 Notes to statutory accounts
- 122 Statutory accounts - Notes to the balance sheet
- 132 Statutory auditors' report on the financial statements

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

### MANAGEMENT DISCUSSION AND ANALYSIS:

#### Business sectors - Product offering - Market:

The company estimates that it is one of the three leaders in the market for self-propelled aerial work platforms both as a manufacturer in the four main product segments (telescopic booms, articulating booms, scissor lifts, vertical masts) and as a worldwide distributor. In addition, in the spring of 2007, the Company launched its own line of telehandlers. Finally, in the earthworks equipment segment, efforts have been pursued to promote and modernize a multifunction machine (earthmoving, lifting, tool-holder), the MJX900.

According to its estimates (global statistics from an independent organization are still unavailable), the company outperformed a worldwide market in 2007 that expanded overall approximately 10%. This was achieved through its global commercial network of 23 sales subsidiaries (with 31% of the Group's workforce outside France) and the development of an attractive service offering including rapid delivery of OEM replacement parts with manufacturer warranties, training (practical training programs and assistance for obtaining lift driver permits by Haulotte instructors), specific technical support (call centres) and comprehensive solutions adapted to the full range of customer needs (maintenance/servicing agreements and/or periodic inspections and/or extended warranties).

The company also pursued efforts to modernize its manufacturing lines, contained production costs despite the rise in raw material prices, increased production capacity with the opening in March 2007 of two new plants in Arges (Romania) and Cantabria (Spain) and expanded the focus of its total quality policy.

These achievements were made possible by the professionalism and commitment of Haulotte Group teams in meeting the needs of its customers.

#### Review of operations and results for the year under review:

The fiscal year ended 31 December 2007 submitted for approval to the ordinary general meeting is the company's twenty-third year of operations since its creation.

In this period the company had sales of €528.2 million, a significant increase over the prior year (€414.2 million) with export sales accounting for 85% of this total.

#### Presentation of parent company financial statements:

Highlights of the financial statements of Haulotte Group SA for 2007 are presented below:

Financial Highlights (€ thousands)	Fiscal year 2007	Fiscal year 2006
Revenues	528 156	414 176
Operating profit	81 479	69 626
Net financial income (expense)	-6 535	4 008
Extraordinary profit (loss)	1 102	902
Net profit (loss)	51 139	48 361

#### Analysis of parent company results:

Sales in 2007 of Haulotte Group SA increased 27% to €528.2 million. This exceptional performance was fueled by an expanding international distribution network, growth in production volumes and robust trends in markets for aerial work platforms.

Operating profit grew 17% on growth in revenue combined with effective management of production costs.

Net financial expense of €6.5 million reflected notably highly volatile foreign exchange trends that resulted in a currency loss of €7 million in the period.

Extraordinary profit of €1.1 million reflects notably the favourable outcome of certain litigation.

#### Progress made or difficulties encountered:

2007 was a period of exceptional organic growth fuelled by sustained commercial international expansion and the success of a number of manufacturing projects.

Haulotte Group SA continued to build its international network with the creation of three sales subsidiaries in Mexico, Argentina and Dubai. In addition, subsidiaries in Eastern Europe benefited from robust local growth trends.

The Group has successfully met the challenge of growth in volume, the change in its product mix and the diversification of the activities of its manufacturing sites:

- Ramp up of production for high aerial work platforms
- Launch of operations of the Cantabria manufacturing plant in Spain specialized in telehandlers
- Launch of operations of the Argès manufacturing plant in Romania destined to support anticipated growth in demand in Eastern Europe

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

Research and development has focused on expanding the offering that resulted in the noteworthy launch of a 28 meters-straight-boom with a telescopic jib.

The services activity has also continued to expand contributing to improved performances in terms of quality and local service.

### Impact of foreign exchange fluctuations:

The persistent weakness of the dollar gives a competitive advantage in our historic markets to key competitors while making it difficult for us to develop in dollar markets. The decline of the pound sterling also had a significant adverse effect on the company's financial income.

### Foreseeable changes in the company's situation and outlook:

Markets with strong potential in Eastern Europe, South America and Asia should offer Haulotte Group SA with opportunities for further expansion. New production capacity will also increase our inventories of available products and the quality of customer service. The ramp up of production for the telehandler line in 2008 should also significantly contribute to future growth.

### Important post-closing events:

On 8 January 2008 Haulotte Group sold Lev, Lev Luxembourg and Royans Leverage that in 2007 contributed €33.3 million to consolidated sales of the Group. The capital gain from these disposals will be recognized in 2008.

In addition, Haulotte Group acquired an aerial platform rental company in Argentina.

### Key risks and uncertainties:

Because the company outsources a significant share of its production, the primary risk concerns the sourcing capacities of its suppliers. To prevent risks of supply chain disruptions, the strategy of diversifying suppliers of key components must be pursued. Strong growth in the company's sales in recent years has moreover increased pressure on suppliers.

The persistent weakness of the US dollar undermines the company's competitiveness in dollar markets while giving its two main competitors that are American a competitive advantage in euro markets.

Another significant risk is the sensitivity of our sales to credit restrictions that may be imposed on our customers by financing companies.

Finally, a risk specific to our business is the absence of long-term commitments by our customers. However, our healthy backlog of orders that can exceed six months for certain models offers good visibility for 2008 sales.

### Use of financial instruments:

The company has recourse to interest rate and currency derivatives such as interest rate swaps, collars, forward currency sales (mainly in USD).

#### - Company financial risk management objectives and policy:

The company does not systematically hedge interest rate and foreign exchange risk.

However, transactions are undertaken according to market opportunities. In such cases, they are destined to cover existing assets or liabilities rather than for speculative purposes.

#### - The company's exposure to risks concerning price, credit, liquidity and capital resources:

Most of the company's sales are through its distribution subsidiaries. Despite significant competition, these subsidiaries have successfully maintained sales prices.

Risks concerning capital resources are low in light of a €360 million credit line that should cover the Company's financing needs for future working capital and capital spending requirements and potential acquisitions. A first instalment of €8.7 million of this credit line will be reimbursed in the second half of 2008.

Finally, because of the excellent level of the company's shareholders' equity and cash position, its liquidity risk is low.

### Research and development:

The company's engineering departments have focused on expanding the offering of aerial work platforms and completing development of the line of 14 to 17 meter telehandlers.

### Disallowed deductions under 39-4 of the French general tax code concerning sumptuary and amortization expenses:

In compliance with the provisions of article 223 quater of the French general tax code, accounts of the period ended include non-deductible expenses of €32,316 with a corresponding tax of €11,094.

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

### PROPOSED APPROPRIATION OF INCOME FOR THE YEAR

Based on the profit for the year shown in the annual accounts of €51 138 788,70 increased by retained earnings of €67 586 974,50, resulting in a distributable profit of €118 725 763,20 we propose the following appropriation of net income for the year:

- To the legal reserve €2 000,00 increased accordingly to €447 670,42 to be fully allocated
- To the distribution of a dividend of €0,22 per share, appropriated from net income of the period representing a total amount of €7 393 255,76 in favour of 34 435 000 shares comprising the share capital at 31 December 2007, after excluding the 828 292 treasury shares held by the company.(1)

(1) Subject to the stock options under the plans of 2002 and 2003 that are currently in force that may be exercised until the date of the meeting.

- The balance to "retained earnings" of €111 330 507,44

Concerning this dividend distribution, the Board of Directors specifies that this dividend of €0,22 per share is based on a total provisional amount for distribution of €7 393 255,76 that takes into account only shares created at the closing date of 31 December 2007, and including those resulting from the exercise of stock options granted by the Board of Directors' meetings of 2/07/2002 (78 060 stock options of the 2002 plan exercised between 31 December 2006 and 31 December 2007) and 8 July 2003 (73 600 stock options of the 2003 plan exercised at 31 December 2007), or 151 660 new shares, and excluding the 828 292 treasury shares that in accordance with article L.225-210 paragraph 4 of the French Commercial Code, do not carry rights to dividends.

The total number of new shares that may be created up until the date of the meeting called to approve the financial statements for the fiscal year ended 31 December 2007 from the exercise of stock options under the plans of 2002 and 2003 may evolve up until the date of said meeting. Based on the maximum number of 8 010 stock options under the 2002 plan and 41 150 stock options under the 2003 plan that remain exercisable after 31 December 2007, the general meeting will be asked to take into account the number of shares existing on this date to determine the amount of dividends to be appropriated from the profit of the year and the balance to be allocated to retained earnings for the payment of dividends to shareholders of €0,22 per share.

The dividend will be payable on 15 May 2008, it being specified that at the time of payment, the number of own shares held by the company will be taken into account, with amounts corresponding to dividends attached to these shares not paid allocated to retained earnings.

Shareholders who are natural persons who have not opted for the 18% flat-rate withholding tax excluding applicable social charges qualify for a 40% tax allowance for dividends based on the total amount.

### DIVIDENDS PAID FOR THE LAST THREE FISCAL YEARS

In accordance with article 243 bis of the French General Tax Code, information on dividends paid for the last three fiscal years is disclosed below:

Fiscal year	Income eligible for tax credit (avoir fiscal)		Income not eligible for tax credit	Tax credit 50%
	Dividends	Other distributions		
2004	€0,10			0,05

Fiscal year	Income eligible for tax allowance (abattement)		Income not eligible for tax allowance	Allowance for natural persons
	Dividends	Other distributions		
2005	€0,13			40% rate : 0,052
2006	€0,17			40% rate : 0,068

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

### SUBSIDIARIES AND ASSOCIATES

#### Acquisitions of shareholdings or controlling interests:

In 2007, Haulotte Group S.A. created three sales subsidiaries:

- Haulotte Mexico (Mexico), a 95%-owned sale subsidiary on 18 January 2007;
- Haulotte Middle East (Dubai), a wholly-owned sale subsidiary on 19 November 2007;
- Haulotte Argentine (Argentina), a wholly owned sale subsidiary on 15 December 2007.

#### Disposals of shareholdings related to adjustments of cross-shareholdings:

In the period ended, no cross-shareholdings have been noted.

#### Other disposals:

In the period ended, there were no other disposals.

#### Results of subsidiaries:

At year-end, the company exercised controlling interests in 29 subsidiaries. The results of these subsidiaries are summarized below (millions of euros):

Subsidiary	Ownership interest (%)	2007 sales	Sales : 2007 vs 2006 (%)	2007 profit or loss	Net income 2007 vs 2006 (%)
HAULOTTE FRANCE S.A.R.L.	99,99%	71.66	13.56	1.41	0.5
ABM INDUSTRIES S.A.S	100%	0.58	0.10	0.10	0.02
TELESCOPELLE S.A.S	100%	0.2	0	0.14	-0.18
LEV S.A.S	100%	26.12	0.12	1.11	-0.10
LEVANOR	100%	5.77	0.74	0.46	-1.41
NOVE**	100%	11.94	10.24	0.11	0.01
HAULOTTE ARGES	100%	24.40	24.40	5.04	5.16
HAULOTTE INDUSTRIAL (CANTABRIA)	99,94%	7.57	7.57	-3.63	-3.33
HAULOTTE HUBARBEITSBUHNEN GMBH	100%	47.04	8.94	2.44	0.04
HAULOTTE UK LTD	100%	61.89	2.19	1.48	-1.06
HAULOTTE ITALIA S.R.L.	99,00%	48.54	18.94	2.99	0.77
HAULOTTE AUSTRALIA PTY LTD	100%	17.73	0,83	0.10	-0.5
HAULOTTE IBERICA S.L	98,71%	184.03	16.03	10.75	3.26
HAULOTTE NETHERLANDS B.V	100%	14.43	7.73	-0.24	-0.14
HAULOTTE US INC	100%	12.19	-0.91	-4.85	2.35
HAULOTTE SCANDINAVIA AB	100%	35.19	-6.01	5.84	2.76
HAULOTTE DO BRAZIL LTDA	99,98%	7.47	1.97	0.69	0.50
HAULOTTE VOSTOK OOO	100%	7.98	4.98	0.34	0.2
HAULOTTE POLSKA ZOO	100%	19.08	11.08	1.57	0.87
HAULOTTE SINGAPORE	100%	7.88	2.48	0.37	0.85
HAULOTTE SHANGHAI	100%	0.43	0.43	-0.06	0.01
HAULOTTE ARGENTINA*	100%	NA	NA	NA	NA
HAULOTTE MEXICO*	95%	0.85	NA	-0.17	NA
HAULOTTE MIDDLE EAST*	100%	0	NA	-0.12	NA
LEV LUXEMBOURG	100%	0	-1	0.02	0.01
MUNDI ELEVACAO	90%	3.9	0.4	-0.06	0.2
ROYANS LEVAGE	100%	6.2	-0.55	0	-0.56
UK PLATFORMS	100%	15.05	1.41	-0.31	-2.19
UK TRAINING	100%	0.16	-0.03	-0.01	NA

\*Subsidiary created in 2007

\*\* Merger with companies Locav Srl and Locav Compania in 2007

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

### Environmental impact of subsidiaries:

Overall, consolidated subsidiaries do not engage in any industrial activities with a potentially harmful impact on the environment.

As primarily trading companies, their activity is limited to the temporary storage of machines and spare parts. The rare cases involving the handling of fuels, hydraulic oils and storage batteries during loading and unloading operations is always carried out under safe conditions. The recycling of these items is systematically entrusted to authorized organizations.

### Policies of subsidiaries concerning the impact of their activities on regional development and local population

Almost all employees of consolidated foreign subsidiaries have been recruited locally. The terms of employment are generally better than those under local collective bargaining agreements. The company seeks to provide opportunities to enable deserving employees to benefit from its growth.

## INFORMATION ON COMMON STOCK

For information, the 2001 stock option plan expired on 25 April 2006.

In fiscal 2007 the share capital has been increased through the successive exercise of stock options under the 2002 and 2003 plans (see details in paragraph 9), from €4 456 704,20 (divided into 34 282 340 shares of €0,13 per share) to €4 476 420 at 31 December 2007 divided into 34 434 000 shares of €0,13 per share. Accordingly in 2007, 151 660 new shares were created from the exercise of stock options, as follows:

- 78 060 shares created between 1 January 2007 and 31 December 2007, from the exercise of options under the 2002 plan;
- 73 600 shares created between 8 July 2007 (beginning of the exercise period for the 2003 stock option plan stocks) and 31 December 2007 from the exercise of stock options under this plan.

The modification of the share capital of 7 of the bylaws was recorded by the Board of Directors' meeting 3 March 2008.

In accordance with the provisions of article L.233-13 of the French Commercial Code and based on the information and notifications received pursuant to articles L.233-7 and L.233-12 of the French Commercial Code, the identity of shareholders directly or indirectly owning over one twentieth (5%), tenth (10%), three twentieths (15%), one fifth (20%), one quarter (25%), a third (33%), one half (50%), two thirds (66%), nine tenths (90%) or nineteen twentieths (95%) of the share capital or voting rights is disclosed below:

On 7 March 2007, Solem acquired 5 000 shares in the company at a unit price of €20,90 per share, increasing its shareholding to 17 222 002 shares of Haulotte Group.

In addition, pursuant to the merger of Solem with Garance on 21 December 2007, 236 455 shares of Haulotte Group were transferred to Solem through the transfer of all assets and liabilities of Garance.

At the same time, pursuant to the increase in the share capital from the exercise of stock options by employees throughout the year and the number of treasury shares held, Solem's stake increased from 50,22% of the share capital and more than 50% of the voting rights on 31 December 2006 to 50,78% of the share capital and more than 50% the voting rights on 31 December 2007.

Many employees of the Group hold shares of the company. However, because not all are registered shares, it is not possible to determine the exact percentage of capital held by employees. However, this percentage remains below the threshold indicated above.

## OWN SHARES PURCHASED AND/OR SOLD BY THE COMPANY

### Shares purchased or sold by the company during the fiscal year

In fiscal 2007, the company:

- purchased 969 403 shares at an average price of €24,65;
- sold 240 557 shares at an average price of €25,61.

Value of shares at purchase price: €27 407 000.

### Own shares held at 31 December 2007:

- shares held at 31 December 2007: 828 292, or 2,4% of the share capital.
- Execution costs in 2007: €89 084.
- Nominal value per share: €0,13.
- Allocation of treasury stock held on 31 December 2007:
  - 130 872 own shares held have been allocated in connection with a liquidity agreement in drafted in accordance with the French Association of Investment Firms' (AFEI) code of conduct of 14 March 2005 and approved by the AMF (Autorité des Marchés Financiers) on 22 March 2005 for the purpose of assuring an orderly market in the company's share.
  - 697 420 own shares were allocated to be retained for the purpose of subsequent payment or exchange in connection with financial transactions or acquisitions, in compliance with applicable regulations.

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

### SHARE PRICE TRENDS AND TRADING ACTIVITY

The share price on 2 January 2007 was €20,26 and ended the year at €20,48 on 31 December.

Average daily trading on the basis of 255 trading sessions was 170 588 shares.

While for the 2007 full year, the share price remained stable (€20,20 at 31/12/06 January versus €20,48 at 31 December 2007 representing a 1,4% increase) trends over the period were mixed. Boosted by strong financial performances the share rose to close to 30% in the first half, followed by a reversal in the second half precipitated by the subprime crisis and a loss of investor confidence in cyclical stocks.

### DIRECTORS AND OFFICERS

#### Shareholdings of directors and officers:

At 31 December 2007, the shareholdings of corporate officers were as follows:

Pierre Saubot, Chairman of the Board of Directors and Chief Executive Officer: 13 189 shares or 0,04% (0,038%) of the capital, Alexandre Saubot, Deputy Chief Executive Officer: 990 shares or 0,003% (0,0028%) of the capital.

#### List of corporate appointments:

**OFFICERS:** Pierre SAUBOT

**APPOINTMENTS HELD IN THE COMPANY:** Chairman of the Board of Directors and Chief Executive Officer, Director

**APPOINTMENTS HELD IN OTHER COMPANIES:**

- Chairman of the Board Of Directors, Chief Executive Officer and Director of Solem SA until 21/12/2007 and Chairman of the Board Of Directors and Director of Solem SAS as of 21/12/2007,
- Representative of Haulotte Group SA, Chairman of ABM Industrie SAS,
- Co-Manager of SCI La Coquille,
- Manager of Garance SARL jusqu'au 21 December 2007,
- Manager of Société Commerciale du Cinquau,
- Manager of SCI Lancelot,
- Director of Intermat,
- Director of Valeurs du Sud,
- Chairman of the "Fédération départementale du 64 des vignerons indépendants".

**OFFICERS:** Alexandre SAUBOT

**APPOINTMENTS HELD IN THE COMPANY:** Chief Executive Officer, Director

**APPOINTMENTS HELD IN OTHER COMPANIES:**

- Director of Solem SA until 21/12/2007 and Chief Executive Officer and Director of Solem SAS as of 21/12/2007,
- Representative of Haulotte Group SA, Chairman of LEV SAS,
- Representative of LEV SAS, Chairman of Royans Levage SAS,
- Representative of Haulotte Group SA, Chairman of ABM Industrie SAS,
- Representative of Haulotte Group SA, Chairman of Télescope SAS,
- Manager of Haulotte France SARL,
- Manager of Haulotte Services France,
- Director of Haulotte Netherlands BV,
- Director of Haulotte Iberica,
- Director of Haulotte Portugal,
- Director of Haulotte Scandinavia,
- Director of Haulotte Italia,
- Manager of Haulotte GmbH,
- Director of Haulotte Polska,
- Director of Haulotte UK,
- Director of UK Platforms,
- Director of UK Training,
- Director of Haulotte Australia,
- Chairman of Haulotte US,
- Director of Haulotte Singapore,
- Representative of Haulotte Group SA, Sole director of Haulotte Cantabria,
- Director of Haulotte Arges,
- Chairman of Haulotte Trading (Shanghai) co. Ltd,
- Director of Haulotte Mexico,
- Chairman of Locav Srl, Nove Srl
- Director of Haulotte Middle East

**OFFICERS:** Elisa SAUBOT

**APPOINTMENTS HELD IN THE COMPANY:** Director

**APPOINTMENTS HELD IN OTHER COMPANIES:**

- Director of Solem SA transformed into a simplified joint stock company as of 21/12/2007.

**OFFICERS:** Hadrien SAUBOT

**APPOINTMENTS HELD IN THE COMPANY:** Director

**APPOINTMENTS HELD IN OTHER COMPANIES:**

- Director of Solem SA transformed into a simplified joint stock company as of 21/12/2007.

**OFFICERS:** José MONFRONT

**APPOINTMENTS HELD IN THE COMPANY:** Director

**APPOINTMENTS HELD IN OTHER COMPANIES:**

- Director of Haulotte Trading Shanghai Co. Ltd.



## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

**OFFICERS:** Michel BOUTON

**APPOINTMENTS HELD IN THE COMPANY:** Director

**APPOINTMENTS HELD IN OTHER COMPANIES:**

- Chairman of PVI,
- Chairman of PVI HOLDING
- Chairman and Chief Executive Officer of Escal (subsidiary of PVI),
- Chairman of Sovibus (majority shareholder of PVI).

**OFFICERS:** Bertrand BADRE

**APPOINTMENTS HELD IN THE COMPANY:** Director

**APPOINTMENTS HELD IN OTHER COMPANIES:** None.

### Compensation of corporate officers

Corporate officers	Fixed compensation in euros *	
	2007	2006
Pierre SAUBOT	175 500	162 500
Alexandre SAUBOT	169 000	156 000
	Variable compensation in euros *	
	2007	2006
Pierre SAUBOT	80 000	50 000
Alexandre SAUBOT	110 000	90 000
	Benefits in-kind	
	Pierre SAUBOT	None
Alexandre SAUBOT	None	

(\*) Compensation includes total amounts received including benefits of any nature, in this case paid by the controlling company, Solem.

No compensation has been paid by the company for serving as corporate officers. Only travel expenses for attending Board meetings are reimbursed on the basis of vouchers. Corporate officers do not benefit from a special pension scheme.

The company has made no commitment of any nature in favour of corporate officers constituting components of compensation, indemnities or other benefits payable or that could be payable in connection with the assumption, termination or change of these appointments or subsequent thereof.

### Transactions involving shares of the company by officers or related parties in accordance with article L.621-18-2 of the French Financial and Monetary Code

The corporate officers have not engaged in any transactions in shares they hold in the company, either directly or through persons with whom they have close personal relations.

Only José Monfront, Director, in connection with stock options granted in 2002 undertook the following transactions:

- On 1 February 2007, the exercise of 4500 stock options at an exercise price of €9.46 for a total of €42,570;
  - On 1 February 2007, the exercise of 4500 stock options at an exercise price of €24.30 for a total of €109,350.
- These transactions were reported to the AMF (Autorité des Marchés Financiers) within the period required by law.

Information on the increased in the shareholding in the capital of Solem SA, the majority shareholder, is provided below in paragraph 5.

### Transactions involving shares of the company by members of the Executive Committee "considered as officers" in accordance with article L.621-18-2 b) of the French Financial and Monetary Code:

Segundo Fernandez, Executive Vice President of Group Sales and Executive Committee member, undertook the following transactions in fiscal 2007 involving stock options in 2002 and 2003:

- 3,500 stock options at an exercise price of €9.46 for a total of €33,110;
- 3,500 stock options at an exercise price of €25.85 for a total of €90,475;
- the exercise of 3,000 and exercise price of €4.19 for a total of €12,570;
- On 20 September 2007, the sale of 3,000 shares thus created at a price of €27.91 per share for a total of €83,730;

Philippe Noblet, Secretary General and Executive Committee member undertook following transactions in fiscal 2007 involving stock options granted in 2002 and 2003:

- On 24 January 2007, exercise 3500 stock options at an exercise price of €9.46 for a total of €33,110;
- On 24 January 2007, sold 3,500 shares thus created for €24 per share for a total of €84,000;
- On 10 July 2007, exercise 3,000 stock options at an exercise price of €4.19 for a total of €12,570.

### EMPLOYEE STOCK OWNERSHIP

#### Employee shareholdings on the last day of the fiscal year:

In compliance with article L. 225-102 of the French Commercial Code, we inform you that on the last day of the fiscal year ended 31 December 2007 the shareholding of employees was less than 3%.



## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

Stock options granted to salaried employees:

	PLAN N°1	PLAN N°2	PLAN N°3
Board of Directors' meeting date	26 July 2001	2 July 2002	8 July 2003
Total number of options allotted at inception	171 250	175 250	159 200
Number of shares able to be subscribed at 31/12/2007	0	8 010	42 150
Number of shares able to be subscribed:			
- by officers	0	0	0
- by the 10 employees having been granted the greatest number	33 500	33 500	29 400
Commencement of the option exercise period	26 July 2005	2 July 2006 (excluding authorized exemptions)	8 July 2007 (excluding authorized exemptions)
End of the option exercise period	Initially 25 October 2005 extended to 25 April 2006 by the Board of Directors on 26/10/2005	02 July 2009	08 July 2010
Exercise price	€16,78	€9,46	€4,19
Number of shares subscribed at 31/12/2007	101,050	109,990	73,600

### Bonus shares granted to company employees:

In fiscal 2007 no bonus shares were granted to employees of the company.

### Restrictions imposed on officers concerning the exercise of stock options or retention of shares resulting from the exercise of options before the termination of their functions:

Under the regulations of the stock option plans of 2001, 2002 and 2003, corporate officers are not subject to special restrictions concerning the exercise or retention of shares resulting from the exercise of options. Similarly, the Board of Directors of the company has not introduced any new restrictions since the adoption of these regulations.

### Restrictions imposed on corporate officers concerning bonus shares:

No bonus shares were granted to corporate officers in fiscal 2007.

## AUTHORIZATION TO PURCHASE COMPANY SHARES WITHIN THE LIMIT OF 10% OF THE SHARE CAPITAL

We propose that you authorize the Board of Directors that may in turn delegate said authority to the Chairman, in accordance with articles L. 225-209 et seq. of the French Commercial Code articles 241-1 et seq. of the AMF General Regulation, to purchase shares of the company on or off-market by any appropriate means representing not more than 10% of the company's capital stock.

Haulotte Group wishes to implement a share buy-back program for the following purposes, in decreasing order of priority:

- Maintaining an orderly market in the company's shares through an investment services provider within the framework of a

liquidity agreement based on the model contract drafted in accordance the French association of investment firms' (AFEI or Association Française des Entreprises d'Investissement) code of conduct of 14 March 2005 and approved by the AMF (Autorité des Marchés Financiers) on 22 March 2005;

- For employee stock option plans and other share grants in accordance with the provisions of article L.443-1 et seq. of the French Labour Code or grants to employees and/or officers of the Company or companies covered by article L.225-197-2 of the French Commercial Code of shares of the Company or the grant of shares in connection with employee profit-sharing plans;
- Retain such shares for subsequent use as a means of payment or exchange in connection with financial transactions or acquisitions, in compliance with applicable regulations;
- Cancelling shares thus acquired, subject to adoption by the extraordinary shareholders' meeting of the resolution authorizing the Board of Directors to reduce the share capital by cancellation of treasury shares held by the Company.

The number of shares that may be acquired for subsequent use as a means of payment or exchange in connection with a merger, demerger or contribution, may not exceed 5% of the share capital, in accordance with article L.225-209 paragraph 6 of the Commercial Code resulting from Act 2005-842 of 26 July 2005.

The shares may be sold or transferred by any means. Share purchased may also be held. They may be cancelled under the conditions provided for by law. The entire share buy-back program may be executed through block trades.

The purchase price may not exceed €60 per share subject to adjustments in connection with equity transactions.

Shares acquired under this authorization may not exceed 10% of the company's share capital (or 3 443 400 shares). On this basis, the total amount of acquisitions may not exceed €206 604 000.

However, the total number of shares may be adjusted according to transactions that may affect the share following the decision of the general meeting, with treasury shares deducted.

Shares held directly or indirectly under this authorization may not exceed 10% of the share capital.

Should the company exercise the options provided for in the fourth paragraph of article L. 225-209 of the French Commercial Code, the sales price shall be determined in accordance with applicable legal provisions.

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

This authorization shall be granted for a maximum of eighteen (18) months. The Board of Directors may delegate as provided for under the law. This authorization may also be used during offers to purchase or exchange securities. This authorization cancels and replaces the authorization granted by the Ordinary General Meeting of 31 May 2007.

The shareholders grant the Board of Directors full powers with the possibility to further delegate this authority as provided for under the law, to place all stock market orders, use any derivative instruments in compliance with applicable securities market regulations, conclude all agreements for the purpose of completing formalities, procedures and filings, and in general take all measures considered necessary.

### Authorization and powers granted to the Board of Directors to reduce the share capital by cancellation of treasury shares

We propose that you authorize the Board of Directors to reduce the share capital by cancelling, on one or more occasions, all or part of the treasury shares that the Company may hold that were acquired through the share buy-back program mentioned above subject to a limit of 10% of the share capital of the company for periods of 24 months.

In addition, we propose that you delegate to the Board of Directors all powers to proceed with this transaction in accordance with the provisions of article L.225-209, paragraph 7 of the French Commercial Code and allocate the difference between purchase price of the shares cancelled and their nominal value to premium accounts or revenue reserves.

This authorization is given for a period of eighteen months and cancels and replaces the previous authorization conferred by the Extraordinary General Assembly of May 31st, 2007.

### Information having a potential impact in the event of takeover bids (article L.225-100-3 of the French Commercial Code)

#### Capital structure of the company:

Solem, the majority shareholder of the company, is itself held by the Saubot family.

At 2007 year-end, the capital structure of the company was as follows:

- Solem: 50,80% of the share capital (and 67,65% of the voting rights);
- Holders of bearer shares: 44,30 % of the share capital (and 29,8 of the voting rights);
- Holders of registered shares: 2,50% of the share capital (and

- 2.67% of the voting rights);
- Treasury shares: 2.40%

### Restrictions under the bylaws on the exercise of voting rights and the transfer of shares or the provisions of agreements reported to the company in compliance with article L. 233-11 of the French Commercial Code:

Under Article 9 (Transfer and Transmission of Shares) of the bylaws, legal entities or natural persons that acquire or cease to hold a fraction equal to 1% of the share capital or the voting rights or any multiple thereof, must notify the company within fifteen days of crossing such thresholds.

Under the bylaws, if the company has not been so notified, shares that exceed the fraction to be reported under this disclosure requirement shall be deprived of voting rights at the request of one or more shareholders holding 5% of the share capital (with such request recorded in the minutes of the general meeting).

### Direct and indirect interests in the capital known to the Company by virtue of articles L 233-7 and L 233-12

See paragraph 5 of this report.

### Holders of shares conferring special control rights and a description thereof

All shares of the company confer upon shareholders a right to participate in meetings under the conditions and subject to the provision provided for by law and regulations.

Shares shall confer a right to a percentage of the company's assets, the distribution of earnings and proceeds after liquidation equal to the proportion of the share capital they represent.

A double voting right is granted to all fully paid-up shares in proportion to the capital they represent subject to proof that they have been registered for at least four (4) years in the name of the same shareholder.

This right is also granted pursuant to the capitalization of reserves, earnings or additional paid-in capital to free registered shares granted on the basis of existing shares entitled to the same right.

For any shareholder acting alone or in concert that fails to meet the disclosure obligation to report the crossing the one percent (1%) threshold for share capital or voting rights or any multiple thereof, shares that exceed the fraction to be reported under this disclosure requirement shall be deprived of voting rights at the request of one or more shareholders holding five percent (5%) of the share capital recorded in the minutes of the general meeting.

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

### Rules concerning the appointment and replacement of directors

By law a director may be a natural person or legal entity.

#### Appointment of directors:

Each director must possess legal capacity or be an emancipated minor and shall not be subject to incompatibilities or restrictions provided for under law.

The director may be a salaried employee of the company if his or her employment contract predates the appointment to the board and corresponds to an actual employment.

The number of directors bound by employment contracts with the company may not exceed one third the total members on the board.

In the absence of an age limits set by the bylaws for directors, not more than one third of the board members may exceed seventy years of age.

Appointments of directors during the life of the company fall under the authority of the ordinary general meeting and shall be recorded in the agenda of the meeting except for cases of appointments following revocation.

Directors are appointed for a maximum term of six years (article 12 of the bylaws).

The Board of Directors selects from among its members a natural person as Chairman that must be less than seventy years of age. The Chairman is appointed for a term which may not exceed his or her term as director and may be reappointed (article 12 of the bylaws).

Directors may be reappointed and no provisions of the bylaws provide for the contrary.

The bylaws shall not set a minimum number of directors that exceeds the legal minimum.

#### Replacement of directors:

When during his or her term the Chairman of the Board of Directors reaches seventy, he or she shall be considered to have automatically resigned and will proceed with the appointment of a new chairman in accordance with the provisions of the bylaws (article 12 of the bylaws).

In the event of vacancies of board directorships pursuant to death or resignation, Board members may appoint themselves, on an interim basis by cooptation, a new director whose appointment must be approved by the next shareholders' meeting. Cooptation is not possible when the number of directors is less than the legal minimum of three. In the latter case the ordinary general meeting must be immediately called to complete the number of board members.

In compliance with the provisions of the law, terms of directors expire pursuant rules governing age limits, the occurrence of events preventing the director from exercising his or her functions (death, illness, etc.), the winding up or transformation of the company, adoption of a new system of corporate governance (dual system with a executive board and supervisory board) and finally by revocation or resignation.

### Rules governing the modification of the company's bylaws

Amendments to the bylaws of the company in accordance with legal provisions are subject to the exclusive authority of the extraordinary general meeting.

As an exception to this rule, the Board of Directors may modify the bylaws in respect to amounts of share capital and the number of shares comprising the capital, after recording, in its first meeting following the end of the fiscal year, the number and amount of shares issued pursuant to the exercise of stock options.

In this context, the Board of Directors may also delegate authority to its Chairman to amend the bylaws and comply with legal formalities if it decides that it is preferable to not wait for the end of the fiscal year to proceed with these modifications.

### Powers of the Board of Directors concerning notably issuing or repurchasing shares

The powers of the Board of Directors concerning share buy-back programs are authorized and delegated by ordinary and extraordinary general meetings.

The ordinary general meeting authorizes the Board of Directors, with the possibility to delegate said authority to its chairman to purchase shares of the company on or off market by any means representing not more than 10% of the company's capital stock (and subject to a maximum of 5% of the share capital for the purpose of acquiring shares for subsequent use as a means of payment or exchange in connection with mergers, demergers or contributions). This authorization is granted for a maximum of eighteen (18) months and may also be used during takeover bids or tender offers.

The ordinary general meeting confers full powers to the Board of Directors with the possibility to further delegate this authority to the Chairman, to place all stock market orders, use any derivative instruments in compliance with applicable securities market regulations, conclude all agreements for the purpose of completing formalities, procedures and filings, and in general take all measures considered necessary.

## Excerpt of the management report to the annual general meeting of April 22nd, 2008

The extraordinary general meeting authorizes the Board of Directors to cancel on one or more occasions all or part of the company shares that may be held under this share buy-back program not to exceed 10% of the share capital of the company per 24 month period.

In this context, it authorizes the Board of Directors to allocate the difference between the purchase price of the cancelled shares and their nominal value to share premium accounts or revenue reserves and vests the Board with all powers to define the conditions and procedures of such cancellations and amend, as applicable the company's bylaws.

In the case of share issues the powers that may be granted to the Board of Directors shall be authorized by the general shareholders' meeting.

### AGREEMENTS SUBJECT TO ARTICLES L.225-38 ET SEQ. OF THE FRENCH COMMERCIAL CODE

The auditors' special report provides information on regulated agreements with related parties subject to the provisions of article L.225-38 of the French Commercial Code concluded in prior periods that remained in force in the last fiscal year.

In compliance with the provisions of article L.225-40 of the French Commercial Code, we request that you approve this report.

We inform you that you may obtain from the date of the notice of the general meeting information providing a list of such agreements and their purposes concluded in the course of the normal operations of the company in the period under review and which, in light of their purpose or financial implications, are of a material nature for one of the parties.

### GROUP MANAGEMENT REPORT

#### Review of consolidated operations:

The Group financial statements have been prepared in accordance with IFRS as adopted by the European Union.

In 2007 Group sales increased 24.8% to €648,1 million from €519 million in the prior year.

This result reflects strong growth in equipment sales (+27%) and to a lesser extent leasing activity (+8.4%). Growth in production volume also fueled this positive commercial performance.

In terms of the geographical sales mix, Europe remains the largest market (88.6% of total revenue).

Current operating income increased significantly by more than 19,7% from €95 million in 2006 to €113,7 million.

The operating margin for the year was 17,5% versus 18,3% in 2006. Operating profit benefited from a positive volume effect (€38,7 million), even though reorganization measures of the Group and the expansion of the commercial network resulted in a significant increase in administrative and selling expenses (€18 million). Research and development expenditures increased €1 million. Operating income was also adversely impacted by a negative translation effect of €2,2 million.

Net attributable profit at 31 December 2007 totalled €71 million versus €60,4 million in 2006, representing a net margin of 11% compared with 11,6% in the prior year. This decline reflects primarily the negative translation effect combined with a limited net financial expense.

#### Foreseeable changes in the Group's situation and outlook:

Markets with strong potential in Eastern Europe, South America and Asia should provide Haulotte Group with additional opportunities for further expansion. New production capacity will also increase our inventories of available products and the quality of customer service. The ramp up of production for the telehandler line in 2008 should also significantly contribute to future growth.

### SUMMARY OF AUTHORIZATIONS IN FORCE GRANTED BY THE GENERAL MEETING OF THE SHAREHOLDERS TO THE BOARD OF DIRECTORS FOR CAPITAL INCREASES IN COMPLIANCE WITH ARTICLES L. 225-129-1 L. 225-129-2 AND L.225-129-3:

There is no authorization granted to the Board of Directors.

### REPORT OF THE CHAIRMAN OF THE BOARD OF DIRECTORS IN ACCORDANCE WITH ARTICLE L.225-37 OF THE FRENCH COMMERCIAL CODE:

In accordance with the provisions of article L.225-37 of the French Commercial Code, the Chairman's report on the Board's operating procedures and internal control is enclosed in Appendix 2 of this report.

The Board of Directors.

## Five-Year financial summary

	2007	2006	2005	2004	2003
<b>SHARE CAPITAL AT YEAR-END</b>					
Common stock	4 476 420.00	4 456 704.20	4 439 416.80	4 439 416.80	4 439 416.80
Number of outstanding shares					
- ordinary shares	34 434 000.00	34 282 340.00	34 149 360.00	34 149 360.00	34 149 360.00
- preferred shares					
Maximum number of future shares to be issued					
- by conversion of bonds					
- by exercise of stock options					
<b>OPERATIONS AND RESULTS</b>					
Sales excluding taxes	528 156 057.00	414 176 101.40	305 944 067.42	211 159 588.71	191 207 863.95
Earnings before taxes, employee profit-sharing, depreciation and provisions	108 180 316.37	88 764 100.56	53 394 985.94	19 181 038.58	6 928 075.00
Corporate income tax	22 930 420.83	23 864 202.71	14 634 512.00	2 403 237.00	13 308.33
Employee profit-sharing	1 976 596.00	2 310 715.00	1 580 765.38		
Allowances for depreciation and provisions	32 134 510.84	14 227 752.10	8 570 887.81	10 224 357.57	12 789 363.11
Income after tax, employee profit-sharing, depreciation and provisions	51 138 788.70	48 361 430.75	28 608 820.75	6 553 444.01	(5 874 596.44)
Dividends	7 393 255.76	5 827 997.80	4 439 417.00	3 414 936.00	2 039 662.00
<b>PER SHARE DATA</b>					
Earnings per share after taxes, employee profit-sharing but before depreciation and provisions	2.42	1.83	1.09	0.49	0.20
Earnings per share after tax, depreciation and provisions	1.49	1.41	0.84	0.19	(0.17)
Dividend per share	0.22	0.17	0.13	0.10	0.06
<b>PERSONNEL</b>					
Average number of employees	584	536	477	451	515
Total payroll	19 097 380.59	17 038 324.73	13 770 950.28	14 764 103.00	13 640 175.35
Total benefits (social security, welfare benefits, etc.)	7 926 131.10	6 556 478.31	5 478 868.45	5 129 570.00	5 446 832.66



## Consolidated financial statements at 31/12/2007

*"This is a free translation into English of the statutory auditors' report issued in French and is provided solely for the convenience of English speaking users. The statutory auditors' report includes information specifically required by French law in such reports, whether modified or not. This information is presented below the opinion on the consolidated financial statements and includes an explanatory paragraph discussing the auditors' assessments of certain significant accounting and auditing matters. These assessments were considered for the purpose of issuing an audit opinion on the consolidated financial statements taken as a whole and not to provide separate assurance on individual account captions or on information taken outside of the consolidated financial statements."*

*This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standards applicable in France."*

## Consolidated financial statements at 31/12/2007

### CONSOLIDATED BALANCE SHEET - ASSETS

In thousands of euros	Notes	2007 December	2006 December
Goodwill	9	2 580	1 870
Intangible assets	10	5 354	5 139
Property, plant and equipment	11	62 475	87 127
Financial assets	12	849	1 473
Deferred tax assets	17	8 042	2 677
Trade receivables from financing activities exceeding one year	14/16	47 109	64 513
<b>NON-CURRENT ASSETS (A)</b>		<b>126 409</b>	<b>162 799</b>
Inventories	13	130 272	79 388
Trade receivables	14/16	252 271	224 258
Trade receivables from financing activities less than one year	14/16	33 405	38 705
Other debtors	15	20 923	16 221
Cash and cash equivalents	18	47 696	67 999
Financial derivative instruments	19	4 759	3 542
<b>CURRENT ASSETS (B)</b>		<b>489 326</b>	<b>430 114</b>
<b>ASSETS HELD FOR SALE (C)</b>	8	<b>41 900</b>	
<b>TOTAL ASSETS (A+B+C)</b>		<b>657 635</b>	<b>592 913</b>

Notes 1 to 50 constitute an integral part of these consolidated financial statements.

### CONSOLIDATED BALANCE SHEET - LIABILITIES & EQUITY

In thousands of euros	Notes	2007 December	2006 December
Share capital	21	4 476	4 457
Share premiums	21	91 868	90 841
Consolidated reserves and income		219 477	175 782
<b>SHAREHOLDERS' EQUITY BEFORE MINORITY INTERESTS (A)</b>		<b>315 821</b>	<b>271 080</b>
Minority interests (B)		699	631
<b>TOTAL EQUITY</b>		<b>316 520</b>	<b>271 710</b>
Long-term debt	26	115 768	133 469
Deferred tax liabilities	17	2 523	1 229
Provisions	24/25	1 717	1 829
<b>NON-CURRENT LIABILITIES (C)</b>		<b>120 008</b>	<b>136 527</b>
Trade payables	29	129 070	97 442
Other payables	28	39 982	55 482
Current borrowings	26	32 459	25 150
Provisions	24	4 817	4 671
Financial derivative instruments	19	3 534	1 931
<b>CURRENT LIABILITIES (D)</b>		<b>209 862</b>	<b>184 676</b>
<b>LIABILITIES HELD FOR SALE (E)</b>	8	<b>11 245</b>	
<b>LIABILITIES AND SHAREHOLDERS' EQUITY (A+B+C+D+E)</b>		<b>657 635</b>	<b>592 913</b>

Notes 1 to 50 constitute an integral part of these consolidated financial statements.



## Consolidated financial statements at 31/12/2007

### INCOME STATEMENT

In thousands of euros	Notes	2007 December		2006 December	
Sales and revenue	42	648 132	100%	519 276	100%
Cost of goods sold	31	(438 415)	-67,6%	(349 232)	-67,3%
Selling expenses		(36 136)	-5,6%	(28 591)	-5,5%
General and administrative expenses	32	(49 298)	-7,6%	(39 316)	-7,6%
Research and development expenditures	33	(7 110)	-1,1%	(6 085)	-1,2%
Exchange gains and losses	34	(2 224)	-0,3%	498	0,1%
Other operating income and expenses	37	(1 284)	-0,2%	(1 522)	-0,3%
<b>CURRENT OPERATING INCOME</b>		<b>113 665</b>	<b>17,5%</b>	<b>95 027</b>	<b>18,3%</b>
Badwill/impairment of goodwill					
<b>OPERATING INCOME</b>		<b>113 665</b>	<b>17,5%</b>	<b>95 027</b>	<b>18,3%</b>
Cost of net financial debt	38	(5 716)	-0,9%	(3 208)	-0,6%
Other financial income and expenses		149	0,0%	120	0,0%
<b>INCOME BEFORE TAX</b>		<b>108 098</b>	<b>16,7%</b>	<b>91 938</b>	<b>17,7%</b>
Income tax	39	(36 937)	-5,7%	(31 483)	-6,1%
<b>NET INCOME</b>		<b>71 161</b>	<b>11,0%</b>	<b>60 455</b>	<b>11,6%</b>
<i>attributable to shareholders</i>		<i>71 005</i>	<i>11,0%</i>	<i>60 392</i>	<i>11,6%</i>
<i>attributable to minority interests</i>		<i>156</i>	<i>0,0%</i>	<i>63</i>	<i>0,0%</i>
<b>Net earnings per share</b>	41	<b>2,11</b>		<b>1,77</b>	
<b>Net diluted earnings per share</b>	41	<b>2,11</b>		<b>1,76</b>	

Notes 1 to 50 constitute an integral part of these consolidated financial statements.

### STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY

In thousands of euros	Share capital	Share premiums	Consolidated reserves	Profit of the period	Stock options	Treasury shares	Translation differences	Group share	Minority interests	Total
<b>Balance at 1 January 2006</b>	<b>4 439</b>	<b>88 861</b>	<b>77 394</b>	<b>45 846</b>	<b>209</b>	<b>(1 019)</b>	<b>(749)</b>	<b>214 981</b>	<b>477</b>	<b>215 458</b>
Change in capital of the parent company	17	1 980						1 998		1 998
Appropriation of 2005 net income			45 846	(45 846)						
Profit of the period				60 392				60 392	63	60 455
Dividends paid by the parent company			(4 440)					(4 440)		(4 440)
Translation differences							(1 802)	(1 802)		(1 802)
Stock options					5			5		5
Treasury shares						(54)		(54)		(54)
Other changes									91	91
<b>Balance at 31 December 2006</b>	<b>4 456</b>	<b>90 841</b>	<b>118 800</b>	<b>60 392</b>	<b>214</b>	<b>(1 073)</b>	<b>(2 551)</b>	<b>271 080</b>	<b>631</b>	<b>271 710</b>
Change in capital of the parent company	20	1 027						1 047		1 047
Appropriation of 2006 net income			60 392	(60 392)						
Profit of the period				71 005				71 005	156	71 161
Dividends paid by the parent company			(5 823)					(5 823)		(5 823)
Translation differences							(392)	(392)		(392)
Translation of foreign net investments							(3 395)	(3 395)		(3 395)
Stock options					37			37		37
Treasury shares						(17 737)		(17 737)		(17 737)
Other changes									(88)	(88)
<b>Balance at 31 December 2007</b>	<b>4 476</b>	<b>91 868</b>	<b>173 369</b>	<b>71 005</b>	<b>251</b>	<b>(18 810)</b>	<b>(6 338)</b>	<b>315 821</b>	<b>699</b>	<b>316 520</b>

Notes 1 to 50 constitute an integral part of these consolidated financial statements.

## Consolidated financial statements at 31/12/2007

### CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT

In thousands of euros	Notes	2007 December	2006 December
Net income		71 161	60 456
Stock option expenses		37	5
Allowance for depreciation and amortization		21 877	20 579
Changes in provisions (except for current assets)		1 076	1 138
Change in deferred tax		(93)	(1 870)
Gains and losses from disposals of fixed assets		(1 116)	(1 095)
<b>GROSS CASH FLOW FROM CONSOLIDATED OPERATIONS</b>		<b>92 941</b>	<b>79 213</b>
Changes in operating working capital	43	(69 752)	(46 491)
Changes in receivables from financing activities	44	18 306	21 583
<b>CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES</b>		<b>41 495</b>	<b>54 305</b>
Acquisition of fixed assets		(32 926)	(30 362)
Proceeds from disposals of fixed assets, net of tax		3 456	3 533
Impact of changes in consolidation scope		0	643
Changes in payables on fixed assets		(3 638)	3 493
<b>CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES</b>		<b>(33 108)</b>	<b>(22 693)</b>
Dividends paid to parent company shareholders		(5 822)	(4 440)
Cash capital increases		1 047	1 998
Loans issues		5 298	1 609
Repayment of borrowings		(10 159)	(34 148)
Purchase/sales of treasury shares		(17 737)	(54)
<b>CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES</b>		<b>(27 373)</b>	<b>(35 035)</b>
<b>NET CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS</b>		<b>(18 986)</b>	<b>(3 423)</b>
Opening cash and cash equivalents	45	69 458	72 949
Effect of exchange rate changes		(784)	(68)
Closing cash and cash equivalents	45	49 688	69 458
<b>NET CHANGE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS</b>		<b>(18 986)</b>	<b>(3 423)</b>

Notes 1 to 50 constitute an integral part of these consolidated financial statements

# Consolidated financial statements for the fiscal year ended December 31st, 2007 under IFRS

<b>NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS</b> .....	<b>page</b>
<b>Note 1 General information</b> .....	<b>88</b>
<b>Note 2 Significant accounting policies</b> .....	<b>88</b>
2.1 Statement of compliance .....	88
2.2 Use of estimates, assumptions and judgments .....	88
2.3 Basis of consolidation .....	89
2.4 Intercompany balances and transactions .....	89
2.5 Foreign currency translation of financial statements of foreign subsidiaries .....	89
2.6 Translation of transactions in foreign currency .....	89
2.7 Business combinations .....	89
2.7 Segment reporting .....	89
<b>Note 3 Principles and methods for the valuation of key balance sheet aggregates</b> .....	<b>89</b>
3.1 Goodwill .....	89
3.2 Intangible assets .....	90
3.3 Property, plant and equipment .....	90
3.4 Treasury shares .....	90
3.5 Financial assets .....	90
3.6 Inventory and work in progress .....	91
3.7 Trade receivables .....	91
3.8 Borrowings .....	92
3.9 Employee benefits .....	92
3.10 Provisions .....	92
3.11 Deferred taxes .....	92
3.12 Cash and cash equivalents .....	92
3.13 Stock option plans .....	93
3.14 Assets and liabilities of disposal group .....	93
<b>Note 4 Management of financial risk</b> .....	<b>93</b>
<b>Note 5 Principles and methods of measurement for the income statement</b> .....	<b>94</b>
5.1 Revenue recognition .....	94
5.2 Cost of goods sold .....	94
5.3 Selling expenses .....	94
5.4 General and administrative expenses .....	94
5.5 Research and development expenditures .....	94
5.6 Other operating income and expenses .....	94
5.7 Current operating income .....	94
5.8 Cost of net financial debt .....	94
5.9 Other financial income and expenses .....	94
5.10 Earnings per share .....	94
<b>Note 6 Scope of consolidation</b> .....	<b>95</b>
<b>Note 7 Change in the consolidation scope</b> .....	<b>95</b>
<b>Note 8 Assets and liabilities held for sale</b> .....	<b>96</b>
<b>Note 9 Goodwill</b> .....	<b>96</b>

## Consolidated financial statements for the fiscal year ended December 31st, 2007 under IFRS

<b>NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS (Following)</b>	<b>.....page</b>
Note 10 Intangible assets	.....97
Note 11 Property, plant and equipment	.....97
Note 12 Financial assets	.....98
Note 13 Inventories	.....98
Note 14 Trade receivables and related accounts	.....99
Note 15 Other debtors	.....100
Note 16 Receivables by maturity	.....100
Note 17 Deferred taxes	.....100
Note 18 Cash and cash equivalents	.....102
Note 19 Fair value of derivative instruments	.....102
Note 20 Management of foreign exchange risk	.....102
Note 21 Share capital and premiums	.....102
Note 22 Treasury shares	.....103
Note 23 Employee stock option plans	.....103
Note 24 Provisions	.....104
Note 25 Pension and related benefits	.....104
Note 26 Borrowings and financial debt	.....105
Note 27 Management of interest-rate risks	.....105
Note 28 Other payables	.....106
Note 29 Payables by maturity	.....106
Note 30 Sales and revenue	.....106
Note 31 Cost of goods sold	.....106
Note 32 General and administrative expenses	.....107
Note 33 Research and development expenditure	.....107
Note 34 Exchange gains and losses	.....107
Note 35 Expenses by nature in current operating income	.....107
Note 36 Staff costs	.....107
Note 37 Other operating income and expenses	.....108
Note 38 Cost of net financial debt	.....108
Note 39 Corporate income tax	.....108
Note 40 Effective income tax reconciliation	.....108
Note 41 Earnings per share	.....109
Note 42 Segment reporting	.....109
Note 43 Analysis of change in working capital	.....111
Note 44 Analysis of changes in receivables from financing activities	.....111
Note 45 Cash components	.....112
Note 46 Information on related parties	.....112
Note 47 Off-balance sheet commitments	.....112
Note 48 Off-balance sheet commitments in connection with entitlements to individual training benefits	.....113
Note 49 Average number of employees	.....113
Note 50 Events after the balance sheet date	.....113

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 1 General information

Haulotte Group S.A. manufactures and distributes through its subsidiaries (forming the "Group") people and material lifting equipment.

Haulotte Group also operates in rental market for this equipment.

Haulotte Group S.A. is a société anonyme (a French limited liability company) incorporated in Saint Etienne (France) with its registered office in L'Horme. The company is listed on Euronext Paris – Eurolist Compartment B (Mid Caps).

The annual consolidated financial statements for the period ended 31 December 2007 and the notes thereto were approved by the Board of Directors of Haulotte Group SA on 3 March 2008.

Figures are expressed as "K€" (thousands of euros).

In December 2007, the Group initiated divestments of certain equipment rental subsidiaries (Lev, Royans Levage and Lev Lux) that were finalized in January 2008. The assets and liabilities relating to these entities have been presented at 31 December 2007 according to the principles defined in notes 3.14 and 8.

### Note 2 Significant accounting policies

The main accounting policies applied to prepare the consolidated financial statements are described below. Except where specifically specified otherwise, these policies have been consistently applied to all financial periods presented herein.

#### 2.1 Statement of compliance

Group consolidated financial statements are prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union. Consolidated financial statements have been prepared

according to the historical cost principle with the exception of financial assets and derivatives recognized at fair value through profit or loss.

**Amendments to standards effective in 2007:** All new standards interpretations or amendments published by IASB whose application is mandatory in the European Union starting 1 January 2007 have been applied. Two standards concerning the Group (IFRS 7- IAS1) did not result in any restatements of prior years presented herein as they concern only the nature of disclosures in the financial statements, and have no impact on the accounting policies applied.

**IFRS 7 – Financial instruments: Disclosures.** This standard requires the disclosure of information so that the reader of financial statements can evaluate the importance of financial instruments in the Group's accounts as well as the nature and extent of the risks arising from their use.

**Amendment to IAS 1 – Capital disclosures.** This amendment requires additional disclosures on the Group's objectives and processes for managing capital.

#### Standards not yet effective and not adopted in advance by the Group:

Standards and interpretations whose application was optional in 2007 have not been applied in advance on 31 December 2007.

**IFRS 8 – Operating segments**

This standard requires the publication of segment information according to indicators retained by management to measure Group performance. The Group will apply IFRS 8 from 2009, when it becomes mandatory. Its impact is currently being assessed.

**IFRIC 11 - IFRS 2 - Group and treasury share transactions**

The mandatory application starting with accounting periods beginning on or after March 1st, 2007 IFRIC 11

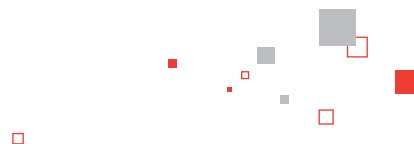
concerns transactions in which the company directly grants its employees rights to equity instruments. Application of this standard will have no impact on the Group financial statements.

#### 2.2 Use of estimates, assumptions and judgments

In preparing financial statements, the Group has recourse to estimates and assumptions about future events. Such estimates are based on past experience and other factors considered reasonable in view of current circumstances.

Use of estimates and assumptions for the measurement of certain assets and liabilities, income, expenses and commitments has an impact notably on the following items:

- Depreciation and amortization periods for fixed assets (cf. note 3.3);
- The valuation of provisions, notably for manufacturer's warranties (cf. 3.10) and for pension obligations (cf. note 3.9);
- The valuation of share-based payment plans (cf. 3.13);
- Provisions for impairment of current assets: receivables (cf. 3.7) and inventories (cf. 3.6);
- Revenue recognition (cf. 3.7);
- Impairment testing of intangible assets (cf. 3.2);
- Estimation of the bargain purchase option for guaranteed residual values (cf. 3.7);
- Recognition of deferred tax assets (cf. 3.11).



## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### 2.3 Basis of consolidation

#### a) Subsidiaries

Subsidiaries in which Haulotte Group S.A. exercises directly or indirectly exclusive control are fully consolidated. They are deconsolidated on the date that control ceases.

#### b) Associates

Companies in which the Group exercises significant influence without exercising control are consolidated under the equity method.

Shares of companies not considered significant or in which the Group does not exercise significant influence are recognized as financial assets at fair value. The list of subsidiaries and equity associates is disclosed in note 6.

### 2.4 Intercompany balances and transactions

All intercompany balances and transactions between fully consolidated companies are eliminated.

### 2.5 Foreign currency translation of financial statements of foreign subsidiaries

The functional currency of the parent company, Haulotte Group S.A., is the euro that which is also the presentation currency in the consolidated financial statements.

Financial statements of foreign subsidiaries are presented on the basis of their functional currency, i.e. the local currency.

The financial statements of foreign companies for which the functional currency differs from the presentation currency (euro) are converted into the presentation currency as follows:

- Assets and liabilities are translated at the year-end exchange rate;
- Income statement items are converted at the average exchange rate for the period (based on the average monthly rate over 12 months).

Exchange differences from the translation of the financial statements of the subsidiaries are recognized as a separate component of equity and broken down between the parent company share and minority interests.

### 2.6 Translation of transactions in foreign currency

Transactions in foreign currencies are translated by the subsidiary in its functional currency at the exchange rate of the transaction date. At year-end, monetary items of the balance sheet denominated in foreign currencies are translated at closing exchange rates. Receivables and payables covered by foreign exchange hedges are translated at the hedge rate.

Gains and losses on translation are recorded directly in the income statement under operating income as "exchange gains and losses" except foreign net investments as defined under IAS 21 for which exchange differences are recognized under equity.

### 2.7 Business combinations

Business combinations are recorded on the basis of the purchase method of accounting:

- The cost of an acquisition is measured as the fair value at the date of exchange of assets given, liabilities incurred or assumed, plus any costs directly attributable to the combination.
- Acquired identifiable assets, liabilities, and contingent liabilities are measured initially by the acquirer at their fair values at the acquisition date, irrespective of the extent of any minority interest. The excess of the cost of acquisition over the Group's share in the fair value of the identifiable net assets is reviewed for allocation to intangible assets if necessary. The unallocated residual amount is recorded as goodwill. If the Group's share in the fair value of the acquired identifiable net assets exceeds the cost of acquisition, that difference

is recognized directly in the income statement (see note 3.1).

### 2.8 Segment reporting

A business segment is a group of assets and operations engaged in providing products or services subject to risks and returns different from those of other business segments.

A geographical segment is a group of assets and operations engaged in providing products or services in a particular economic environment subject to risks and returns different from those of segments operating in other economic environments.

### Note 3 Principles and methods for the valuation of key balance sheet aggregates

#### 3.1 Goodwill

Any excess of the cost of an acquisition over the Group's share in the fair value of the identifiable net assets of the acquired entity at the acquisition date is recorded in the balance sheet as goodwill.

Negative goodwill or badwill is recognised immediately under operating income as a gain and no later than 12 months after verifying the correct identification and valuation of acquired assets and liabilities.

Goodwill is not amortized but is subject to impairment tests when there exists an indication of impairment and at least once a year on the basis of the present value of future cash flows of the entity defined as a Cash Generating Unit (CGU). An impairment loss is recognized when the net present value of future cash flows is lower than the carrying value. This impairment loss, when applicable, is recorded under operating income in a distinct line "Badwill/impairment of goodwill".

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### 3.2 Intangible assets

#### a) Development expenditures

Research expenditures are expensed as incurred. Development expenditures in connection with projects (for the design of new products or improvement of existing products) are recognized as intangible assets when they meet the following criteria:

- The technical feasibility of completing the intangible asset;
- The intention of management to complete the intangible asset;
- The ability to use or sell the intangible asset;
- That it is probable that the future economic benefits attributable to the development expenditure will flow to the entity;
- The availability of adequate technical, financial and other resources to complete the project;
- That the cost of the asset can be measured reliably.

Other development expenditures that do not meet these criteria are recognized as expenses for the period in which there are incurred. Development expenditures previously expensed are not recorded as assets in subsequent periods.

Development expenditures are amortized from the date the asset is commissioned on a straight-line basis over the useful life of the asset i.e. between 2 and 5 years.

In compliance with IAS 36, development expenditures recognized under assets not yet fully amortized are subject to annual impairment tests whenever events or changes in circumstances indicate that it might be impaired (when the inflow of economic benefits is less than initially anticipated). A comparison of the value of capitalized development expenditures and expected cash flows projected over a period between 2 and 5 years is carried out to determine the impairment to be recorded.

#### b) Other intangible assets

Other intangible assets (software, patents, etc.) are recognized at their purchase cost excluding incidental expenses and financial charges.

Software is amortized on a straight-line basis over 3 to 5 years.

### 3.3 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are recognized in the balance sheet at purchase cost (less discounts and all costs necessary to bring the asset to working condition for its intended use) or production cost. Finance costs are not included in the cost of fixed assets.

Fixed assets are depreciated according to their depreciable amount (cost less the residual value), starting from the date the asset is ready to be commissioned. Depreciation is recorded over the useful life that reflects the consumption of future economic benefits associated with the asset that will flow to the enterprise.

When the carrying value of an asset is greater than the expected recoverable amount, an impairment is recorded for the difference.

Component parts are treated as separate items and subject to different depreciation rates if the related assets have different useful lives. The costs of the renewal or replacement of components are recognized as distinct assets and the replaced asset is eliminated.

In compliance with IAS 17, acquisitions financed leases are recognized as assets at the lower of fair value of the leased item and the present value of the minimum lease payments at the inception of the lease according to the procedures defined below when the lease agreements transfer substantially all of the risks and rewards of ownership to the lessee. The corresponding liability is recognized under borrowings.

Land is not depreciated. Other tangible fixed assets are depreciated on a straight-line basis over their expected useful lives as follows :

- Land improvements : 10 years
- Structural work : 30 to 40 years
- Interior office improvements : 5 to 10 years
- Paint line : 8 to 15 years
- Telehandlers, aerial work platforms and cranes : 7 to 10 years
- Machine tools : 20 years
- Other equipment : 10 years
- Industrial processes : 3 to 5 years
- Computer equipment : 5 years
- Furniture : 10 years
- General services : 20 years

The residual value and useful lives of the assets are reviewed and when necessary adjusted at the end of each period.

### 3.4 Treasury shares

Shares of Haulotte Group S.A. acquired in connection with the Group share buy-back programs (liquidity contract assuring an orderly market in the company's shares and buyback program) are recorded as a deduction from equity at acquisition cost. No gain or loss is recognized in the income statement from purchases, sales or impairment of treasury shares.

### 3.5 Financial assets

Financial assets includes loans, advances to non-consolidated subsidiaries and other financial assets recognized at fair value on the acquisition date and measured at amortized cost at the end of each period. Any impairment in the value of these assets is immediately recorded in the income statement.

The classification and designation of financial assets is determined at initial recognition, when the Group becomes a party to the contractual clauses of the assets and are subject to re-evaluation at the end of each period in accordance with IAS 39.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

The purchase and sale of financial assets (including derivative financial instruments) are recognized on the settlement date.

Information on derivatives used by Haulotte Group is provided in a separate note (note 4).

### 3.6 Inventory and work in progress

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value:

- Raw materials and supplies are recognized at the purchase price. The cost of finished products and work in progress includes direct production costs and production overhead (based on normal operating capacity). The inventories are measured using the weighted-average cost method;
- The net realizable value is the estimated selling price under normal operating conditions less costs required to sell or recondition the good.

### 3.7 Trade receivables

Receivables are initially recognized at fair value of the amount paid or receivable. They are subsequently measured at amortized cost calculated according to the effective interest rate method, less provisions for impairment.

When there are serious and objective evidence of collection risks, a provision for impairment of trade receivable is recorded. This provision represents the difference between the asset's carrying amount and the estimated resale value of the item representing the receivable. This resale value is estimated on the basis of a professional valuation. The provision is recorded in the income statement as "selling expenses".

#### a) Sales with guarantees

In line with industry practice, Haulotte Group S.A. grants guarantees to financial institutions proposing financing to Group customers. Under such arrangements, Haulotte Group transfers equipment to the financial institution that in turn

proposes the end user customer one of two options:

- The credit sale of the equipment through a loan,
- Conclusion of a finance lease.

In both cases, Haulotte Group SA grants guarantees to this financial institution. The guarantees granted by Haulotte Group are of the following nature:

- 1) Commitments to assure lease payments: Haulotte Group S.A. guarantees the financial institution payment if the debtor defaults and pays said institution upon the first event of default the entire outstanding capital balance owed by the defaulting client. In such cases, the Group will repossess the equipment for resale on the market for used equipment; and/or;
- 2) Risk pool commitments: for each lease contract signed, the Group contributes to a guarantee pool to cover future risks of customer default;
- 3) Commitments to purchase the residual value at the end of the lease: Haulotte Group grants a guarantee to repurchase of the residual value of the equipment to certain financial institutions at the end of the lease agreement concluded between the entity and the Group customer.

The first and second transactions described above are analyzed in substance:

- For credit sales of equipment by the financial institution to the end customer as a loan granted to the end customer by Haulotte Group, with the contract transferred to the financial institution to obtain financing for the sale;
- For finance lease agreements between the financial institution and the end customer as a finance lease between Haulotte Group and the end customer, with the contract transferred to the financial institution to obtain financing for the sale.

Analysis conducted according to the provisions of IAS 39 has indicated that

because of the guarantees granted by the Group, most of the risks and rewards associated with the receivable payable by the end client have not been transferred to financial institutions. In consequence, in accordance with IAS 17 (or IAS 18) and IAS 39, for the two types of commitments mentioned above the Group has recognized receivables from financing arrangements and financial debts for the balance payable by the end client to the financial institution. These receivables and payables will be eliminated as the client makes the lease payments to the financial institution.

In contrast, for the third type of guarantee (repurchase commitments at the residual value) the credit risk and the risk of a delayed payment by the customer are fully incurred by the financial institution.

In addition, Haulotte Group systematically offers customers the option of purchasing the equipment concerned at a price corresponding to this residual value. Available market data indicates that this constitutes an attractive method always used by customers. The preferential nature of the residual value guaranteed by Haulotte Group in relation to the value of used equipment is verified for every transaction.

The risk associated with the residual value theoretically retained by Haulotte Group is in this context very low. In consequence, virtually all the risks and rewards associated with the receivable are transferred to the financial institution. The residual value granted by Haulotte Group is thus recorded under off-balance sheet commitments.

#### b) Back-to-back arrangements

In the past, a significant volume of Haulotte Group sales originated from back-to-back lease arrangements.

These arrangements involve selling equipment to a financial institution accompanied by a leaseback agreement to be then subleased to the end user



## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

(finance leases). The sale of the platform to the financial institution followed by a leaseback is only carried out if a sub-lessee or end user is found.

The arrangements are considered as finance leases under IAS 17 and accounted for as follows:

- The transfer of the equipment to a financial institution is treated as a guaranteed loan recognized as debt under liabilities in the balance sheet;
- The lease payments to the financial institution under the lease are broken down between financial charges under "cost of goods sold" in the income statement and repayment of the capital (note 31);
- The sale of the equipment is recognized under "sales and revenue" when the sublease agreement is concluded with the end user. This type of arrangement is treated as a finance lease;
- A trade receivable payable by the end user is recognized under current assets for the portion payable within one year with the balance recognized under non-current assets;
- Lease payments received are broken down between received investment income under "sales and revenue" of the income statement and repayment of the receivable.

Following the global refinancing of lease agreements of the Group with financial institutions initiated in 2005 and finalized in 2006, receivables and payables in connection with back-to-back arrangements are no longer strictly matched.

In consequence, payables to the finance lease company are replaced by debt obtained by the Group for refinancing while the repayment of this debt replaces the lease payments to the financial institution.

Financial charges in connection with this debt are presented in the income statement under "cost of net financial debt".

### 3.8 Borrowings

Borrowings are initially recognized at fair value of the amount received less transaction costs. Borrowings are subsequently stated at amortized cost calculated according to the effective interest rate method.

### 3.9 Employee benefits

The Group records provisions for employee benefits and other employee-related obligations as well as long service awards. The Haulotte Group also has defined benefit plans. The corresponding obligations are measured according to the projected unit credit method for end-of-career severance benefits. The calculation of this obligation takes into account the provisions of the laws and collective bargaining agreements and actuarial assumptions concerning notably staff turnover, mortality tables, salary increases and inflation. This calculation for defined benefit obligations for the period was performed by an independent actuary.

Actuarial gains and losses from adjustments based on actual benefit rates and modifications of actuarial assumptions are recorded in the income statement in the period incurred.

### 3.10 Provisions

In general a provision is recorded when:

- The Group has a present legal or constructive obligation as a result of a past event;
- It is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation and;
- A reliable estimate can be made of the amount of the obligation.

Accordingly, the Group grants clients a manufacturer's warranty. The estimated cost of warranties on products already sold is covered by a provision statistically calculated on the basis of historical data.

Other provisions are also recorded in accordance with the above principles to

cover risks related to litigation, site closures, when applicable, or any other event meeting the definition of a liability. The amount recognized as a provision represents the best estimate of the expenditure required to settle the obligation.

### 3.11 Deferred taxes

Deferred taxes are recognized for all timing differences between the tax bases of assets and liabilities and their carrying amount in the consolidated financial statements, for adjustments to consolidated financial statements as well as tax loss carryforwards. They are calculated using the liability method by the company on the basis of tax rates of subsequent financial periods.

Deferred income tax assets from timing differences or tax loss carryforwards are recognized if there exists a real probability they will be charged against future taxable profits within a foreseeable horizon.

Deferred tax assets and liabilities are offset if the entities belong to the same tax group and are entitled to do so under enforceable provisions.

### 3.12 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents includes cash in hand and other short-term investments. The latter consist primarily of money market funds and term deposits.

Money market funds whose market value is close to the carrying value are recorded at purchase price. When the carrying value is lower than the stock market value, or failing this, the probable realizable value, a provision for impairment is recorded for the difference.

Accrued interest has been calculated for term deposits for the short period from the date of subscription to the closing date.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### 3.13 Stock option plans

The Group has implemented an equity-settled share-based payment compensation plan.

Stock options are granted to company employees. These options are measured at the grant date using the Black and Scholes option pricing model. The main assumptions of this method are presented in note 23.

The fair value of options is recognized in the income statement in personnel costs on a straight-line basis over the period from the grant date to the vesting date with offsetting adjustment recognised directly in equity.

In compliance with the standard's transition provisions, this treatment concerns only plans granted after 7 November 2002 for which rights were not vested on January 1st, 2005.

### 3.14 Assets and liabilities of disposal group

IFRS 5 requires specific classification criteria for disposal groups held for sale. A disposal group is a group of current and non-current assets with liabilities directly associated with those assets that will be transferred in a single transaction. This disposal group is considered as held for sale (classified accordingly at the end of the fiscal year) when the following criteria are met:

- It is available for immediate sale in its present condition;
- The disposal is highly probable.

Assets of the disposal group that meet criteria for classification as held for sale shall be measured at the lower of carrying amount and fair value less costs to sell. Items that meet such criteria shall be presented separately in the balance sheet under current assets and liabilities.

### Note 4 Management of financial risk

#### a) Foreign exchange risks

A significant portion of Haulotte Group sales are in currencies other than the euro including notably the US dollar and the British pound sterling. Because sales of Group subsidiaries are primarily in their functional currency, transactions do not generate foreign exchange risks at their level.

The primary source of foreign exchange risks for the Haulotte Group consequently results from intercompany invoicing flows when Group companies purchase products or services in a currency not their functional currency (exports of manufacturing subsidiaries located in the euro area and exporting in the local currency of a sale subsidiary).

Such exposures are managed by Haulotte Group SA. For the main currencies, foreign exchange trading positions in the balance sheet are partially hedged using basic financial instruments (forward exchange sales and purchases against the euro).

#### b) Interest rate risks

The Group favours floating-rate debt which provides it greater flexibility. To hedge against interest rate risks, the Group seeks to take advantage of market opportunities according to interest rate trends. There is no recourse to systematic interest rate hedging.

To cover market risks (interest rate and foreign exchange exposures), Haulotte Group has recourse to financial instrument derivatives. These derivatives are destined to cover the fair value of assets or liabilities (fair value hedges) or future cash flows (cash flow hedges). However, because financial instruments held by Haulotte Group do not fully comply with the criteria for hedge accounting, changes in fair value are

recorded in income statement.

In compliance with the provisions of IAS 32 and 39, derivatives are recorded at fair value. The fair value of assets and liabilities traded on an active market is determined on the basis of the market price at the closing date for publicly traded instruments.

#### c) Credit risk

Credit risk results primarily from exposure to customer credit and notably outstanding trade receivables and transactions.

To limit this risk, the Group has implemented rating procedures (internal or independent) to evaluate credit risk for new and existing customers on the basis of their financial situation, payment history and any other relevant information.

Credit risk is also limited by Haulotte Group's ability in the event of default by one of its customers to repossess the good representing the receivable. Provisions for collection losses are measured according to this policy (note 3.7).

#### d) Liquidity risk

Haulotte Group cash management is centralized. The corporate team manages current and forecasted financing needs for the parent company and subsidiaries.

All cash surpluses are invested by the parent company at market conditions in money market funds and term deposits without risk to the capital.

Since 2005, the Group has had a 7-year €360 million syndicated facility divided into four tranches for the refinancing of existing debt, the financing of capital expenditures, the financing of acquisitions and working capital requirements. At 31 December 2007, €79 million of this credit line have been used.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 5 Principles and methods of measurement for the income statement

#### 5.1 Revenue recognition

"Sales and revenue" includes the sale of goods and services comprising notably:

- Sales self-financed by the customer;
- Sales funded through back-to-back arrangements and the corresponding financial income (note 3.7);
- Sales including financial guarantees by Haulotte Group S.A. to permit the customer to obtain financing (note 3.7);
- Rental of aerial work platforms;
- Rendering of services.

Revenue from the sale of goods is recognized net of value-added tax on the date the risks and rewards of ownership are transferred to the buyer which generally corresponds to the date of shipment of the products to the customer after obtaining adequate assurance that the contractual payment will be made.

Financial income in connection with back-to-back leases is recognized on the basis of the effective interest rate.

Revenue from services is recognized during the period in which the services are rendered.

#### 5.2 Cost of goods sold

The cost of goods sold includes direct production costs, factory overhead, changes in inventory, provisions for inventory losses, warranty costs, fair value adjustments of currency hedges and interest expense paid in connection with back-to-back arrangements.

#### 5.3 Selling expenses

This item includes notably costs related to sales and commercial activity and allowances to and reversals of provisions for uncollectible trade receivables.

#### 5.4 General and administrative expenses

This item includes indirect rental costs, administrative and management expenses.

#### 5.5 Research and development expenditures

Research expenditures are recognised as an expense for the period in which there are incurred.

Development expenditures are expensed in the period except when they meet the criteria defined under IAS 38 (cf. 3.2.a) for recognition as intangible assets. This concerns expenditures incurred in connection with development projects for new categories of machines or components considered technically viable with a probability of generating future economic benefits.

#### 5.6 Other operating income and expenses

This heading includes:

- Gains and losses from disposals except those by rental companies;
- The amortization of development expenditures;
- Income or expenses related to litigation of an unusual, abnormal or infrequent nature (recognized under "Net income from management operations" of note 37).

#### 5.7 Current operating income

Current operating income covers all income and expenses directly relating to Group activities, whether representing recurring items of the normal operating cycle or events or decisions of an occasional or unusual nature and including extraordinary items.

#### 5.8 Cost of net financial debt

Cost of net financial debt include total finance costs consisting primarily of interest expense (according to the effective interest rate) as well as the fair value adjustments of interest rate hedges.

#### 5.9 Other financial income and expenses

This item includes income from cash and cash equivalents (interest income, gains and losses from the disposal of short-term securities, etc.).

#### 5.10 Earnings per share

Earnings per share presented at the bottom of the income statement are determined by dividing the net income of Haulotte Group S.A. for the period by the weighted average number of ordinary shares outstanding during the period excluding treasury shares.

Fully diluted earnings per share are calculated on the basis of the average number of shares outstanding during the year adjusted for the dilutive effects of equity instruments issued by the companies such as stock options.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 6 - Scope of consolidation

Companies consolidated at 31 December 2007:

Company	Siren number	Country	Ownership interest (%)	Consolidation method
HAULOTTE GROUP S.A.	332 822 485	France	Parent company	
HAULOTTE FRANCE. S.A.R.L.	344 498 274	France	99,99%	Full consolidation
ABM INDUSTRIES S.A.S	414 429 647	France	100%	Full consolidation
TELESCOPELLE S.A.S	413 096 728	France	100%	Full consolidation
LEV S.A.S	316 358 134	France	100%	Full consolidation
ROYANS LEVAGE SAS	334 160 280	France	100%	Full consolidation
LEV LUX S.À.R.L.		Luxembourg	100%	Full consolidation
NOVE. SRL		Italy	100%	Full consolidation
L.M.E. S.A.		Spain	100%	Full consolidation
HAULOTTE ARGES		Romania	100%	Full consolidation
HAULOTTE CANTABRIA		Spain	99,94%	Full consolidation
HAULOTTE HUBARBEITSBUHNEN GMBH		Germany	100%	Full consolidation
HAULOTTE UK LTD		UK	100%	Full consolidation
HAULOTTE ITALIA S.R.L.		Italy	99%	Full consolidation
HAULOTTE AUSTRALIA Pty Ltd		Australia	100%	Full consolidation
HAULOTTE IBERICA S.L		Spain	98,71%	Full consolidation
HAULOTTE NETHERLANDS B.V		Netherlands	100%	Full consolidation
HAULOTTE US INC		US	100%	Full consolidation
HAULOTTE SCANDINAVIA AB		Sweden	100%	Full consolidation
HAULOTTE PORTUGAL		Portugal	98,71%	Full consolidation
HAULOTTE DO BRAZIL LTDA		Brazil	99,98%	Full consolidation
HAULOTTE VOSTOK OOO		Russia	100%	Full consolidation
HAULOTTE POLSKA ZOO		Poland	100%	Full consolidation
MUNDILEVAÇÃO-ALUG. TRANSP. PLATAFORMA		Portugal	90%	Full consolidation
UK PLATFORMS LTD		UK	100%	Full consolidation
UK TRAINING LTD		UK	100%	Full consolidation
HAULOTTE SINGAPORE		Singapore	100%	Full consolidation
HAULOTTE SHANGHAI		China	100%	Full consolidation
HAULOTTE MEXIQUE		Mexico	95%	Full consolidation
HAULOTTE ARGENTINE		Argentina	100%	Full consolidation
HAULOTTE MIDDLE EAST		Dubai	100%	Full consolidation

The closing date for financial statements of consolidated companies for each period presented is 31 December.

### Note 7 - Change in the consolidation scope

Three sales subsidiaries were created in 2007: 95%-owned Haulotte Mexique and two wholly-owned subsidiaries, Haulotte Middle East and Haulotte Argentine.

On 8 May 2007, the Italian company Locav Srl bought out the remaining capital of the Italian rental company Nove Srl based in Rome in which it had a 60% stake.

Additional positive goodwill of K€710 (note 9) resulted from the unallocated difference following the period in which the purchase price for 40% Nove was initially allocated.

On 1 June 2007 Locav Srl was merged with its wholly-owned subsidiary Locav Campania. Nove Srl, also a wholly-owned subsidiary of Locav Srl, was subsequently merged on October 1st, 2007 with its parent company. The impact of the legal reorganization of these wholly-owned subsidiaries was eliminated in the consolidated financial statements of December 31st, 2007.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 8 - Assets and liabilities held for sale

As the Group decided to sell its subsidiary Lev in December 2007, assets and liabilities relating to this disposal group are presented according to the principles described in note 3.14. This transaction was finalized in January 2008 (cf. note 50).

The following table presents in detail the assets and liabilities held for sale included under distinct lines of the balance sheet.

	2007
Intangible assets	18
Property, plant and equipment	29 479
Financial assets	142
Inventories	202
Trade receivables	10 627
Other debtors	(19)
Cash and cash equivalents	1 451
<b>Total assets held for sale</b>	<b>41 900</b>
Long term debt	(743)
Deferred tax liabilities	(2 608)
Non-current provisions	(486)
Trade payables	(2 434)
Other payables	(4 432)
Current borrowings	(20)
Provisions	(522)
<b>Total liabilities held for sale</b>	<b>(11 245)</b>

This table does not include intercompany borrowings of Lev and Royans Levage of €17 million at 31 December 2007.

### Note 9 - Goodwill

At 31/12/07			
Subsidiaries	Gross value	Impairment	Net value
UK Platforms	12 158	(12 158)	0
ABM	1 294	(1 294)	0
Haulotte France	54	(54)	0
Nove	2 580		2 580
<b>Total</b>	<b>16 086</b>	<b>(13 506)</b>	<b>2 580</b>

Au 31/12/06			
Subsidiaries	Gross value	Impairment	Net value
UK Platforms	12 158	(12 158)	0
ABM	1 294	(1 294)	0
Haulotte France	54	(54)	0
Locav	260		260
Nove	1 584		1 584
Locav Campania	26		26
<b>Total</b>	<b>15 376</b>	<b>(13 506)</b>	<b>1 870</b>

The change in goodwill between these two periods of K€710 results entirely from goodwill arising from the acquisition of the additional stake in Nove in May 2007 by Locav Srl (Note 7).

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 10 - Intangible assets

	31/12/2006	Increase	Decrease	Transfert and other changes	Assets held for sale	31/12/2007
- Development expenditure	7 405	533				7 938
- Concessions, patents, licenses	4 334	2 319	(1)		(51)	6 601
- Other intangible assets	279	97	(184)	(20)		171
<b>Gross value</b>	<b>12 018</b>	<b>2 949</b>	<b>(185)</b>	<b>(20)</b>	<b>(51)</b>	<b>14 710</b>
- Amortization/impairment of development expenditure	4 157	1 682				5 839
- Amortization of concessions, patents, licenses, etc.	2 604	862	(1)		(33)	3 432
- Amortization of other intangible assets	118	15	(43)	(4)		86
<b>Accumulated depreciation and impairment</b>	<b>6 879</b>	<b>2 559</b>	<b>(44)</b>	<b>(4)</b>	<b>(33)</b>	<b>9 356</b>
<b>Net value</b>	<b>5 139</b>	<b>390</b>	<b>(141)</b>	<b>(16)</b>	<b>(18)</b>	<b>5 354</b>

The €2.3 million increase in "concessions, patents, licenses" concerns primarily IT investments.

The amortization of development expenditures is included under the cost of goods sold in the income statement. The impairment of development expenditures of K€511 has been recognized in the income statement under "other operating income and expenses" (see note 3.2).

### Note 11 - Property, plant and equipment

	31/12/2006	Increase	Decrease	Transfert and other changes *	Translation adjustments	Assets held for sale	31/12/2007
- Land	1 776	3 983			(90)	(147)	5 522
- Buildings	14 930	2 051	(11)	551	(2)	(970)	16 549
- Plant machinery	13 177	3 206	(410)	2 967	(56)	(504)	18 380
- Equipment for rental	87 890	16 241	(5 818)	1 406	(2 188)	(47 238)	50 293
- Other PPE	4 995	3 435	227	7	(152)	(69)	8 443
- Fixed assets in progress	4 684	727		(3 117)	(88)	(791)	1 415
<b>Gross value</b>	<b>127 452</b>	<b>29 642</b>	<b>(6 012)</b>	<b>1 814</b>	<b>(2 576)</b>	<b>(49 719)</b>	<b>100 602</b>
- Accumulative depreciation / Land	6	13		45		(63)	
- Impairment/buildings	5 500	1 009	(8)	173		(365)	6 309
- Impairment/plant machinery	7 156	1 204	(324)	(78)	(6)	(332)	7 620
- Impairment/rental equipment	25 446	16 020	(2 420)	2 400	(745)	(19 457)	21 244
- Impairment/other PPE	2 217	1 057	(277)	25	(47)	(23)	2 954
<b>Accumulative depreciation and impairment</b>	<b>40 325</b>	<b>19 303</b>	<b>(3 029)</b>	<b>2 565</b>	<b>(797)</b>	<b>(20 240)</b>	<b>38 127</b>
<b>Net value</b>	<b>87 127</b>	<b>10 339</b>	<b>(2 983)</b>	<b>(750)</b>	<b>(1 779)</b>	<b>(29 479)</b>	<b>62 475</b>

\* Amounts under "transfers and other changes" concern principally the reclassification of fixed assets in progress of the prior year as fixed assets.

The €4.0 million increase in "Land" includes €2.8 million for the acquisition of land in Madrid for the construction of a new building for the optimization of Haulotte Iberica installations and its further expansion.

The increase in "equipment for rental" of €16.2 million concerns primarily the acquisition of aerial work platforms by rental companies: €6.5 million by the subsidiary LEV S.A.S, €2.9 million by UK Platforms, €0.3 million by L.M.E. €5.7 million by Nove and €0.8 million by Royans Leverage.

In addition, significant disposals were carried out by rental companies: a gross amount of €2 million or a net amount of €1.1 million for LEV S.A.S and a gross amount of €2.2 million or a net amount of €1 million for UK Platforms. These disposals generated a capital gain of €1 million. Fixed assets in progress include a €1 million investment for the new manufacturing subsidiary Haulotte Arges in operation since the first quarter of 2007.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 12 - Financial assets

	31/12/2006	Increase	Decrease	Translation adjustments	Assets held for sale	31/12/2007
Other financial assets	1 447	352	(786)	(25)	(142)	845
Receivables from investments	26	9	(50)	19		4
<b>Gross value</b>	<b>1 473</b>	<b>361</b>	<b>(836)</b>	<b>(6)</b>	<b>(142)</b>	<b>849</b>

Other financial assets include loans, deposits and guarantees to non-Group entities.

### Note 13 - Inventories

#### At 31 December 2007

	Gross value	Provision	Net value
Raw materials	36 131	753	35 378
Work in progress	17 975	265	17 710
Semifinished and finished goods	63 986	2 858	61 128
Trade goods	18 884	2 828	16 056
<b>Total</b>	<b>136 976</b>	<b>6 704</b>	<b>130 272</b>

#### At 31 December 2006

	Gross value	Provision	Net value
Raw materials	23 432	734	22 698
Work in progress	10 354		10 354
Semifinished and finished goods	41 387	4 736	36 652
Trade goods	11 338	1 654	9 685
<b>Total</b>	<b>86 511</b>	<b>7 123</b>	<b>79 388</b>

Inventory write-downs break down as follows:

	31/12/2006	Increase	Decrease	Translation adjustments	Assets held for sale	31/12/2007
Inventory write-downs	7 123	4 738	(4 908)	(249)	0	6 704

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 14 - Trade receivables and related accounts

At December 31st, 2007

	Gross value	Provision	31/12/2007
<b>Non-current assets</b>			
Receivables from financing activities at more than one year	47 109		47 109
<i>Including back-to-back credit and finance lease receivables</i>	3 851		3 851
<i>Including guarantees given</i>	43 258		43 258
<b>subtotal</b>	<b>47 109</b>		<b>47 109</b>
<b>Current Assets</b>			
Trade receivables and related accounts	263 634	11 363	252 271
Receivables from financing activities at less than one year	33 425	20	33 405
<i>Including back-to-back credit and finance lease receivables</i>	13 361	20	13 341
<i>Including guarantees given</i>	20 064		20 064
<b>subtotal</b>	<b>297 059</b>	<b>11 383</b>	<b>285 676</b>
<b>Total</b>	<b>344 168</b>	<b>11 383</b>	<b>332 785</b>

At December 31st, 2006

	Gross value	Provision	31/12/2006
<b>Non-current assets</b>			
Receivables from financing activities at more than one year	64 513		64 513
<i>Including back-to-back credit and finance lease receivables</i>	18 354		18 354
<i>Including guarantees given</i>	46 159		46 159
<b>subtotal</b>	<b>64 513</b>		<b>64 513</b>
<b>Current Assets</b>			
Trade receivables and related accounts	237 688	13 430	224 258
Receivables from financing activities at less than one year	39 556	851	38 705
<i>Including back-to-back credit and finance lease receivables</i>	18 098	851	17 247
<i>Including guarantees given</i>	21 458		21 458
<b>subtotal</b>	<b>277 244</b>	<b>14 281</b>	<b>262 963</b>
<b>Total</b>	<b>341 757</b>	<b>14 281</b>	<b>327 476</b>

The fair value of "trade receivables and related accounts" under current assets equals the carrying value given their short maturity (less than one year).

In accordance with IAS 17 fair value of receivables from back-to-back equipment leases and finance leases represents the lower of the fair value of the item at the inception (cash sales price net of rebates) or the value discounted at the lease's implicit interest rate. As described in note 3.7, the fair value of receivables in connection with guarantees granted by Haulotte Group to the lending institution of the customer, represents the capital owned by Haulotte Group's customer to the financial institution. The receivable and corresponding payables are discharged as the client makes lease payments to the financial institution.

Provisions for trade receivables break down as follows:

	31/12/2006	Increase	Decrease	Translation adjustments	Provisions/ Assets held for sale	31/12/2007
Provisions for trade receivables	14 281	10 011	(10 937)	(319)	(1 653)	11 383

Net provisions for trade receivables are presented below by maturity:

	Total	Not due	Less than 60 days	Due 60 - 120 days	More than 120 days
Net trade receivables	332 785	303 208	12 874	7 196	9 507



## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

Trade receivables that are due are analyzed notably on the basis of the customer rating established by the Group (cf. note 4.c). Concerning these items and the resulting risk assessment, the Group determines the necessity of recording a provision. When applicable, provisions are recorded for the difference between the book value of the receivable and the estimated resale value determined in reference to professional price listings.

### Note 15 - Other debtors

	31/12/2007	31/12/2006
Other receivables	17 972	13 235
Advances and instalments paid on orders	604	1 105
Prepaid expenses	2 347	1 881
<b>Total</b>	<b>20 923</b>	<b>16 221</b>

"Other receivables" includes mainly VAT receivables.

### Note 16 - Receivables by maturity

At 31/12/07

	Amount	maximum 12 year	1-5 years
Trade receivables and related accounts	252 271*	252 271	0
Trade receivables from financing activities	80 514*	33 405	47 109
Other debtors	20 924	20 924	0
<b>Total</b>	<b>353 709</b>	<b>306 600</b>	<b>47 109</b>

\* Including receivables due of K€29 577 (cf. note 14)

At 31/12/06

	Amount	maximum 12 year	1-5 years
Trade receivables and related accounts	224 258	224 258	0
Trade receivables from financing activities	103 218	38 705	64 513
Other debtors	16 221	16 221	0
<b>Total</b>	<b>343 697</b>	<b>279 184</b>	<b>64 513</b>

### Note 17 - Deferred taxes

Deferred tax assets are offset by deferred tax liabilities generated in the same tax jurisdiction. Deferred taxes are recoverable within one year except those calculated on the fair value of rental equipment, provisions for retirement commitments, translation differences on foreign net investments and the amortization of development expenditures.

Deferred tax assets from unrecognized tax losses totalled K€6 635.

Deferred taxes after offsetting assets and liabilities in the same tax jurisdiction break down as follows:

	31/12/2007	31/12/2006
Deferred taxes assets	8 042	2 677
Deferred tax liabilities	(2 523)	(1 229)
<b>Total</b>	<b>5 519</b>	<b>1 448</b>

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

Analysis of the source of deferred taxes:

	31/12/2007	31/12/2006
Deferred taxes from adjustments of the fair value of rental equipment	16	(3 776)
Deferred taxes from adjustments on finance leases and back-to-back leases	(600)	(1 207)
Deferred taxes from provisions for pension commitments	274	351
Deferred taxes from adjustments of internal margins on inventories and fixed assets	5 477	3 972
Deferred taxes from non-deductible provisions	2 736	3 584
Deferred taxes from differences in depreciation periods and R&D costs	(2 861)	(2 468)
Deferred taxes from tax losses	1 364	59
Deferred taxes on translation differences on net investments in foreign operations	(1 168)	
Deferred taxes from other consolidation adjustments	(572)	(14)
Deferred taxes from other timing differences	853	947
<b>Total</b>	<b>5 519</b>	<b>1 448</b>

The change in net deferred tax in the period breaks down as follows:

<b>Deferred tax on 1 January 2007 (net)</b>	<b>1 448</b>
Income/(loss) from deferred taxes	93
Translation differences	(127)
Reclassification of deferred tax assets from tax losses*	1 510
Assets and liabilities held for sale**	2 608
Other changes	(13)
<b>Deferred tax on 31 December 2007 (net)</b>	<b>5 519</b>

\* Deferred tax assets classified as tax liabilities at 31 December 2006

\*\* Deferred taxes relating to group disposal - note 8

After offsetting deferred tax assets with deferred tax liabilities arising in the same tax jurisdiction, deferred tax assets and liabilities break down by nature as follows:

Deferred tax assets:	31/12/2007	31/12/2006
Deferred taxes from adjustments of the fair value of rental equipment	16	
Deferred taxes from adjustments on finance leases and back-to-back leases	417	103
Deferred taxes from adjustments of internal margins on inventories and fixed assets	5 189	2 588
Deferred taxes from non-deductible provisions	1 128	46
Deferred taxes from tax losses	1 343	
Deferred taxes from other consolidation adjustments	(51)	(60)
<b>Total</b>	<b>8 042</b>	<b>2 677</b>
Deferred tax liabilities:	31/12/2007	31/12/2006
Deferred taxes from adjustments of the fair value of rental equipment	0	(3 776)
Deferred taxes from adjustments on finance leases and back-to-back leases	(1 017)	(1 311)
Deferred taxes from adjustments of internal margins on inventories and fixed assets	287	1 384
Deferred taxes from provisions for pension commitments	274	351
Deferred taxes from non-deductible provisions	1 608	3 539
Deferred taxes from differences in depreciation periods and R&D costs	(2 861)	(2 468)
Deferred taxes from tax losses	21	59
Deferred taxes on translation differences on net investments in foreign operations	(1 168)	
Deferred taxes from other consolidation adjustments	(521)	47
Deferred taxes from other timing differences	854	945
<b>Total</b>	<b>2 523</b>	<b>1 229</b>

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 18 - Cash and cash equivalents

	31/12/2007	31/12/2006
Cash at bank and in hand	46 962	61 209
Money market funds	734	6 790
Medium-term notes		
<b>Total</b>	<b>47 696</b>	<b>67 999</b>

### Note 19 - Fair value of derivative instruments

Positive fair value of derivative instruments:

	31/12/2007	31/12/2006
USD forward sales	3 475	2 413
Interest rate swaps	1 266	1 073
Other derivative financial instruments	18	56
<b>Total</b>	<b>4 759</b>	<b>3 542</b>

Negative fair value of derivative instruments:

	31/12/2007	31/12/2006
GBP forward sales		(7)
Interest rate swaps	(3 534)	(1 924)
<b>Total</b>	<b>(3 534)</b>	<b>(1 931)</b>

### Note 20 - Management of foreign exchange risk

The following table presents the foreign currency exposures of trade receivables payables before hedging:

At 31/12/07

	EUR	AUD	GBP	SEK	USD	Other
Trade receivables	243 264	9 275	51 501	14 318	10 999	14 811
Trade payables	(117 010)	0	(1 930)	(337)	(3 670)	(6 123)
<b>Net positioning before hedging</b>	<b>126 254</b>	<b>9 275</b>	<b>49 571</b>	<b>13 981</b>	<b>7 329</b>	<b>8 688</b>

At 31/12/06

	EUR	AUD	GBP	SEK	USD	Other
Trade receivables	233 890	7 373	65 424	15 296	13 166	6 608
Trade payables	(92 423)	(244)	(1 778)	(252)	(2 782)	38
<b>Net positioning before hedging</b>	<b>141 467</b>	<b>7 129</b>	<b>63 646</b>	<b>15 044</b>	<b>10 384</b>	<b>6 646</b>

A 10% increase in the value of the euro against the pound sterling would represent, excluding the impact of hedges, an additional charge in the consolidated financial statements of €4.9 million.

A 10% increase in the value of the euro against the US dollar would represent, excluding the impact of hedges, an additional charge in the consolidated financial statements of K€700.

### Note 21 - Share capital and premiums

	31/12/2007	31/12/2006
Number of shares	34 434 000	34 282 340
Nominal value in euros	0,13	0,13
<b>Share capital in euros</b>	<b>4 476 420</b>	<b>4 456 704</b>
<b>Share premiums in euros</b>	<b>91 868 191</b>	<b>90 841 070</b>

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

The increase reflects the exercise of 78,060 stock options of the plan established in favour of employees on 2 July 2002 and 73 600 stock options of the plan of 8 July 2003. A total capital increase of K€1 027 was recognized under additional share premiums.

A dividend of €0,17 per share or K€5 822 was paid in 2007 for fiscal 2006.

The ordinary general meeting of 22 April 2008 will be asked to approve a dividend of €0,22 per share.

### Note 22 - Treasury shares

	31/12/2007	31/12/2006
Number of treasury shares	828 292	99 446
Treasury shares as a percentage of capital	2,41%	0,29%
Net book value of treasury shares	17 472	2 065
Carrying value of treasury shares*	16 963	2 009

\* based on the market price on the last business day of the fiscal year

In fiscal 2007, the Group purchased 969,403 shares and sold 240,557 shares generating a capital gain of K€604 whose impact was eliminated in consolidated shareholders' equity.

### Note 23 - Employee stock option plans

	PLAN 2	PLAN 3
Board of Directors' meeting date	02/07/2002	08/07/2003
Number of stock options granted on inception	175 250	159 200
Number of shares available for subscription at 31 December 2007	8 010	42 150
Commencement of the option exercise period	2 July 2006 (excluding authorized exceptions)	8 July 2007 (excluding authorized exceptions)
End of the option exercise period	2 July 2009	8 July 2010
Exercise price	€9,46	€4,19
Number of shares subscribed at 31 December 2007	109 990	73 600

In the above table, the total number of shares available for subscription at December 31st, 2007 was adjusted for beneficiaries having left the Group before the commencement of the exercise period.

In addition, for all plans concerned, each option confers a right to one share.

Only plans granted after November 7th, 2002 for which rights have not been vested on January 1st, 2005 are restated in compliance with IFRS 2. Only the plan of July 8th, 2003 was concerned by this requirement.

In compliance with IFRS 2, Haulotte Group recognized the fair value of employee services rendered in exchange for the grant of stock options as an expense offset by an increase in equity over the vesting period.

The fair value of stock options granted under this plan is measured on the basis of the Black and Scholes model.

The key assumptions of this model are as follows:

- Share price on grant date: €4.19;
- Exercise price: €4.19;
- Expected volatility: 71%;
- Dividend yield: 1.67%;
- Option life: 7 years;
- Risk-free annual interest rate: 3.50%.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 24 - Provisions

	31/12/2006	Allowances	Provisions used in the period	Reversal of unused provisions	Transfers and other changes	Assets held for sale	31/12/2007
- Provisions for customer guarantees	3 279	4 465	(3 489)		(28)		4 227
- Provisions for other contingencies	722	982	(26)	(645)	(3)	(451)	579
- Provisions for other losses	670	129	(714)		(3)	(71)	11
<b>Current provisions</b>	<b>4 671</b>	<b>5 576</b>	<b>(4 229)</b>	<b>(645)</b>	<b>(34)</b>	<b>(522)</b>	<b>4 817</b>
- Provisions for pension commitments	1 829	441	(66)		(1)	(486)	1 717
<b>Non-current provisions</b>	<b>1 829</b>	<b>441</b>	<b>(66)</b>	<b>0</b>	<b>(1)</b>	<b>(486)</b>	<b>1 717</b>
<b>Total provisions</b>	<b>6 500</b>	<b>6 017</b>	<b>(4 295)</b>	<b>(645)</b>	<b>(35)</b>	<b>(1 008)</b>	<b>6 534</b>

- Provision for guarantees: Haulotte Group records provisions for the cost of repairs or the replacement of products sold to customers under warranty. The warranty period is usually one to two years. The allowance for the period is based on a statistical calculation for the provision at year-end and reversals recognized at the end of the prior period presented above " Provisions used in the period " .

- Generally speaking, all lawsuits involving Group companies were reviewed at year-end, and based on the advice of legal counsel, the appropriate provisions were recorded, when necessary, to cover the estimated risks.

- Provisions for pension commitments: see note 25.

### Note 25 - Pension and related benefits

#### a) Assumptions

The only post-employment benefits granted to Group employees are pension indemnities and long-service awards.

Retirement commitments are estimated according to the projected unit credit method for end-of-career severance benefits according to the procedures described in paragraph 3.9, on the basis of the following assumptions:

- A staff turnover rate based on available Group historical data;
- A salary increase rate based on the expected length of service, career development, the terms of collective bargaining agreements and the rate of long-term inflation of 2% representing a total rate of 2,5%;
- A 4% discount rate based on the rate of long-term corporate bonds at December 31st, 2005. This rate includes the 2% rate of long-term inflation,
- A retirement age for employees born before January 1st, 1950 of 62 for managers, 60 for clerical staff and workers, 55 for drivers;
- A retirement age for employees, born after January 1st, 1950 of 65 for managers, 63 for clerical staff and workers and 55 for drivers.

Concerning end-of-career severance benefits, the assumption retained is that of voluntary retirement that takes into account social security contributions. This method of calculation complies with the French Pension Reform Act of August 21st, 2003 (Loi Fillon).

#### b) Changes in obligations over the period

Present value of the obligation at the opening (January 1st, 2007)	1 828
Cost of services rendered during the period	344
Interest credited in the period	93
Benefits paid in the period	(123)
Liabilities held for sale	(483)
Actuarial gains and losses	58
<b>Present value of obligations at closing (December 31st, 2007)</b>	<b>1 717</b>

The Group does not have hedge assets and actuarial gains and losses are recorded in the income statement.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 26 - Borrowings and financial debt

	31/12/2007	31/12/2006
<b>Non-current borrowings</b>		
Bank borrowings (> 1 year)	114 873	132 445
<i>Including guarantees given</i>	43 258	46 159
<i>Including back-to-back lease obligations</i>	235	636
Miscellaneous loans and borrowings	895	1 024
<b>subtotal</b>	<b>115 768</b>	<b>133 469</b>
<b>Current borrowings</b>		
Convertible bonds		
Bank borrowings (< 1 year)	31 769	24 998
<i>Including guarantees given</i>	20 064	21 458
<i>Including back-to-back lease obligations</i>	281	327
Miscellaneous loans and borrowings	8	
Bank overdrafts	683	152
<b>subtotal</b>	<b>32 460</b>	<b>25 150</b>
<b>Total borrowings</b>	<b>148 228</b>	<b>158 619</b>

In 2005, Haulotte Group contracted a 7-year syndicated loan of €330 million completed of €30 million in July 2006. As a result, the total credit line has been increased to €360 million.

The total €360 million loan was contracted at a variable rate of interest indexed on the three-month Euribor and divided into four tranches:

- Tranche A + additional credit line: €70 million to refinance the existing debt;
- Tranche B: €120 million to finance capital expenditures;
- Tranche C: €140 million to finance acquisitions;
- Tranche D: €30 million to finance working capital requirements.

At December 31st, 2007, the total amount drawn on this loan was €79 million (the full amount of tranche A of €40 million and the additional credit line of €30 million and €9 million for tranche B). A swap agreement has been implemented to cover the risks of interest rate fluctuations (note 19).

Subject to prepayment provided for if certain financial ratios are not met, the loan is subject to the repayment schedule presented in note 29. At December 31st, 2007, the financial ratios are respected.

In exchange for this syndicated loan, the following commitments were granted to the banking syndicate:

- Pledge of Haulotte Group S.A. goodwill;
- Pledge of Haulotte UK shares;
- The pledge of LEV shares as collateral.

The book value of Group borrowings in euros and British pound sterling are as follows:

	31/12/2007	31/12/2006
Euros	82 751	86 293
GBP	1 235	3 327
Other	404	419
<b>Total borrowings excluding guarantees given and back-to-back lease obligations</b>	<b>84 390</b>	<b>90 039</b>

### Note 27 - Management of interest-rate risks

The breakdown between fixed rate and variable rate borrowings is as follows:

	31/12/2007	31/12/2006
- Fixed-rate	68 017	78 410
- Variable rate	80 211	80 209
<b>Total borrowings</b>	<b>148 228</b>	<b>158 619</b>

A 1% rate increase would result in a maximum additional interest expense, excluding hedges, of approximately K€800.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 28 - Other payables

	31/12/2007	31/12/2006
Down payments received	3 891	961
Payables to fixed asset suppliers	434	4 252
Tax and employee-related liabilities	26 138	43 067
Other payables	8 133	4 686
Prepaid income	1 386	2 517
<b>Total</b>	<b>39 982</b>	<b>55 482</b>

### Note 29 - Payables by maturity

31/12/2007	Gross	maximum 1 year	1-5 years	more than 5 years
Convertible bonds	0			
Bank borrowings	146 642	31 769	114 873	
<i>[including back-to-back lease obligations and other guarantees]</i>	<i>63 838</i>	<i>20 345</i>	<i>43 493</i>	
Miscellaneous loans and borrowings	1 586	691	895	
Down payments received	3 891	3 891		
Payables to fixed asset suppliers	434	434		
Trade notes and accounts payable	129 070	129 070		
Tax and employee-related liabilities	26 138	26 138		
Other payables	8 133	8 133		
Prepaid income	1 386	1 386		
<b>Total</b>	<b>317 280</b>	<b>201 512</b>	<b>115 768</b>	<b>0</b>

31/12/2006	Gross	maximum 1 year	1-5 years	more than 5 years
Convertible bonds	0	0		
Bank borrowings	157 443	24 998	112 455	19 990
<i>[including back-to-back lease obligations and other guarantees]</i>	<i>68 580</i>	<i>21 785</i>	<i>46 795</i>	
Miscellaneous loans and borrowings	1 176	152	1 024	
Down payments received	961	961		
Payables to fixed asset suppliers	4 252	4 252		
Trade notes and accounts payable	97 443	97 443		
Tax and employee-related liabilities	43 067	43 067		
Other payables	4 686	4 686		
Prepaid income	2 517	2 517		
<b>Total</b>	<b>311 543</b>	<b>178 074</b>	<b>113 479</b>	<b>19 990</b>

### Note 30 - Sales and revenue

Note 42 on segment information provides details on income from ordinary activities.

### Note 31 - Cost of goods sold

	31/12/2007	31/12/2006
Production cost of sales	431 639	340 096
Change in inventory provisions	(214)	1 511
Warranty costs	6 686	6 453
Income paid on back-to-back lease arrangements*	304	1 171
<b>Total</b>	<b>438 415</b>	<b>349 232</b>

\*The decrease in interest paid on back-to-back leases should be analyzed in relation

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

to the total refinancing amount for capital lease agreements (note 3.7).

### Note 32 - General and administrative expenses

	31/12/2007	31/12/2006
Administrative expenses	33 254	27 208
Management expenses	11 142	7 946
Miscellaneous	4 902	4 162
<b>Total</b>	<b>49 298</b>	<b>39 316</b>

### Note 33 - Research and development expenditure

	31/12/2007	31/12/2006
Development expenditures recognized as intangible assets	533	892
Amortization of development expenditures	(1 171)	(832)
Research tax credit	296	923
Development expenditures recognized as expenses	(6 768)	(7 068)
<b>Total</b>	<b>(7 110)</b>	<b>(6 085)</b>

### Note 34 - Exchange gains and losses

	31/12/2007	31/12/2006
Currency losses	(13 002)	(4 063)
Currency gains	10 778	4 562
<b>Total</b>	<b>(2 224)</b>	<b>498</b>

Realized and unrealized currency gains and losses from commercial transactions in foreign currencies presented above are recognized under the operating margin.

In 2006 translation differences from hedging transactions for an amount of K€468 (currency gains) were recognized under financial income and expenses (note 38).

Changes in this item consequently reflect the current account balance in pound sterling with the UK subsidiaries and unfavourable foreign exchange trends for the US dollar and pound sterling over the period.

### Note 35 - Expenses by nature in current operating income

The following recurring expenses included in the current operating income are allocated to the appropriate income statement headings by function.

	31/12/2007	31/12/2006
Raw materials and other consumables and changes in finished products	(317 638)	(251 645)
External charges	(119 823)	(89 642)
Taxes and related items	(7 341)	(5 376)
Staff costs	(64 730)	(53 881)
Net depreciation and impairment	(21 332)	(21 572)
Currency gains and losses	(2 224)	498
Other operating expenses and income	(1 378)	(2 651)
<b>Total expenses by nature</b>	<b>(534 467)</b>	<b>(424 269)</b>

### Note 36 - Staff costs

	31/12/2007	31/12/2006
Salaries and wages	45 697	37 729
Social security and related expenses	16 263	12 904
Employee profit-sharing	2 396	2 781
Retirement indemnities	374	467
<b>Total</b>	<b>64 730</b>	<b>53 881</b>

Staff costs are allocated to the appropriate accounts of the income statement by function.



## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 37 - Other operating income and expenses

	31/12/2007	31/12/2006
Gains from the disposal of assets	93	88
Net income from management operations	(853)	976
Impairment of development expenditure	(511)	(2 496)
Allowances for contingencies and losses	(13)	(90)
<b>Total</b>	<b>(1 284)</b>	<b>(1 522)</b>

All operating income and expenses are attached to the manufacturing and distribution activity. In accordance with IAS 36 development expenditures are subject to impairment testing. On this basis, an impairment has been recorded for a portion of certain costs previously capitalized to reflect the evolution of certain projects.

### Note 38 - Cost of net financial debt

	31/12/2007	31/12/2006
Interest expense and financial charges	(5 464)	(4 522)
Fair value gains or losses	(1 443)	335
Financial income	1 191	979
<b>Total</b>	<b>(5 716)</b>	<b>(3 208)</b>

### Note 39 - Income tax

	31/12/2007	31/12/2006
Current tax	(37 030)	(33 531)
Deferred tax	93	2 048
<b>Total</b>	<b>(36 937)</b>	<b>(31 483)</b>

Haulotte Group SA is the head of a French tax group that on December 31st, 2007 included LEV S.A.S., Royans Levage S.A.S., Haulotte France S.A.R.L, ABM Industries S.A.S. and Telescopelle S.A.S.

Haulotte UK Ltd is the head of a UK tax group that on December 31st, 2007 included UK Platforms Ltd and UK Training Ltd.

Under these tax sharing agreements, the taxes of companies are incurred by subsidiaries as if they were not included in a tax group.

### Note 40 - Effective income tax reconciliation

The difference between the effective tax rate of 34.17 % (34.24 % in December 2006) and the standard rate applicable in France of 34.43 % breaks down as follows:

	31/12/2007	31/12/2006
Profit of the period before tax	108 098	91 938
<b>Theoretical income tax expense at applicable rate for the consolidating company</b>	<b>37 218 (34,43%)</b>	<b>31 654 (34,43%)</b>
Effect of differential in tax rates	(1 617)	(506)
Effect of permanently non-deductible expenses or non-taxable income	898	383
Effect of loss carryforwards not recognized	(46)	(1 613)
Effect of the elimination of internal transactions on equity investments	(676)	(86)
Effect of tax losses not resulting in the recognition of deferred taxes	1 185	1 884
Effect of badwill/goodwill		
Effect of tax group and income tax credits	28	(176)
Other	(53)	(57)
<b>Effective tax expense</b>	<b>36 937 (34,17%)</b>	<b>31 483 (34,24%)</b>

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 41 - Earnings per share

Basic earnings per share are calculated by dividing the profit attributable to the shareholders of the Group by the weighted average number of shares outstanding during the year, excluding shares purchased by the Group and held as treasury shares.

Diluted earnings per share are calculated by adjusting the weighted average number of shares outstanding in order to take into account all diluted potential shares, and notably stock options. A calculation is made to determine the number of shares that could have been acquired at fair value (annual average market share price of the Group's share) based on the monetary value of subscription rights attached to outstanding stock options. The resulting number of shares is then compared with the number of shares that would have been issued if the options had been exercised.

	2007	2006
<b>Net profit in thousands of euros</b>	<b>71 005</b>	<b>60 392</b>
Total number of shares	34 434 000	34 282 340
Earnings per share	828 292	99 446
<i>Number of shares used to calculate basic earnings per share</i>	<i>33 605 708</i>	<i>34 182 894</i>
Adjustment for stock option plans	40 317	139 195
<b>Number of shares used to calculate diluted earnings per share</b>	<b>33 646 025</b>	<b>34 322 089</b>
Earnings-per-share attributable to shareholders		
- <i>Basic earnings per share</i>	<i>2,113</i>	<i>1,767</i>
- <b>Diluted earnings per share</b>	<b>2,110</b>	<b>1,760</b>

### Note 42 - Segment reporting

#### Analysis of sales by segment

##### By business segment

	31/12/2007		31/12/2006	
Sales of handling and lifting equipment	557 033	86%	437 998	84%
Rental of handling and lifting equipment	63 073	10%	58 243	11%
Services (1)	28 026	4%	23 034	4%
<b>Consolidated sales</b>	<b>648 132</b>	<b>100%</b>	<b>519 276</b>	<b>100%</b>

(1) Notably spare parts and repairs and financing

##### By geographical segment

	31/12/2007		31/12/2006	
- Europe	574 067	89%	468 125	90%
- Rest of the world	74 065	11%	51 151	10%
<b>Consolidated sales</b>	<b>648 132</b>	<b>100%</b>	<b>519 276</b>	<b>100%</b>

The regional breakdown is based on the location of clients.

#### Primary segment information: results by business line

At December 31st, 2007, the Group was organized into three main business units:

- The manufacture and sale of lifting equipment;
- Lifting equipment rental;
- Services (spare parts, repairs and financing).

The category "Other" covers items not included in the three Group's primary businesses as well as inter-segment activities. Segment information under "Equipment rental" concerns primarily assets and liabilities held for sale.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

Decembre 31st, 2007

	Manufacture and sale of equipment	Equipment rental	Services	Other*	Total
<b>Income statement highlights</b>					
<i>Business unit revenue</i>	569 195	63 939	29 803	-	662 937
<i>Sales between business units</i>	12 162	866	1 777	-	14 805
Sales to third parties	557 033	63 073	28 026	-	648 132
Operating profit	131 288	5 375	4 173	(27 171)	113 665
<b>Segment assets</b>					
Fixed assets	23 192	61 066	6 958	7 099	98 316
<i>of which intangible assets</i>	3 041	74	5	2 252	5 372
<i>of which property, plant and equipment</i>	20 152	60 992	6 953	3 856	91 953
<i>of which financial assets</i>				991	991
Trade receivables from financing activities			82 068	(1 554)	80 514
Inventories	121 538	1 706	7 230		130 474
Trade notes and accounts receivable	242 443	22 687	12 415	(14 647)	262 898
<b>Segment liabilities</b>					
Trade payables	80 978	13 830	18 373	18 323	131 504
Bank borrowings	-	-	59 813	89 179	148 991
<b>Other information</b>					
Amortization expenses and impairments	4 431	15 842	262	1 327	21 862
Non-financial capital expenditures	9 131	17 458	1 712	4 289	32 591

\* includes items not allocated to the Group's three business units as well as the elimination of inter-segment items

Decembre 31st, 2006

	Manufacture and sale of equipment	Equipment rental	Services	Other*	Total
<b>Income statement highlights</b>					
<i>Business unit revenue</i>	450 313	58 935	24 667	-	533 915
<i>Sales between business units</i>	12 315	691	1 633	-	14 639
Sales to third parties	437 998	58 243	23 034	-	519 276
Operating profit	111 282	5 552	1 785	(23 592)	95 027
<b>Segment assets</b>					
Fixed assets	18 950	66 306	3 439	5 044	93 739
<i>of which intangible assets</i>	4 516	36	26	561	5 139
<i>of which property, plant and equipment</i>	14 434	66 270	3 413	3 010	87 127
<i>of which financial assets</i>				1 473	1 473
Trade receivables from financing activities			108 293	(5 075)	103 218
Inventories	71 650	1 871	5 867		79 388
Trade notes and accounts receivable	192 646	21 702	16 189	(6 280)	224 258
<b>Segment liabilities</b>					
Trade payables	72 592	15 167	5 535	4 148	97 442
Bank borrowings	-	-	63 208	94 235	157 443
<b>Other information</b>					
Depreciation and amortization expenses	5 021	14 370	248	939	20 579
Non-financial capital expenditures	6 399	16 976	3 027	3 845	30 248

\* includes items not allocated to the Group's three business units as well as the elimination of inter-segment items

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Secondary segment information: assets by geographical area

Segment information presented under "Europe" includes assets and liabilities held for sale.

#### Decembre 31st, 2007

	Europe	Rest of the world	Other*	Total
Fixed assets	96 108	2 208		98 316
<i>of which intangible assets</i>	5 360	12		5 372
<i>of which property, plant and equipment</i>	90 064	1 889		91 953
<i>of which financial assets</i>	684	307		991
Trade receivables from financing activities	80 514			80 514
Inventories	104 481	25 993		130 474
Trade notes and accounts receivable	262 923	28 008	(28 033)	262 898

#### Decembre 31st, 2006

	Europe	Rest of the world	Other*	Total
Fixed assets	91 080	2 659		93 739
<i>of which intangible assets</i>	5 122	17		5 139
<i>of which property, plant and equipment</i>	85 522	1 605		87 127
<i>of which financial assets</i>	437	1 036		1 473
Trade receivables from financing activities	103 218			103 218
Inventories	60 369	19 019		79 388
Trade notes and accounts receivable	221 181	19 285	(16 208)	224 258

Notes 43 to 45 provide information concerning the cash flow statement. Cash flow includes assets and liabilities held for sale.

### Note 43 - Analysis of change in working capital

	31/12/2007	31/12/2006
Change in inventories	53 210	3 004
Change in trade receivables	40 720	59 926
Change in trade payables	(34 690)	(12 468)
Change in other payables and receivables	10 512	(3 970)
<b>Change in operating working capital</b>	<b>69 752</b>	<b>46 491</b>

### Note 44 - Analysis of changes in receivables from financing activities

	31/12/2007	31/12/2006
Change in gross trade receivables	(19 142)	(24 125)
Change in provisions for uncollectible trade receivables	836	2 542
<b>Change in receivables from financing activities</b>	<b>(18 306)</b>	<b>(21 583)</b>

Revenue from financing activities includes back-to-back arrangements, direct financing leases, lease payment obligations and risk pool commitments.

Transactions involving risk pool commitments and lease payment obligations by Haulotte Group SA represent transactions for which receivables and payables are fully offset. In consequence, they do not generate cash flow. The receivables and payables (for the same amount) are discharged as customers make lease payments to their financial institution. In consequence, these transactions are eliminated in the cash flow statement because they have no impact on net cash.

Changes in back-to-back lease arrangements are presented as a cash component of the above business. In contrast, changes in the corresponding payable (fully matched by the receivable or resulting from a comprehensive financing arrangement after the back-to-back lease agreements were repurchased through a syndicated loan) are presented under cash flows from financing activities.

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

### Note 45 - Cash components

	31/12/2007	31/12/2006
Cash in hand and deposit accounts	46 962	61 210
Money market funds and negotiable instruments	734	6 790
Positive fair value of financial instruments	4 759	3 541
<b>Cash and cash equivalents – balance sheet</b>	<b>52 455</b>	<b>71 541</b>
Net cash from assets held for sale	1 451	
Bank overdrafts	(684)	(152)
Negative fair value of financial instruments	(3 534)	(1 931)
<b>Cash and cash equivalents – cash flow statement</b>	<b>49 688</b>	<b>69 458</b>

### Note 46 - Information on related parties

#### Transactions with related parties:

- Solem SA, is the majority shareholder of Haulotte Group S.A., with 50.7% of the share capital at December 31st, 2007. Solem paid to Haulotte Group income of K€674 in 2007 and K€32 in 2006 and invoiced charges of K€865 in 2007 and K€1 161 in 2006.
- SCI Lancelot that shares managers with Haulotte Group S.A. invoiced the Group rental charges and incidental expenses for the use of the premises of Saint-Priest of K€435 in 2007 and K€416 in 2006.

#### Fees allocated to directors and officers:

Amounts allocated to directors and officers payable by the Group totalled K€757 in 2007 and K€655 in 2006.

This amount originates from funds invoiced by Solem S.A. for the services rendered on behalf of the Group by two executives. It includes expenses incurred by executives on behalf of the Group.

In compliance with the agreement to provide general administrative and commercial assistance signed by Solem S.A. the cost of the services is subject to a 10% mark-up.

No loans or advances have been granted to directors and officers. There are no other pension obligations or related commitments in favour of current or former executives.

### Note 47 - Off-balance sheet commitments

	31/12/2007	31/12/2006
Repurchase commitments *	8 229	7 246
Share of debt carried in the balance sheet secured by collateral **	81 669	83 125
Commitments given under repayment clauses	1 171	1 220

\*\*Repurchase commitments cover guarantees for the residual values granted by the Group in connection with customer financing agreements

\*\* Pledging of Haulotte Group S.A. goodwill and Haulotte UK shares as well as the pledge of LEV shares as security for the €330 million syndicated loan obtained in 2005 with an additional credit line of €30 million added in 2006 and for which €79 million had been drawn on December 31st, 2006.

The acquisition of Nove provides for an earn out payment based on the results for 2007 and 2008. To date, results for 2007 and 2008 forecasts do not meet the criteria for the earn out payment.

The breakdown of Group off-balance sheet commitments by maturity is as follows:

#### 31/12/2007

	Gross	maximum 1 year	1-5 years	More than 5 years
Repurchase commitments	8 229	1 114	7 025	90
Share of balance sheet debt secured by collateral	81 669	11 161	70 508	

## Consolidated financial statements of December 31st, 2007

31/12/2006

	Gross	maximum 1 year	1-5 years	More than 5 years
Repurchase commitments	7 246	1 274	5 966	6
Share of balance sheet debt secured by collateral	83 125	2 352	60 275	20 497

### Note 48 - Off-balance sheet commitments in connection with entitlements to individual training benefits

	Number of hours
DIF	47 250

### Note 49 - Average number of employees

	31/12/2007	31/12/2006
Executives and managers	269	232
Clerical staff and workers	1 701	1 273
<b>Total</b>	<b>1 970</b>	<b>1 505</b>

### Note 50 - Events after the balance sheet date

On January 8th, 2008 Haulotte Group sold Lev, Lev Luxembourg and Royans Leverage that contributed €33 million to 2007 consolidated sales. These entities will be deconsolidated in 2008 when the Group will have ceased to have effective control of these entities and should generate a capital gain of slightly more than €30 million. The full impacts will be presented in detail in the 2008 interim financial statements.

No other post-closing events likely to have a material impact on the assets and liabilities, net position and operating profit of the Group have been identified. To the company's knowledge, there are no legal proceedings, arbitration or other exceptional events likely to have, or having had in the recent past, a material impact on the financial positions, earning, activities and assets of the Company and the Group.

# Statutory auditors report on the consolidated financial statements

For the year ended December 31st, 2007

To the shareholders  
**Haulotte Group SA**  
L'Horme

Dear shareholders,

In our capacity as statutory auditors of Haulotte Group SA, we have audited the accompanying consolidated financial statements of Haulotte Group SA, for the year ended December 31st, 2007.

The consolidated financial statements have been approved by the Board of Directors. Our role is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit.

## I - Opinion on the consolidated financial statements

We performed our audit procedures in accordance with French professional standards. These standards require that we plan and perform audit procedures in order to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the consolidated financial statements give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the Group as at December 31st, 2007 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with IFRS as adopted by the EU.

## II - Justification of our assessments

In accordance with the requirements of article L.823-9 of the Commercial Code relating to the justification of our assessments, we bring to your attention the following matters:

- Note 3.7 ("Accounts receivables") describes the accounting principles applicable in the case of sales with guarantees granted by Haulotte Group to financial organizations in order to facilitate the financing of its customers.

We have ensured that the information provided in this note is adequate and have reviewed the appropriate application of accounting principles. To this end, we have examined the procedures implemented by Haulotte Group to identify and follow-up the related contractual commitments, obtained external confirmation from financial organizations and checked, on a test sample basis, the proper accounting translation of these operations in accordance with the relevant accounting principles.

- In connection with our appraisal of the accounting principles applied by your company, we have reviewed the treatment of development costs, concerning notably capitalization, depreciation method and substantiation of recoverable value. In addition, we have ensured that note 3.2 provides appropriate information.

These assessments were made in the context of our audit of the consolidated financial statements taken as a whole, and therefore contributed to the opinion we formed which is expressed in the first part of this report.

## III - Specific verification

In accordance with professional standards applicable in France, we have also verified the information given in the Group's management report. We have no matters to report as to its fair presentation and its consistency with the consolidated financial statements.

Lyon and Paris, April 7th 2008  
The statutory auditors

PricewaterhouseCoopers Audit  
Philippe Guéguen

Jean-Pierre Gramet





## Statutory accounts - Year ended December 31st, 2007

*"This is a free translation into English of the statutory auditors' report issued in French and is provided solely for the convenience of English speaking users. The statutory auditors' report includes information specifically required by French law in such reports, whether modified or not. This information is presented below the opinion on the financial statements and includes an explanatory paragraph discussing the auditors' assessments of certain significant accounting and auditing matters. These assessments were considered for the purpose of issuing an audit opinion on the financial statements taken as a whole and not to provide separate assurance on individual account captions or on information taken outside of the financial statements."*

*This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standards applicable in France."*

## Statutory accounts - Year ended December 31st, 2007

### Balance sheet - assets

In thousands of euros

	31/12/2007	31/12/2006
<b>INTANGIBLE ASSETS</b>		
Concessions, patents and similar rights	3 186	1 707
Goodwill	168	168
<b>PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT</b>		
Land	1 466	1 466
Buildings	9 473	8 619
Machinery and equipment	18 370	38 146
Other PPE	840	346
Fixed assets in progress	377	980
<b>FINANCIAL ASSETS</b>		
Share in subsidiaries and affiliates	8 822	6 330
Loans and advances to subsidiaries	192 785	150 698
Other investments	17 472	1 945
Other financial assets	214	95
<b>NON-CURRENT ASSETS</b>	<b>253 173</b>	<b>210 500</b>
<b>INVENTORIES AND WORK IN PROGRESS</b>		
Raw materials	28 810	20 493
Work in progress	11 704	10 256
Finished products	2 272	1 837
Trade goods	5 090	3 779
Advances paid to suppliers	432	763
<b>ACCOUNTS RECEIVABLE</b>		
Accounts receivable and other assets	165 633	132 170
Other receivables	13 421	9 238
<b>CASH AND CASH EQUIVALENTS</b>		
Marketable securities	689	6 665
Cash on hand	6 052	4 675
Prepaid expenses	842	477
<b>CURRENT ASSETS</b>	<b>234 945</b>	<b>190 353</b>
Unrealized foreign exchange losses	8 885	2 435
<b>TOTAL</b>	<b>497 003</b>	<b>403 288</b>

## Statutory accounts - Year ended December 31st, 2007

### Balance sheet - shareholders' equity and liabilities

In thousands of euros

	31/12/2007	31/12/2006
Share capital	4 476	4 457
Additional paid-in capital	91 868	90 841
Legal reserve	446	444
Other reserves	32 222	32 222
Retained earnings	67 587	25 050
<b>PROFIT (LOSS) FOR THE YEAR</b>	<b>51 139</b>	<b>48 361</b>
Regulated reserves	6 811	4 519
<b>SHAREHOLDERS' EQUITY</b>	<b>254 549</b>	<b>205 894</b>
Provisions for contingencies	13 028	5 625
Provisions for charges	1 037	1 428
<b>COMMITMENTS AND CONTINGENCIES</b>	<b>14 065</b>	<b>7 053</b>
<b>LONG-TERM DEBT</b>		
Bank borrowings	80 408	80 018
Miscellaneous loans and borrowings	646	587
Advances and down payments received from customers	3 342	336
<b>ACCOUNTS PAYABLE AND OTHER LIABILITIES</b>		
Accounts payable	112 847	85 683
Accrued taxes and payroll costs	10 264	18 328
<b>OTHER LIABILITIES</b>		
Accounts payable on fixed assets and equivalent	9	567
Other payables	20 577	3 257
<b>ACCRUALS</b>		
Deferred revenue	0	51
<b>LIABILITIES</b>	<b>228 093</b>	<b>188 827</b>
Unrealized foreign exchange gains	296	1 514
<b>TOTAL</b>	<b>497 003</b>	<b>403 288</b>

## Statutory accounts - Year ended December 31st, 2007

### INCOME STATEMENT

In thousands of euros

	31/12/2007	31/12/2006
Sales of trade goods	25 546	19 778
Sales of manufactured goods	472 378	364 504
Sales of services	30 232	29 894
<b>NET SALES</b>	<b>528 156</b>	<b>414 176</b>
Change in inventories of finished goods and work in progress	1 920	(2 613)
Capitalized production		27
Operating grants	126	18
Reversal of amortization and reserves, charge transfers	9 482	6 357
Other income	110	23
<b>OPERATING INCOME</b>	<b>539 794</b>	<b>417 988</b>
Purchase of trade goods	19 250	13 658
Change in inventories (trade goods)	(1 640)	(727)
Purchase of raw materials and other supplies	313 860	243 308
Change in inventories (raw materials and other supplies)	(8 336)	(7 389)
Other purchases and external charges	75 434	52 765
Taxes other than on corporate income	4 486	2 800
Wages and salaries	19 097	17 038
Social charges	7 926	6 556
<b>OPERATING ALLOWANCES AND PROVISIONS</b>		
Depreciation and amortization of fixed assets	20 272	14 311
Increase in provisions for current assets	4 051	2 502
Provisions for contingencies and commitments	3 819	3 065
Other expenses	96	475
<b>OPERATING EXPENSES</b>	<b>458 315</b>	<b>348 362</b>
<b>OPERATING PROFIT</b>	<b>81 479</b>	<b>69 626</b>
<b>FINANCIAL INCOME</b>		
Interest income	10 115	6 031
Reversals of provisions	3 834	8 151
Currency gains	2 010	1 433
Net proceeds from the disposal of marketable securities	259	258
<b>FINANCIAL INCOME</b>	<b>16 218</b>	<b>15 873</b>
Allowances for depreciation and reserves	15 064	7 042
Interest expenses	5 142	3 363
Currency losses	2 547	1 460
<b>FINANCIAL EXPENSE</b>	<b>22 753</b>	<b>11 865</b>
<b>NET FINANCIAL INCOME (EXPENSE)</b>	<b>(6 535)</b>	<b>4 008</b>
<b>PRE-TAX PROFIT BEFORE EXTRAORDINARY ITEMS</b>	<b>74 944</b>	<b>73 634</b>
Extraordinary income : sundry business operations	761	1 003
Extraordinary income on transactions	5 344	6 879
Reversal of provisions	1 678	675
<b>EXTRAORDINARY INCOME</b>	<b>7 783</b>	<b>8 557</b>
Extraordinary expenses: sundry business operations	295	118
Extraordinary expenses on transactions	2 724	5 068
Depreciation and provisions	3 662	2 469
<b>EXTRAORDINARY EXPENSES</b>	<b>6 681</b>	<b>7 655</b>
<b>EXTRAORDINARY PROFIT (LOSS)</b>	<b>1 102</b>	<b>902</b>
Employee profit-sharing	1 977	2 311
Corporate income tax	22 930	23 864
<b>TOTAL INCOME</b>	<b>563 795</b>	<b>442 418</b>
<b>TOTAL EXPENSES</b>	<b>512 656</b>	<b>394 057</b>
<b>PROFIT OR LOSS</b>	<b>51 139</b>	<b>48 361</b>

## Notes to statutory accounts

### A. SIGNIFICANT EVENTS

In 2007 sales growth remained particularly robust, increasing 27% over fiscal year 2006.

Haulotte Group opened three new sales subsidiaries in the period in Mexico, Dubai and Argentina.

### B. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The principles used to determine earnings remain unchanged as compared with previous reporting periods except for the matter listed in the B.1. paragraph.

Company accounts for the financial year to December 31st, 2007 have been prepared on presented pursuant to applicable accounting standards, and keeping with the principles of prudence, discreteness of accounting periods and going concern.

The main accounting policies applied by the company are as follow.

#### B.1 Change in accounting methods: acquisition costs of investments

Pursuant to recommendation 2007-C of the Comité d'Urgence of the CNC (Conseil Nationale de la Comptabilité) of 15 June 2007, Haulotte Group has changed the accounting method used for acquisition costs of investments. Commissions, fees and transfer rights relating the acquisition of investments were previously expensed. Starting 1 January 2007, these costs have been included in the cost price of the investments and are subject to a special tax depreciation over a period of five years.

This change in accounting policy does not have a material impact on the financial statements for the fiscal year ended 31 December 2007.

#### B.2 Fixed assets

Intangible assets are recognized at their purchase price, excluding incidentals and financial charges.

Software is amortized on a straight-line basis over 3 to 7 years according to their useful lives.

Models and designs are amortized over 5 years.

Goodwill is not subject to amortization. When necessary, a depreciation expense is recorded for impairment.

Research and development expenditures are expensed in the period incurred.

#### B.3 Property, plant and equipment

Property, plant and equipment are recognized in the balance sheet at purchase cost or production cost and do not include borrowing costs.

Property, plant and equipment are amortized on a straight-line basis over their expected useful lives.

When, a given fixed asset includes components with material relative values and expected useful lives that differ from that of the fixed asset itself, specific components are identified. These components are subject to specific depreciation rates that are specific to their own expected useful lives.

The basis for calculating the depreciation is the purchase price less the estimated residual value, when applicable, at the end of the expected useful life.

Useful lives are defined for each category of fixed asset. Useful lives usually are as follows:

##### Plant buildings:

- main component: 40 years
- other components: 10 to 30 years

##### Building fixtures and improvements

- main component: 10 to 40 years
- other components: 5 to 20 years

##### Plant equipment:

- main component: 10 to 15 years
- other components: 4 to 40 years

##### Other installations and equipment:

3 to 20 years

##### Transportation equipment:

5 years

##### Computer and office equipment:

3 to 10 years

##### Office furniture:

3 to 10 years

Residual values and the useful lives are reviewed at the end of each period and adjusted when necessary.

When the carrying value of an asset is lower than its recoverable amount, an impairment is immediately recorded reducing it to the latter.

##### • Regulated tax reserves

Regulated reserves include provisions for excess tax depreciation applied on the basis of the most favourable tax rules.

#### B.4 Financial assets

##### • Investments and share in subsidiaries

Investments are recognized in the balance sheet at historical cost that includes the acquisition costs such as transfer rights, commissions and fees directly attributable to the acquisition of the investments.

At year-end their carrying value is compared with their value in use. This latter value is determined in reference to the share in net equity and the earnings prospects. When applicable, a provision for impairment is recorded. When necessary, additional provisions for impairment are recognized for intra-group assets (receivables, current accounts) and a provision for charges is recorded if necessary.

## Notes to statutory accounts

### • Current account and loans to subsidiaries

These items are recognized at nominal value. Current account balances in foreign currencies are translated into euros at the year-end exchange rate. Gains arising on translation are recognized as translation adjustments and recorded in the balance sheet. Losses arising on translation result in the recognition of a provision for accrued currency losses.

In the cases described above, current accounts are subject to impairment. No translation adjustment is recognised for the current account amount that is impaired.

### • Treasury shares

Treasury shares acquired by the Group are recorded as financial assets. They are recognized at purchase price. At the end of the year, their carrying value is determined on the basis of the average share price for the last month of the year. If the carrying value is lower than the purchase price, an impairment loss is recorded for the difference.

### B.5 Inventories and work in progress

Inventories are recorded at their acquisition cost. Inventories are measured on the basis of the weighted average cost per unit method.

Finished products and work in progress are recognized at production cost. This item includes direct costs and factory overhead estimated on the basis of normal production capacity and recognized according to the weighted average cost per unit method.

When the gross value determined on the basis defined above is greater than the probable realisation value, a provision for impairment is recorded for the difference.

The net realisation value represents the sale price less costs necessary for its sale or reconditioning.

### B.6 Receivables and payables

Receivables and payables are recognized at their face value.

A provision for impairment is recorded when their collection value, determined on a case-by-case basis, is estimated to be lower than the carrying value.

### B.7 Conversion of foreign currencies

Transactions in foreign currencies are translated at the exchange rate of the transaction date. At the end of the period, receivables and payables that have not been hedged are converted at their year-end closing rate. The resulting translation differences are recognized in the balance sheet under the cumulative translation adjustment. For unrealized foreign exchange losses a provision for contingencies is recorded.

Hedged receivables are translated at the hedge rate.

For receivables for which an impairment has been recorded, only the remaining balance is converted at the year-end exchange rate.

### B.8 Marketable investment securities

Investment securities are initially recognized at the purchase price that excludes incidentals. Investment securities are remeasured on the basis of market prices at 31 December 2007 and a provision is recorded when the resulting amount is lower than the purchase price.

### B.9 Provisions

Provisions are recognized according to the best estimate of the expenditure required to settle a present obligation arising from a legal or implicit obligation at the balance sheet date.

### • Warranty provision

The Group grants customers a manufacturer's warranty for its products. The estimated cost of warranties on products already sold is covered by a provision statistically calculated on the basis of historical data.

When necessary, a provision is recognized on a case-by-case basis to cover specific risks of warranty proceedings.

### • Pension obligations

Pursuant to the French accounting principles Haulotte Group records provisions for pension and post employment benefits. These obligations are measured according to the projected unit credit method, taking into account the collective bargaining agreement and the staff turnover, the mortality rate and the discount rate.

### B.10 Extraordinary items

Items that are exceptional in nature or that do not occur in the normal course of business are recognized under extraordinary profit or loss. In accordance with the French National Accounting Code (Plan Comptable Général) extraordinary profit or loss also includes allowances and reversals of special tax depreciation provisions.

## C. POST-CLOSING EVENTS

On 9 January 2008, Haulotte Group sold the rental companies Lev and Royans Levage that generate a gain that is recognized in fiscal year 2008.

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

### 1. FIXED ASSETS

#### 1.1 PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT & INTANGIBLE ASSETS

##### Gross amounts

In thousands of euros	31/12/2006	Increases	Decreases	31/12/2007
Intangible assets (1)	4 428	2 317	1	6 744
Land	1 466			1 466
Building	4 566			4 566
Equipment	7 824	1 673	9	9 488
Tools and machinery (2)	57 081	1 257	7 040	51 298
Other PPE	858	652		1 510
Fixed assets in progress	980		603	377
<b>Total</b>	<b>77 203</b>	<b>5 899</b>	<b>7 653</b>	<b>75 449</b>

##### Accumulated depreciation

In thousands of euros	31/12/2006	Increases	Decreases	31/12/2007
Intangible assets	2 555	837	1	3 391
Land				
Building	920	135		1 055
Equipment	2 850	683	9	3 524
Tools and machinery	18 934	18 458	4 465	32 927
Other PPE	513	159		672
Fixed assets in progress				
<b>Total</b>	<b>25 772</b>	<b>20 272</b>	<b>4 475</b>	<b>41 569</b>

(1) The increase in intangible assets concerns primarily software. It also includes goodwill of K€168. The goodwill originated from the creation of Haulotte S.A. in 1995. No amortization or impairment has been recorded. Research and development expenditures totalled K€6 998 for the fiscal year.

(2) Disposals of tangible fixed assets equipment held under a finance lease. At the end of the lease period, the equipment is sold to the lessee under the terms of the lease agreement

#### 1.2 FINANCIAL ASSETS

Financial assets break down as follows on a cost basis:

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
Share in subsidiaries (1)	9 151	6 538
Current accounts and loans to subsidiaries (2)	213 823	169 892
Treasury shares (3)	20 407	2 065
Other financial assets	214	95
<b>Total</b>	<b>243 595</b>	<b>178 590</b>

(1) Haulotte Group opened three new subsidiaries in the period in Mexico, the United Arab Emirates and Argentina. In addition, Haulotte Group increased its shareholding in Haulotte Cantabria by €2.4 million.

(2) Haulotte Group increased advances and loans granted to subsidiaries to support their expansion. Receivables from subsidiaries include €77.2 million with a maturity exceeding five years.

(3) Treasury shares held in the period increased from 99 446 in 2006 to 828 292 in 2007.

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

Changes in provisions break down as follows:

In thousands of euros	31/12/2006	Allowances	Reversals	31/12/2007
Share in subsidiaries (1)	207	274	153	328
Current accounts and loans (2)	19 195	2 970	1 127	21 038
Treasury shares (3)	120	2 935	120	2 935
Other financial assets	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>19 522</b>	<b>6 179</b>	<b>1 400</b>	<b>24 301</b>

### 2. INVENTORIES

In thousands of euros	Inventories at 31/12/2007			Inventories at 31/12/2006		
	Gross	Provisions	Net	Gross	Provisions	Net
Raw materials	29 562	-751	28 811	21 226	-733	20 493
Work in progress	11 703	0	11 703	10 256	0	10 256
Finished goods	3 018	-746	2 272	2 544	-708	1 836
Trade goods	6 267	-1 178	5 089	4 614	-835	3 779
<b>Total</b>	<b>50 550</b>	<b>-2 675</b>	<b>47 875</b>	<b>38 640</b>	<b>-2 276</b>	<b>36 364</b>

The increase in inventory is directly attributable to growth in activity.

### 3. TRADE RECEIVABLES

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
Trade receivables	170 506	139 667
Depreciation	-4 873	-7 497
<b>Net trade receivables</b>	<b>165 633</b>	<b>132 170</b>

### 4. MATURITY OF RECEIVABLES AND PAYABLES

At December 31st, 2007, all receivables were less than one year with the exception of certain uncollectible receivables and arrears totalling K€5 032 (December 31st, 2006: K€7 731) with uncertain maturities.

Notes receivables at December 31st, 2007 totalled K€2. (December 31st, 2006: K€15).

Maturity of all payables at December 31st, 2007 are less than one year with the exception of the following payables:

In thousands of euros	31/12/2007	
	1-5 years	> 5 years
Bank borrowings	70 241	0
Other debt	350	0
<b>Total</b>	<b>70 591</b>	<b>0</b>

Notes payables at December 31st, 2007 totalled K€12 328 (December 31st, 2006: K€13 209).



## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

### 5. ACCRUALS

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
<b>Prepaid expenses</b>		
Operating expenses	842	477
Financial expenses		
<b>Deferred revenue</b>		
Operating income		51
<b>Unrealized foreign exchange losses</b>	<b>8 885</b>	<b>2 434</b>
On receivables	8 880	2 434
On payables	5	
<b>Unrealized foreign exchange gains</b>	<b>296</b>	<b>1 513</b>
On receivables	284	1 445
On payables	12	68

### 6. OTHER ACCRUED LIABILITIES AND INCOME

#### 6.1 Accrued liabilities

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
Bank borrowings	615	521
Trade payables	43 080	35 004
Tax and payroll costs payables	7 193	5 278
Other payables	434	791
<b>Total</b>	<b>51 322</b>	<b>41 594</b>

#### 6.2 Accrued assets

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
Trade receivables	3 539	1 978
Other receivables	6 236	4 969
Accrued interests	247	46
<b>Total</b>	<b>10 022</b>	<b>6 993</b>

### 7. SHAREHOLDERS' EQUITY

#### Analysis of the share capital (in euros)

	31/12/2006	Increase	Decrease	31/12/2007
Number of shares	34 282 340	151 660	0	34 434 000
Nominal value in euros	0,13	0,13		0,13
<b>Share capital in euros</b>	<b>4 456 704</b>	<b>19 716</b>	<b>0</b>	<b>4 476 420</b>

#### Statement of changes in shareholders' equity (in thousands of euros)

<b>Shareholders' equity at 31/12/2006</b>	<b>205 894</b>
Capital increase	20
Increase in additional paid-in capital	1 026
Dividends paid	-5 822
Change in regulated provisions	2 292
Profit of the period	51 139
<b>Shareholders' equity at 31/12/2007</b>	<b>254 549</b>

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

### 8. PARENT COMPANY CONSOLIDATING THE FINANCIAL STATEMENTS

Company name - registered office	Legal form	Capital	Ownership interest (%)
SOLEM 93 Epinay sur Seine - France	S.A.S.	490	50,70

### 9. TRANSACTIONS WITH SUBSIDIARIES AND AFFILIATES

Main balance sheet aggregates representing transactions with affiliates:

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
Share in subsidiaries and affiliates	9 151	6 538
Receivables from subsidiaries	213 823	169 892
Trade receivables and related accounts	148 018	123 489
Other receivables	146	89
Payables on fixed assets	(9)	(467)
Trade payables and equivalent	(10 542)	(2 873)
Other payables	(19 927)	(2 750)
<b>Net receivables (payables)</b>	<b>340 660</b>	<b>293 918</b>

### 10. LIST OF SUBSIDIARIES AND AFFILIATES

Company Registered office In thousands of euros	Share capital Shareholders equity	Equity interest (%)	Reserves and retained earnings	Gross value Net value of shares	Advances	Dividends received	Revenue Net income
Haulotte Hubarbeitsbuehnen GmbH Germany	26 8 350	100,00%	5 884	25 25	(4 794)	-	47 036 2 441
Haulotte France Sarl 93 Epinay sur Seine - France	2 279 6 632	99,99%	2 941	2 309 2 309	7 763	-	71 662 1 413
Haulotte UK Ltd United Kingdom	1 12 872	100,00%	10 305	2 0	48 588	-	61 894 1 479
Haulotte Italia Srl Italia	100 9 138	99,00%	6 052	10 10	17 257	-	48 542 2 986
Haulotte Australia Pty Ltd Australia	1 932	100,00%	835	1 1	12 276	-	17 732 97
Haulotte Iberica SL Spain	310 47 414	98,71%	36 355	3 3	(2 253)	-	184 026 10 749
Haulotte Netherlands BV Netherlands	20 18	100,00%	206	20 20	2 866	-	14 428 (244)
Haulotte US Inc United States	2 (17 466)	100,00%	(12 617)	3 0	38 532	-	12 190 (4 851)
Haulotte Scandinavia AB Sweden	11 12 587	100,00%	6 741	11 11	(6 578)	-	35 186 5 835
ABM Industries SAS 01 Beynost - France	520 1 186	100,00%	(143)	1 220 1 186	(306)	-	580 102
TELESCOPELLE SAS 42 L'Horme - France	37 102	100,00%	(74)	37 37	(288)	-	199 138
Haulotte Brazil Brasil	19 (120)	99,98%	(833)	30 14	6 284	-	7 469 694
Lev SA 69 Saint Priest - France	3 437 16 982	100,00%	2 350	1 1	14 936	-	26 117 1 109

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

Company Registered office In thousands of euros	Share capital Shareholders' equity	Equity interest (%)	Reserves and retained earnings	Gross value Net value of shares	Advances	Dividends received	Revenue Net income
Haulotte Vostok Russia	80 499	100,00%	80	80 80	-	-	7 978 339
Haulotte Polska Polska	427 2 819	100,00%	824	105 105	300	-	19 080 1 569
Levanor Spain	100 (28)	91,00%	(534)	300 26	7 002	-	5 770 462
Nove Italia	103 281	100,00%	69	729 729	14 774	-	11 938 109
Haulotte Argès Romania	1 082 5 632	100,00%	(492)	1 100 1 100	9 800	-	24 397 5 042
Haulotte Cantabria Spain	2 403 4 031	99,99%	5 261	2 403 2 403	12 311	-	7 568 (3 633)
Haulotte Shangai China	528 470	100,00%	2	550 550	62	-	427 (60)
Haulotte Singapour Singapore	0 515	100,00%	149	1 1	2 431	-	7 879 366
Haulotte Argentine Argentina	3 3	100,00%	-	12 12	-	-	- -
Haulotte Mexique Mexico	3 156	95,00%	12	3 3	949	-	852 (171)
Haulotte Middle East United Arab Emirates	185 68	100,00%	7	199 199	-	-	- (124)

Note : figures are presented in thousands of euros

## 11. CONTINGENCIES AND COMMITMENTS

	31/12/2006	Allowances	Provisions used in the period	Reversal of unused provisions	31/12/2007
Warranty provisions (1)	2 949	3 671	2 949		3 671
Provisions for foreign exchange losses	2 435	8 885	2 435		8 885
Provision for retirement commitments (2)	790	147			937
Other contingencies and commitments (3)	879	465	127	645	572
<b>Total</b>	<b>7 053</b>	<b>13 168</b>	<b>5 511</b>	<b>645</b>	<b>14 065</b>
Recognized under operating profit		3 818	2 949		
Recognized under net financial income (expense)		8 885	2 435		
Recognized under extraordinary profit		465	772		
<b>Total</b>		<b>13 168</b>	<b>6 156</b>		

### (1) Warranty provisions

Haulotte Group provides a one year warranty on the sale of platforms.

A statistical provision is determined to cover the probable risks of warranty proceedings.

When necessary, a provision is recognized on a case-by-case basis to cover specific risks of warranty provisions.

### (2) Provisions for retirement benefits and long service awards

Haulotte Group records a provision to cover retirement indemnities and long-service awards in compliance with the principles described in paragraph B9.

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

Concerning retirement indemnities, the accounting policy adopted is that for benefits applicable to voluntary retirement subject to social charges in accordance with the French Pension Reform Act of August 21st, 2003 (Loi Fillon).

The following assumptions are applied:

- discount rate: 4%
- rate of salary increase: 2.5%
- rate of social charges: 45%
- retirement age: between 60 and 65 years according to age criteria and professional category

At December 31st, 2007, this provision broke down as follows:

- €722,000 for retirement indemnities
- €215,000 for provisions for long-service awards.

### (3) Lawsuit contingencies

All disputes are reviewed by management and referred to our legal counsel for assessment. When necessary, provisions are recorded to cover estimated risks.

## 12. REVENUE

In thousands of euros	France	Export	Total
Sales of equipment	73 533	424 391	497 924
Sales of services	3 643	26 589	30 232
<b>Total</b>	<b>77 176</b>	<b>450 980</b>	<b>528 156</b>

## 13. INCOME AND EXPENSE SUBSIDIARIES AND AFFILIATES

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
Operating income	449 471	379 184
Financial income	9 549	5 715
Financial expense	561	364

## 14. EXTRAORDINARY PROFIT (LOSS)

	Expense 31/12/2007	Income 31/12/2007	Profit (loss) 31/12/2007	Profit (loss) 31/12/2006
Penalties	10		(10)	(30)
Provisions for negative net equity of subsidiaries				340
Provisions for lawsuit contingencies	465	772	307	909
Other extraordinary income (expenses)	434	1 514	1 080	906
Proceeds from the disposal of PPE	2 575	4 591	2 016	1 539
Proceeds from the disposal of financial assets				(718)
Excess tax depreciation	3 196	905	(2 291)	(2 043)
<b>Total</b>	<b>6 680</b>	<b>7 782</b>	<b>1 102</b>	<b>903</b>

## 15. BREAKDOWN OF TAX INCOME BETWEEN CURRENT INCOME AND EXTRAORDINARY PROFIT (LOSS)

In thousands of euros	Pre-tax income	Corporate income tax	After-tax income
Current income	72 967	22 711	50 256
Extraordinary profit (loss)	1 102	219	883
<b>Total</b>	<b>74 069</b>	<b>22 930</b>	<b>51 139</b>

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

### 16. DEFERRED TAXES

Descriptions of temporary differences	Amounts	Deferred tax
Employee profit-sharing	1 976	659
Organic tax	852	284
Provision for inventory losses	1 584	528
Provision for trade receivable losses	1 263	421
Provision for retirement indemnities	722	241
Deferred tax assets	6 397	2 132
Deferred gains from mergers	(103)	(34)
Unrecognized tax deductions	(302)	(101)
Deferred tax liabilities	(405)	(135)
<b>Net deferred taxes</b>	<b>5 992</b>	<b>1 997</b>

### 17. TAX CONSOLIDATION GROUP

Haulotte Group SA is the head of a French tax consolidation group that includes Haulotte France, ABM industries, Lev France, Telescopelle and Royans Levage. Under this tax sharing agreement, taxes are incurred by subsidiaries as if they were not included in the tax consolidation group.

### 18. FEES ALLOCATED TO DIRECTORS AND OFFICERS

Amount allocated to directors and officers payable by the Group totalled K€757 in 2007 versus K€635 in 2006. This amount originates from funds invoiced by Solem S.A.S. for the services rendered on behalf of the Group by two executives. It includes expenses incurred by these executives on behalf of the group. In compliance with the agreement to provide general administrative and commercial assistance signed by Solem S.A.S. the cost of the services is subject to a 10% mark-up. No loans or advances have been granted to directors and officers. There are no other pension obligations or related commitments in favour of former executives.

### 19. OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS

#### 19.1 FINANCE LEASE COMMITMENTS

##### Lease payments paid and received

	Fiscal year	Paid		Received	
		Fiscal year	Accumulated	Fiscal year	Accumulated
Property					
Equipment held by Haulotte Group SA	-	-	15 876	31 400	
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 876</b>	<b>31 400</b>	

##### Lease payments payable

	Lease payments payable				Residual value at and the lease	Total commitment
	Total	Less than 1 year	1-5 years	More than 5 years		
Equipment held by Haulotte Group SA	9 555	8 555	1 000	-	4 757	14 312
<i>including financial expenses</i>	<i>839</i>					<i>839</i>
<b>Total</b>	<b>10 394</b>	<b>8 555</b>	<b>1 000</b>	<b>-</b>	<b>4 757</b>	<b>15 151</b>
					<b>Net commitment :</b>	<b>13 473</b>

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

### 19.2 OTHER COMMITMENTS

#### Commitments to cover lease payments

The Company has given commitments to financial institutions guaranteeing lease payments in the event of customer default.

€ thousands	31/12/2007	31/12/2006
< 1 year	13 014	9 156
1 - 5 years	24 682	17 148
> 5 years		43
<b>Total</b>	<b>37 696</b>	<b>26 347</b>

#### Risk pool

Haulotte Group SA has given a warranty limited to a certain percentage of the sales volume generated by financial institutions that lease Haulotte Group S.A. platforms to their final customers. The amounts as off-balance sheet commitments include the share of lease payments outstanding by end customers for which Haulotte Group SA has stood guarantee. The breakdown is as follows :

- K€1 091 given to Haulotte Polska
- K€15 913 given to Haulotte Ibérica
- K€3 165 given to Haulotte UK
- K€15 given to Haulotte GMBH
- K€202 given to Haulotte Netherlands
- K€4 912 given to Haulotte USA
- K€1 764 given to Haulotte Australia

€ thousands	31/12/2007	31/12/2006
< 1 year	8 664	8 886
1 - 5 years	18 663	20 558
> 5 years		216
<b>Total</b>	<b>27 327</b>	<b>29 663</b>

#### Repurchase commitments given to institutions providing financing to customers

The company as given commitments to financial institution to substitute for customers that do not exercise their purchase option :

- K€597 were given to Haulotte France
- K€7 303 were given to Haulotte Ibérica
- K€36 were given to Haulotte Polska

€ thousands	31/12/2007	31/12/2006
< 1 year	1 113	652
1 - 5 years	7 025	611
> 5 years	90	
<b>Total</b>	<b>8 228</b>	<b>1 263</b>

### 19.3 DEBT GUARANTEED BY COLLATERAL

€ thousands	31/12/2007	31/12/2006
Bank borrowings		
Pledges of the business assets, equipment and shareholdings in Haulotte UK	80 407	80 018

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

### 20. COMMITMENTS RECEIVED

In thousands of euros	31/12/2007	31/12/2006
Commitment received by Télescopelle as a beneficiary of a debt waiver accompanied by a "better fortunes" clause	1 450	1 450
Commitment received by UK Platforms as a beneficiary of a debt waiver accompanied by a "better fortunes" clause for £4,085,000 or K€5 911.	5 911	5 911

### 21. STOCK OPTION PLANS

	Plan N°1	Plan N°2	Plan N° 3
Board of Directors' meeting date	26 July 01	2 July 02	8 July 03
Number of shares available for subscription	111 000	127 000	128 600
Commencement of the option exercise period	26 July 05	2 July 06	8 July 07
End of the option exercise period	25 April 06	2 July 09	8 July 10
Exercise price	€16,78	€9,46	€4,19
Number of shares subscribed at 31/12/2007	101 050	109 990	73 600

### 22. AVERAGE NUMBER OF EMPLOYEES

	31/12/07	31/12/06
Managers	172	166
Administrative employees and technical staff	142	116
Workers	343	277
<b>Total</b>	<b>657</b>	<b>559</b>

### 23. TRAINING BENEFITS

At December 31st, 2007, rights vested but not exercised by Haulotte Group SA in connection with the French individual training entitlement benefit (DIF) represented K€209 for a total of 31 700 hours.

### 24. FOREIGN CURRENCY EXCHANGE RISKS

Foreign exchange risks of the company concerned primarily receivables in US dollars and pound sterling. Part of this risk is covered by forward purchases of the relevant foreign currencies.

Significant receivables (net of provisions), payables and commitments in foreign currency not hedged.

Foreign exchange exposure In thousands of euros	AUD	AED	Currency GBP	USD	DZD
<b>BALANCE SHEET</b>					
Receivables (1)	16 231	49	87 272	18 443	
<i>of which Group receivables</i>	16 231		84 468	17 916	
<i>of which non-Group receivables</i>		49	2 804	527	
Payables (2)	39			3 510	7
<i>of which Group payables</i>	39			266	
<i>of which non-Group payables</i>				3 244	7
<b>OFF-BALANCE SHEET COMMITMENTS (3)</b>					
Group commitments received			17 253		
Non-group commitments received	1 764		4 369	5 063	

(1) Financial receivables, trade receivables

(2) Borrowings, trade payables, other

(3) This concerns commitments to cover lease payments and risk pools mentioned in 19.2

## Statutory accounts - Notes to the balance sheet

Significant receivables, payables and commitments in foreign currency that are hedged

Foreign exchange exposure In thousands of euros	AUD	AED	Currency GBP	USD	DZD
<b>BALANCE SHEET</b>					
Receivables (1)				15 054	
<i>of which Group receivables</i>				15 054	
<i>of which non-Group receivables</i>					

(1) Financial receivables, operating receivables

Receivables in US dollars are hedged at an exchange rate of €1,12

### 25. INTEREST-RATE RISKS

The company has purchased interest rate swaps maturing in more than five years. The market valuation of these financial instruments represented a negative position of K€2 275 at December 31st, 2007.

### 26. CASH FLOW STATEMENT

	<b>2007</b>
Net income	51 139
Depreciation, amortisation and impairment	34 491
Proceeds from disposals, net of tax	-2 620
<b>Operating cash flow</b>	<b>83 010</b>
Change in cash flow from operating activities	-11 308
<b>Net cash flow from operating activities</b>	<b>71 702</b>
Purchase of property, plant and equipment	-76 748
Proceeds from disposals of fixed assets, net of tax	5 344
Changes in payables on fixed assets	-567
<b>Net cash flow used in investing activities</b>	<b>-71 971</b>
Proceeds from borrowings	341
Repayment of borrowings	-430
Proceeds from exercise of option	1 047
Dividends paid to shareholders	-5 822
<b>Net cash used in financing activities</b>	<b>-4 864</b>
<b>Net change in cash and cash equivalents</b>	<b>-5 133</b>
<b>Cash and cash equivalents at January 1st</b>	<b>11 192</b>
<b>Cash and cash equivalents at December 31st</b>	<b>6 059</b>



## Statutory auditors' report on the financial statements

For the year ended December 31st, 2007

To the shareholders  
Haulotte Group SA  
L'Horme

Dear shareholders,

In compliance with the assignment entrusted to us by your shareholders' meeting, we hereby report to you, for the year ended December 31st, 2007, on:

- the audit of the accompanying financial statements of Haulotte Group SA,
- the justification of our assessments;
- the specific verifications and information required by law.

These financial statements have been approved by the Board of Directors. Our role is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

### I - Opinion on the financial statements

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France; those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by the management, as well as evaluating the overall financial statements presentation. We believe that our audit provides a reasonable basis for our opinion.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the Company's financial position and its assets and liabilities, as of December 31st, 2007, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting rules and principles applicable in France.

Although not to undermine the opinion expressed above, and in accordance with article L. 232-6 of the Commercial Code, we do draw your attention to the change in the accounting method for acquisition costs as described in paragraph B.1.

### II - Justification of our assessments

In accordance with the requirements of article L.823-9 of the Commercial Code relating to the justification of our assessments, we bring to your attention the following matter:

### Assessments of accounting principles:

Investments and related receivables are valued in accordance with the method set out in paragraph B.4 to the Notes. Our work consisted of reviewing the approach adopted by the company. We have assessed the reasonableness of the estimates made by the company.

The assessments were made in the context of our audit of the financial statements, taken as a whole, and therefore contributed to the formation of the opinion expressed in the first part of this report.

### Change in accounting method:

We substantiated that the change in accounting method previously described was appropriate.

### III - Specific verifications and information

We have also performed the specific verifications required by law in accordance with professional standards applicable in France.

We have no matters to report regarding the fair presentation and the conformity with the financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors, and in the documents addressed to the shareholders with respect to the financial position and the financial statements.

In accordance with French law and regarding the requirements of article L.225-102-1 of the Commercial Code, we draw your attention to the fact that the management report does not provide the information required under this article relating to Directors' financial benefits for all Directors concerned.

In accordance with the law, we have verified that the management report contains the appropriate disclosures as the cross shareholding, and together with the identity of the principal shareholders.

Lyon and Paris, April 07th 2008

The statutory auditors

PricewaterhouseCoopers Audit  
Philippe Guéguen

Jean-Pierre Gramet

## Notes



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---